

la Matérielle

Feuille épisodique pour l'autocritique de la
théorie de la révolution communiste

N°5 avril 2003



IRAK GUERRE & LUTTE DE CLASSES

La cakewalk des « faucons » de la classe capitaliste américaine

12 avril 2003

« Le 13 février, un proche de Rumsfeld, Ken Adelman, membre du Défense Policy Board du Pentagone, écrit un article dans le Washington Post pour faire part de sa certitude que "la démolition de la puissance militaire de Saddam Hussein serait une cakewalk". » [1]

« C'est celui qui raconte la meilleure histoire qui gagne, pas celui qui a la plus grosse bombe et les moyens de la lancer. » [2]

1. Le cours quotidien de la guerre, avant, pendant et après

§ 1 - A l'issue de la 19^{ème} journée de l'invasion de l'Irak par l'armée des Etats-Unis (7 avril 2003), et depuis la « pause » du 11^{ème} jour, la signification de la guerre du point de vue du cours actuel du système capitaliste commence à apparaître un peu plus clairement : la cakewalk a bien eut lieu, et elle a

été effectivement de courte durée, mais non parce que l'armée américaine a eut sa part de gâteau tout de suite. L'histoire que racontent les « faucons » du Pentagone n'est peut-être pas la meilleure, en tout cas elle n'est pas la seule possible, comme le montre, après la pause donc, le retour à une stratégie guerrière plus conventionnelle (la stratégie de la « plus grosse bombe ») et une relative reprise de pouvoir des militaires sur les civils du Pentagone.

§ 2 - Comprendre les motifs de l'invasion de l'Irak, sa signification, en évaluer l'impact futur sur le cours du monde, ne peut pas se faire à partir d'un schéma conçu d'avance par ailleurs, qu'il soit idéologique ou théorique. La guerre en Irak n'est pas le fait d'un monde capitaliste qui se trouverait un état d'exception paroxystique lié au fait que la récession serait son horizon indépassable, comme le pense S. Quadrupanni [3]. Elle n'est pas non plus la marque, d'une situation d'inachèvement qui mettrait « le capital », par manque de projet et de perspective, en situation de devoir gérer par défaut, au cas par cas, un nouvel ordre mondial resté inaccompli, comme l'écrit la revue *Temps critiques* [4] – ce qui revient à relativiser la position précédente en conservant l'essentiel : la situation actuelle est une situation de crise, quelque chose d'a-normal. Elle n'est pas, enfin, comme le pose *a contrario* de ces deux positions *Théorie communiste* [5], qui voit dans la globalisation des intérêts américains, dans le fait que ceux-ci se situent à une échelle d'organisation supérieure, la marque de la totalité qui assigne leur sens à ses parties, un moment de la marche du concept vers son effectivité, sa réalisation détaillée. Trop achevé ou pas assez, on reste toujours dans une vision finaliste du cours capitaliste mondial, qui dans tous les cas suppose des « universaux » dont nous n'avons plus les moyens théoriques.

§ 3 - On ne peut faire qu'une chose : mettre au clair ce qui est acquis pour le moment du point de vue de la reconfiguration du rapport de subordination capitaliste qui est en œuvre mondialement depuis la fin des années soixante [7], en dégager la portée générale – je dis bien la portée et non le sens – et voir, au jour le jour, de quelle manière le cours de la guerre actuelle, militairement, diplomatiquement et politiquement, s'inscrit un peu, beaucoup ou pas du tout dans le droit-fil de ces acquis. Pour cela le plus important n'est pas le fait immédiat même de la guerre, la prise de Bagdad, l'élimination de

La Matérielle

Saddam Hussein... mais les oppositions internes à l'administration Bush, que ce soit dans la conduite de la guerre bien sûr, mais aussi au moment du processus de prise de décision qui l'a précédé et dans les préparatifs de l'après-guerre, d'une part, et la concurrence entre les différentes fractions nationales de la classe capitaliste mondiale d'autres part, oppositions qui sont seules de nature à permettre de saisir tous les enjeux de cette guerre. On peut minorer ces dernières oppositions, au prétexte de cette idée générale à la mode qu'est « la disparition des Etats-nation », et ne voir dans la position de Chirac qu'un *Chantecler* planétaire ; pourtant, lorsque l'Allemagne et surtout la Russie et la Chine s'y associent, ce n'est plus une rigolade, surtout lorsque l'on sait que les Etats-Unis n'ont budgété que 30 milliards de dollars sur les 100 qui sont nécessaires à la reconstruction de l'Irak et que pour le reste ils ont l'intention de s'adresser à leurs « partenaires »... (*Libération* du 9 avril 2003).

2. Une défaite américaine?

§ 4 - Les positions finalistes ont un autre présupposé, plus ou moins explicite, qui consiste dans le caractère inéluctable de la victoire américaine. Pour Quadrupanni, elle s'inscrit « naturellement » dans l'état d'exception permanent du monde dans lequel le plonge l'horizon indépassable de la récession. Pour *Temps critiques*, en revanche, on peut déduire de ses propos qu'elle ne sera, faute d'un « universel » avéré, qu'un nouvel exemple de règlement au cas par cas d'un problème global, tandis que *Théorie communiste*, « dialectise » pour sa part la position de *Temps critiques* en posant la guerre en Irak comme « moment régional d'une "solution planétaire" aux désordres internes de la globalisation de la reproduction du capital » [8] Cette victoire annoncée, s'inscrit dans le droit-fil de la vision finaliste relevée plus haut, ce qui n'est pas étonnant, ce qui l'est plus, en revanche, c'est qu'elle se laisse intoxiquer par l'idéologie et le projet impérial [6] (et non plus « impérialiste ») d'une fraction de la classe capitaliste américaine, la fraction néo-conservatrice qui s'appuie sur le capital financier, les principaux groupes pétroliers et de l'armement dont sont issus ses *leaders* actuellement au pouvoir : que celle-ci se soit auto-intoxiquée jusqu'à prendre sa position particulière pour le général, c'est la moindre des choses, mais

c'est plus étonnant venant de tenants du « parti de la communisation ».

§ 5 - Ce n'est pas parce que la question de victoire de Saddam Hussein ne se pose pas qu'il faut confondre la victoire militaire de l'armée américaine en Irak avec la réussite de la *stratégie impériale* de l'administration Bush – on verra plus loin qu'il s'agit d'une stratégie globale et à long terme. Je ne dis donc pas que l'armée américaine va perdre la guerre contre Saddam Hussein, je dis que la stratégie envisagée n'a pas gagné la partie et qu'elle ne va pas terminer la guerre.

§ 6 - Lors de la guerre du Golfe de 1991 les objectifs poursuivis avaient été atteints. Saddam Hussein avait été renvoyé en Irak et le Koweït avait été libéré par la coalition internationale, mais nous étions encore dans une période transitoire, j'y reviendrais. En revanche, s'agissant de la guerre en Afghanistan qui participe de la même stratégie que la guerre actuelle (et pour laquelle on a un peu de recul) les choses ne vont pas de même. Dès le mois d'Août 2002, le général Tommy Franks, responsable des opérations militaires (il occupe aujourd'hui la même fonction en Irak) annonçait publiquement que les forces américaines étaient là « pour très longtemps » [9]. Les forces américaines, poursuit l'article, « comprennent de 7 000 à 8 000 hommes, et, des rares informations qui filtrent sur leurs activités, on peut déduire qu'elles restent la plupart du temps cantonnées dans leurs positions, faute de renseignements qui leur donneraient d'assez fortes chances de succès dans la chasse aux rescapés des unités de talibans et du groupe *al-Quaida*. Bref, l'insécurité reste générale sur près de la moitié du territoire afghan. » [10] De la Gorce en conclut que « le but recherché – destruction complète des forces talibans et du groupe *Al-Quaida* et capture de leurs chefs – n'a donc été que très partiellement atteint. » [11] Dans son édition du 19 août 2002 *Newsweek* écrit : « A un moment où les responsables américains se démènent pour passer à la guerre suivante [aujourd'hui – 9 avril 2003 – ils commencent à lorgner du côté de la Syrie, n.d.a.] – destinée à se débarrasser de Saddam Hussein –, il est peut-être étonnant que les procureurs de la campagne afghane soient si peu nombreux, à supposer qu'ils existent (...). Pourtant la guerre en Afghanistan n'est pas terminée sa mission principale n'a pas été remplie. Le régime chancelant de Hamid Karzaï ne

La Matérielle

contrôle pas grand-chose en dehors de la capitale. Hamid Karzaï lui-même a recours aux forces spéciales américaines pour garantir sa sécurité. » [12]

§ 7 - Si l'on admet (je pense que l'on me l'accordera) que la « guerre contre le terrorisme » n'est que l'un des motifs des guerres actuelles au Moyen-orient [13], *qu'est-ce qui n'a pas été* «*Terminé* »? C'est la toute la question. Pendant ce temps, au Pakistan de Moucharaf (qui s'est totalement engagé auprès des Etats-Unis), lors des élections législatives du 10 octobre, les partis religieux réunis dans le *Muttahida Majlis-e-Aman* (MMA) l'ont emporté massivement dans les régions pachtounes aux abords de l'Afghanistan comme dans la province voisine du Baloutchistan et le vice-président du MMA, Qazi Hussain Ahmed, proclame sa volonté de supprimer les bases américaines au Pakistan et de faire sortir le pays de la coalition forgée par les Etats-Unis « contre le terrorisme ». « Le fait est, conclu de la Gorce, que les militants de la plupart des groupes constituant le MMA, surtout les jeunes, ne se distinguent pas fondamentalement de ceux qui, sous les étiquettes des talibans ou d'*Al-Quaida*, s'engagent peu à peu dans la lutte armée des deux côtés de la frontière. » [14] Et en attendant, en Afghanistan, que font les Américains? A part les forces spéciales qui font fonction de garde prétorienne auprès du consul des Etats-Unis et, pour le reste, c'est-à-dire les territoires à majorité pachtounes, l'armée américaine ne fait *rien*, elle ne sort pas de son cantonnement. Assurer la sécurité personnelle d'un fantôme sans pouvoir, installer des cathédrales militaires, est-ce vraiment là une « victoire » de la stratégie impériale des « faucons » du Pentagone ? Et cette stratégie peut-elle être menée à son terme, en Irak et ailleurs, si elle en a un? La situation paraissant pour le moment gelée en Afghanistan, il faut attendre la fin de l'offensive militaire proprement dite en Irak pour espérer, momentanément, y voir plus clair sur la nature de ce nouvel « ordre impérial » (et non plus « impérialiste »), sa dynamique, sa signification *et son avenir* du point de vue de la reconfiguration du procès de subordination de la classe prolétaire par la classe capitaliste, c'est-à-dire du point de vue de la lutte de classes.

3. Guerre et théorie

§ 8 - Tout cela peut pourtant paraître bien éloigné de la question centrale qui occupe la théorie de la révolution communiste comme production historique de la lutte de classes... C'est vrai, ou plutôt ça l'est devenu. Marx n'avait pas de problèmes pour se positionner par rapport à la situation internationale, par rapport aux conflits armés et pour rattacher cette position à la perspective révolutionnaire la stratégie démocratique de conquête du pouvoir politique par le prolétariat du mouvement ouvrier pouvait intégrer le fait de « soutenir » tel Etat-nation contre tel autre – c'est ainsi que Marx a pu envoyer en 1864, un message de félicitation à Lincoln pour son élection, au nom de l'A.I.T. [15]. Plus tard, dans le cadre de l'ordre mondial bi-polaire institué après la seconde guerre mondiale, cela est encore possible dans le cadre de la « lutte contre l'impérialisme américain », mais ça ne l'est plus déjà après la « défaite » américaine au Viet-nam et ça l'est encore moins aujourd'hui comment crier encore « *US go home* » lorsque l'effondrement de l'ordre bipolaire fait que les Etats-Unis sont *potentiellement* partout chez eux? – Notons que c'est dès 1991-92, c'est-à-dire immédiatement après cet effondrement, que P. Wolfowitz, en collaboration avec P. Cheney, L. Libby et D. Rumsfeld [16], élaborera la stratégie impériale des néo-conservateurs.

§ 9 - Désormais, notre approche ne peut plus être *que théorique* (en tout cas pour le moment) ce qui est une *limitation*. Cette théorie n'ayant plus les moyens d'être une « totalité théorique » ou une « théorie totale » [17], ne peut plus être «*schématique*» ou «*dogmatique* ». A suivre le cours quotidien de l'histoire, elle ambitionne de ne rien laisser échapper, mais par là elle s'auto-limite nécessairement., sinon dans les questions qu'elle pose, du moins dans les réponses qu'elle apporte, qui de peuvent être que des réponses « *pour le moment* ». Aujourd'hui rien ne parle plus de la révolution et du communisme *au présent*. On peut le déplorer, préférer les « Grands romans de la Totalité », plus confortables pour le cœur et la raison, et fermer les yeux sur leur facture idéologique ou logique... Sinon, comme je l'ai déjà dit, c'est du procès de subordination de la classe prolétaire par la classe capitaliste qu'il faut partir.

NOTES

La Matérielle

[1] *Libération* du 1^{er} avril 2003. La *cakewalk* – littéralement la « marche du gâteau » – est une danse inventée par les esclaves des plantations : le meilleur danseur est récompensé par une part de gâteau...

[2] J. Arquilla. Cité in *Le défi des réseaux non étatiques*, « Manière de voir » n° 67, p. 25. Arquilla est un ancien marine. Professeur dans une université militaire, il travaille avec certains dirigeants du Pentagone.

[3] *La subversion contre la guerre*, sur le site SAMIZDAT.NET.

[4] *Au-delà de la guerre et de la paix*, sur le site l'@NGLE MORT.

[5] *A good amount of killing*, *ibid.* ainsi que sur le site de *Théorie communiste*.

[6] Il va de soit que j'emploie ce terme sans aucune référence avec *L'Empire*, le livre de Negri et Hardt. A ce propos, je ne peux résister au plaisir de rapporter ici ce que j'ai trouvé sur la liste *e.mail* de la revue *Multitudes*, signé A. Jugnon : « celui qui a pris sur lui de dire cette vie là du langage humain, qui est faire par nos mots notre propre annonce de nous-même, notre évangile. Avec Negri, c'est cela le jeu, en faire un cinquième évangile, le sien, sachant que nous sommes tous des cinquième évangiles. » *No comment*!

[7] Le moindre de ces acquis n'étant pas, loin s'en faut, l'impossibilité de toute universalité.

[8] *Op. cit.* § 19.

[9] P.- Marie de la Gorce, *Le Sud-Ouest asiatique nouvel axe du monde*, in « Manière de voir », *op. cit.*, p. 54.

[10] *Ibid.*

[11] *Ibid.*

[12] *Ibid.* encadré p. 58 – je souligne.

[13] Lors de son investiture, Bush a annoncé les deux priorités stratégiques de son administration : 1) la modernisation et le développement des capacités militaires américaines ; 2) l'acquisition de réserves pétrolières supplémentaires auprès de sources étrangères (Rumsfeld est en charge du premier dossier, Cheney du second). Ce n'est qu'après le 11 septembre que la guerre anti-terroriste est venue se rajouter aux deux objectifs précédents pour former une stratégie cohérente globale – cf. M. Klare, *Les vrais desseins de M. George W. Bush*, « Manière de voir », *op. cit.*, p. 10. – j'y reviendrais.

[14] *Op. cit.*, p. 56.

[15] Un ministre du gouvernement américain lui répondra en ces termes : « Le gouvernement des Etats-Unis a pleinement conscience que sa politique n'est pas, et ne devra jamais être, réactionnaire. Cependant, nous devons garder le cap qui fut toujours le notre, c'est-à-dire nous abstenir de toute propagande et interventions illégales à l'étranger. Nos principes nous dictent d'appliquer la même justice à tous les êtres humains et à tous les Etats, et nous comptons sur les conséquences bénéfiques de

nos efforts pour obtenir le soutien de nos concitoyens ainsi que le respect et l'amitié du monde entier. » Cité par N. Birbaum, *Aux racines du nationalisme américain*, « Manières de voir », *op. cit.*, p. 15.

[16] G. Manheim, *Quatre dimensions pour réfléchir aux enjeux de la guerre en Irak*, sur Samizdat.net. On sait que Wolfowitz est aujourd'hui secrétaire adjoint à la défense, sous les ordres de Rumsfeld, et que Libby est directeur de cabinet du vice-président Cheney...

[17] cf. ci-après ma réponse aux commentaires de Daredevil à propos du texte *Une lecture critique de la Matérielle*.

A propos de *Une lecture critique de la Matérielle*

(...) Je voudrais apporter ma petite contribution au débat qui semble s'amorcer entre *la Matérielle* (que je connais mal) et *Théorie Communiste* dont il m'est arrivé de lire des numéros. Il me semble qu'il faut distinguer deux choses. Je suis à peu près d'accord avec la critique de *Théorie Communiste* vis-à-vis disons de la partie positive de la *Matérielle* (d'après ce que j'en ai compris sur le site). Par contre, il me semble que *Théorie Communiste* passe à côté du discours critique de *la Matérielle*. Que *la Matérielle* s'enferme dans de nombreuses obscurités quand elle cherche à développer positivement ses positions n'empêche que *Théorie Communiste* ne peut se défaire de sa critique par simplement quelques citations. Il est difficile de distinguer l'aspect positif et l'aspect critique, cependant c'est ce qu'une vraie réponse à la matérielle aurait du faire. *La Matérielle* pose mal une vraie question, celle de la spéculation, avec le tort d'y faire interférer ses développements positifs, et derrière cette question de la spéculation *la Matérielle* pose la question de la relation entre les luttes et la révolution, même si c'est d'une façon où elle ne peut plus y répondre (là je suis d'accord avec *Théorie Communiste*).

Darevil

La Matérielle

(Mis en ligne sur le site
<http://anglemort.ouvaton.org/>

Réponse :

§ 1 - Je ne sais pas s'il y a « débat » entre *la Matérielle* et *Théorie communiste*, mais si tel est le cas il a mal commencé ! Je regrette cependant la violence de ma réponse immédiate qui n'était pas de nature à arranger les choses. Elle a été motivée essentiellement par un seul propos de mon « lecteur critique » (mais lui-même ne dit-il pas que c'est là l'essentiel de sa critique) : le fait qu'il qualifie mon travail de « posture auto-critique » « qui ne fera pas illusion bien longtemps ». Si les mots ont un sens, une posture théorique qui ne fait pas illusion longtemps s'appelle... une imposture théorique. Voilà. Maintenant c'est fini, je ne reviendrais plus la-dessus. Pour le reste, dans la partie centrale de la critique, il y a des remarques qui appellent effectivement des approfondissements de ma part et je m'y emploierais.

§ 2 - Il est vrai que même si je critique les autres théories postprolétariennes de la révolution – celles que j'appelle « essentialistes » dans la mesure où pour tenir la relation entre le cours quotidien des luttes et la révolution elles ont besoin d'attribuer à la classe prolétaire une « essence » qui est déjà un au-delà de ce qu'est la classe ici et maintenant (une essence qui a toujours quelque chose à voir avec l'« Humain ») – c'est à *Théorie communiste* que je réserve l'essentiel de mes critiques. Il y a deux raisons à cela : 1) une raison subjective qui tient au fait que j'ai contribué à la création de cette revue en 1977, et que son histoire théorique a été la mienne jusqu'en 1986 (même par la suite j'ai eu beaucoup de mal à m'en détacher [1]) ; 2) une raison objective qui est que la théorie de la révolution développée par *théorie communiste* englobe toutes les autres et, par sa « systématisme spéculative » présente la version la plus élaborée et la plus construite de la théorie postprolétarienne (avec celle développée par B. Astarian, toutefois, dans son livre *le Travail et son dépassement* – éd. Senonevero).

§ 3 - En ce sens que je ne peux pas être d'accord avec mon « lecteur critique » lorsqu'il dit à la fin de son texte : « Cela n'empêche que de ce poste d'observation théorique *la Matérielle* assure une sorte de veille théorique sur tous les risques de dérapages « spéculatifs » inhérents à une théorie de la révolution dans la situation présente de disparition de toute positivité révolutionnaire et oblige à faire attention à ce que l'on écrit. *la Matérielle* est la critique interne de la théorie de la révolution dans ce cycle, critique que toute théorie de la révolution doit se faire à elle-même. » Que *la Matérielle* puisse être une telle critique interne, je ne le conteste pas, et c'est précisément pour cette raison que j'adopte une POSITION « auto-critique », plutôt qu'une position critique qui viendrait « d'ailleurs ». En revanche, je récus le fait que la spéculation ne soit pour la théorie postprolétarienne en général et pour théorie communiste en particulier, qu'une « dérive », c'est-à-dire un « accident intellectuel » pour la raison, précisément que mon « lecteur critique » donne à ces dérives – la disparition de toute positivité – elle me paraît au contraire fondatrice de toute théorie de la révolution, tant que l'on ne quitte pas le fond (« rationnel ») de la théorie postprolétarienne. Que ce faisant je m'engage sur des chemins étroits, je ne le nie pas – de même que je ne nie pas les risques de « dérives postmodernistes » que court *la Matérielle* au travers de sa critique de la « totalité » –, que je m'enferme dans de « nombreuses obscurités » lorsque je cherche à développer positivement mes positions, je te l'accorde – mais celles de *Théorie communiste* sont-elles plus claires que les miennes ? – en revanche, lorsque l'on me dit que je pose la question des relations entre les luttes et la révolution d'une façon où je ne peux plus y répondre, c'est une autre histoire.

§ 4 - Le principal reproche que me fait *Théorie communiste*, c'est de NE POUVOIR PRODUIRE LA REVOLUTION ET LE COMMUNISME A PARTIR DE MA PROPRE THEORIE, et c'est pour cette raison – ne pouvant me passer ni de l'une ni de l'autre – que j'« autocritique » les autres, me réappropriant ainsi chez eux ce que je ne peux faire moi-même (et pour cela, entre autre, je squatte les lieux où s'énonce la « vraie théorie », c'est-à-dire celle qui produit, etc.). C'est pour cela que, selon mon « lecteur critique », *la Matérielle* n'a aucune légitimité ne serait-ce que pour prononcer

La Matérielle

les mots de « révolution » et de « communisme » et que pour lui « le problème réside dans le fait que, dans *la Matérielle*, cette critique interne s'est en quelque sorte « autonomisée » et se donne comme la totalité d'une théorie nouvelle. » Cela suppose :

- 1) que la révolution et le communisme sont un produit de la théorie ;
- 2) qu'en théorie cette production ne puisse être autre chose qu'une « déduction », c'est-à-dire une construction logique à partir d'un « principe premier » qui contient déjà le résultat de celle-ci ; donc ne puisse être autre chose que ce que fait *Théorie communiste* [2] pour laquelle ce principe premier est « le Capital qui se manifeste dans le procès de sa propre abolition », ce qui revient à confondre le pôle subordonnant du rapport avec la totalité du rapport et à faire du capital une « substance » ;
- 3) ce qui suppose, enfin, qu'une théorie de la révolution ne puisse être qu'une « théorie totale » ou une « totalité théorique » qui tient tout à partir d'un principe unique, donc, c'est-à-dire une théorie « systématique ». Or, je pense que la théorie développée par *Théorie communiste* clôt le cycle de la théorie spéculative de la révolution ouvert par Marx en 1847 dans *Misère de la philosophie* comme théorie du Prolétariat. [3] Tu m'accorderas que tous ces présupposés ne sont pas sans poser problème. Pour revenir à la question de départ, je dirais donc que si *la Matérielle* pose la question des relations entre les luttes et la révolution d'une façon où elle ne peut plus y répondre, cette façon c'est celle de la théorie postprolétarienne en général et celle spéculative de *Théorie communiste* en particulier. C'est tout.

§ 5 – Cela dit, et pour conclure, je suppose que tu comprendras que si je pense comme toi que *Théorie communiste* passe à côté de mes critiques (une pensée dogmatique à toujours beaucoup de mal à sortir de son système pour saisir la logique propre d'une autre pensée), je ne peux pas accepter ta position qui consiste à prendre en compte le contenu critique de *la Matérielle* exclusivement de son contenu positif ainsi que le reproche de faire interférer des développements positifs dans mon propos. Mes critiques, même si au départ elles sont purement négatives (ce qui justifie relativement la critique de mon « lecteur critique »), ne tiennent évidemment que par les élaborations positives qu'elles peuvent permettre.

C.C.

Le 8 avril 2003

[1] Cf. « Petite histoire singulière d'une rupture », *la Matérielle* n°1.

[2] Même si aujourd'hui elle tente de tempérer la chose avec sa nouvelle théorie de « l'angle mort théoriquement irréductible » (cf. sur le site L'ANGLE MORT le texte *L'angle mort*). Mais alors, à quoi sert de « produire » théoriquement la révolution et le communisme ? Ou mieux : quel est le sens de cette production si c'est pour aboutir finalement à un constat absolu de vacuité théorique ?

[3] Cf. *la Matérielle* n°4 : *Le syllogisme marxien du prolétariat*

la Matérielle

Feuille épisodique pour l'autocritique de la
théorie de la révolution communiste

N°6 avril 2003

PERIODISATION DU MODE DE PRODUCTION CAPITALISTE

Histoire du capital, histoire des crises et histoire du Communisme

B. Astarian et C. Charrier



Introduction

SUBORDINATION & EXPLOITATION

C. Charrier

§ 1 - Publié pour la première fois dans *Hic Salta* 98, le texte *Périodisation du mode de production capitaliste...* est la suite logique d'un travail plus abstrait sur la question de la subordination formelle et réelle de la classe prolétaire par la classe capitalise. On sait comment la découverte du *VIème chapitre inédit du Capital* (qui ne fut publié en France qu'en 1971) a été déterminant pour la critique du paradigme ouvrier de la révolution dans toutes ses variantes. Pourtant, le statut de l'analyse marxienne, sur ce point, est toujours resté ambigu par rapport à l'analyse du *Capital*. L. Goldner qualifie le *VIème chapitre* de « Phénoménologie de l'Esprit matérialiste » (§ 53) et

s'interroge sur les raisons qui ont amené Marx à ne pas le publier. Pour ma part, j'incline à penser qu'il lui a préféré la huitième section du *capital*, consacrée à l'accumulation primitive, à son « secret » et à sa « tendance historique » comme plus adéquate à l'exposé « scientifique » du *Capital*. Cela dit, on peut également considérer que pour donner toute sa mesure à cette théorie des deux périodes de la subordination, et en faire autre chose qu'un simple outil de périodisation du capitalisme, il faut la faire opérer comme élément central dans la critique du paradigme ouvrier de la révolution, ce que Marx ne pouvait évidemment pas faire!]

§ 2 - Quoi qu'il en soit cette approche du capitalisme en terme de subordination n'a jamais été évidente en ce qui concerne ses rapports avec l'approche en termes d'*exploitation*, soit que l'on soit tenté d'occulter cette dernière au profit de la première (et alors le capitalisme se retrouve comme une entreprise d'oppression - et l'on parle alors de « *domination* » ou de « *soumission* » formelle et réelle), soit que l'on fasse du rapport de subordination un *moment* de l'exploitation (on parle alors plutôt de « *subsumption* », ce qui est un terme emprunté au vocabulaire de la logique qui signifie penser un objet comme inclus dans un ensemble plus étendu qui lui donne sens) et alors on prend pour argent comptant l'autoprésupposition du capital et l'on fait un présupposé théorique de ce qui est un *résultat* concret (soumis à conditions), du procès de valorisation capitaliste - le fait que le capital pose ses conditions comme résultat de son propre procès... mais c'est là une autre histoire, que nous ne nous racontions pas forcément à l'époque d'Hic Salta. Il n'en reste pas moins que le choix d'employer tel ou tel terme n'est pas sans signification, c'est-à-dire sans supposer une conception particulière du capitalisme, de la lutte de classes et donc de la révolution.

§ 3 - Dans *Subordination du travail au capital*, nous avons essayé de clarifier cette problématique, et pour commencer, nous avons choisi d'utiliser le terme de « subordination » qui étymologiquement, au-delà de ses connotations immédiate de « mise sous tutelle » ou de « dépendance », signifie « ordonner », « mettre en bon ordre », conformer à la règle » (l'allemand *Unterordnung* qu'utilise Marx - aux côtés de *Subsumption* - a la même racine), terme qui nous a paru mieux à même de rendre le caractère processuel du rapport entre la classe prolétaire et la classe capitaliste, comme un procès concret, en trois moments successifs, qui doit avoir lieu et non un état passif (la domination) ou un statut ontologique (la subsumption).

la Matérielle

§ 4 – Notre thèse est que ces deux problématiques, de la subordination et de l'exploitation, traduisent deux niveaux d'analyse de la réalité capitaliste : la première envisageant les choses du point de vue de la *reproduction d'ensemble* du système, la seconde du point de vue particulier du procès de production immédiat (*Hic Salta*, p. 51). Toutefois, dans la mesure où la finalité ultime du capital est l'accumulation, « la nécessité de *faire valoir* le capital » (Marx), donc « la plus grande exploitation possible de la force de travail » (*Ibid.*), il convient de ne pas opposer la subordination de la classe prolétaire et son exploitation : il n'y a pas de subordination possible du travail au capital sans exploitation et il n'y a pas d'exploitation sans subordination. Plus loin nous écrivons : « le M.P.C. est avant tout un rapport social de subordination du prolétariat par la classe capitaliste. Ce rapport social vise à extorquer du surtravail au premier pour le compte du second, sous la forme de la plus-value. » (p. 52). Du premier point de vue, ce sont donc les modalités d'extraction de la plus-value (absolues et relatives) qui déterminent à chaque période les formes de la subordination ; en revanche, du second point de vue, de manière historique et pratique, ce sont les formes du rapport de subordination qui rendent possibles telles ou telles modalités concrètes de l'extraction de la plus-value. – Il n'y a là aucune contradiction, encore moins une affaire de poule et d'œuf, simplement deux points d'approche différents d'une même réalité.

§ 5 – Or, et c'est là que nous voulions en venir, « chaque fois que la crise éclate comme soulèvement insurrectionnel du prolétariat, et que la question du communisme devient une question pratique, c'est dans les modalités de subordination du travail au capital et dans les contradictions de celle-ci, que l'on trouve les déterminations spécifiques de l'activité de crise du prolétariat et de la vision du communisme qui en découle. » (p. 52, je souligne). Le texte que l'on va lire est une mise en œuvre de cette thèse qui, sur le fond, repose sur un présupposé : rendre pratiquement le prolétariat « acteur » de sa révolution et donc du communisme et donc ne plus en faire le « facteur subjectif » d'un mouvement qui le dépasse et du communisme ce mouvement, qu'on le voit comme résolution de l'Arc historique universel de

l'aliénation ou du Capital institué en totalité contradictoire comme procès de sa propre abolition – les deux n'étant pas forcément exclusif l'un de l'autre comme on peut le voir dans *Sur l'idéologie ultra-gauche* de J. Barrot.

§ 6 – C'est là que se situe – à mes yeux – la principale limite de notre analyse dans la mesure où à trop vouloir rendre aux prolétaires la part qui leur revient dans le processus révolutionnaire, nous avons occulté que le troisième moment du procès de subordination, s'il est bien le moment de la reproduction de la force de travail comme consommation *improductive* est aussi simultanément celui de la reproduction de la classe capitaliste comme consommation *productive*, c'est-à-dire comme transformation de la plus-value en capital additionnel apte à se transformer en force de travail et en moyens matériels de production. En cela, ce texte reste dans ses attendus, majoritairement postprolétarien, comme *théorie du Prolétariat comme sujet* et de la conception du processus révolutionnaire qui va avec : ce qui veut dire qu'elle ne considère pas réellement la révolution comme un produit historique de la lutte de classe, c'est-à-dire de l'antagonisme entre la classe prolétaire et la classe capitaliste.

§ 7 – Au-delà de cette limite, le premier mérite de *Périodisation du mode de production capitaliste...* est d'avoir tenté d'assouplir la rigidité de l'approche marxienne qui fait correspondre terme à terme un mode de subordination et un mode d'accroissement du taux de plus-value. Pour cela, nous avons envisagé, des périodes mixtes, c'est-à-dire introduit une histoire dans les deux grandes périodes envisagées par Marx. Le second mérite de ce texte, qui est le bon côté du formalisme que l'on pourrait lui reprocher, est que ce formalisme, justement, nous a contraint pour chaque période à entrer dans le détail des trois moments du procès de subordination. Par là, même s'il s'inscrit encore dans la problématique de la théorie postprolétarienne, ce texte a le mérite de faire du Sujet prolétarien une classe réellement existante et non un concept ou un rêve magnifique. Le troisième mérite du texte, enfin, est de chercher à rendre concrètement pour chaque sous-période comment peuvent exister et coexister les deux modes de subordination, comme pratiques spécifiques de la classe capitaliste.

la Matérielle



Histoire du capital, histoire des crises et histoire du Communisme

§ 1 - (...) L'intérêt qu'il y a à établir une vue d'ensemble de l'histoire du capital est de montrer que cette histoire constitue un processus global obéissant à une logique contradictoire, qu'il a un début et une fin, et que son invariance (la récurrence des crises) n'exclut pas une évolution vers la production des conditions effectives de la révolution communiste.

§ 2 - L'histoire du MPC se compose de deux périodes principales (subordination formelle et subordination réelle), elles-mêmes divisées en deux cycles longs que l'on a distingués par les modalités de l'extraction de la plus-value. Chaque cycle, à son tour, comporte des variations conjoncturelles, non représentées sur le schéma.

§ 3 - L'analyse historique du MPC se fait simultanément en termes de subordination et d'exploitation. Il faut en effet distinguer entre

- l'exploitation, qui repose sur la division de la journée de travail en travail nécessaire et surtravail, et qui consiste en l'appropriation gratuite du surtravail par le capitaliste, et
- la subordination du prolétariat au capital, qui est l'ensemble des moyens et conditions qui, dans le rapport entre les classes, permet une telle division de la journée de travail et en définit les modalités à chaque période. La subordination est le rapport de force entre les deux classes, et se concrétise dans chacun des trois moments de la reproduction du prolétariat. De façon générale, le prolétariat est subordonné au capital par le simple fait que celui-ci détient le monopole des moyens de production et de reproduction, et que le prolétariat est donc sans réserve, contraint de vendre sa force de travail contre le salaire. Au

delà de cette brutale réalité, la subordination du prolétariat au capital s'analyse en trois moments complémentaires

1. le marché du travail, où se négocie la valeur de la force de travail.
2. le procès de travail, où a lieu l'exploitation proprement dite
3. la reproduction immédiate, ou vie privée, du prolétariat, où la valeur de la force de travail est vérifiée par le prix des subsistances et où le prolétaire est reproduit comme force de travail à renvoyer sur le marché du travail.

§ 4 - Ni le capitaliste ni le prolétaire ne connaissent l'exploitation. Ni l'un ni l'autre ne savent quand finit le travail nécessaire et quand commence le surtravail. Mais les deux classes savent parfaitement ce qu'est la subordination, et c'est sur le terrain de la subordination qu'elle s'affrontent quotidiennement. Selon les aléas de l'exploitation, qui se traduisent en hausse et baisse conjoncturelle du taux de profit, l'affrontement des classes entraîne des ajustements dans les modalités de la subordination. Quand la rentabilité du capital est élevée et que l'accumulation du capital crée une demande importante de main-d'oeuvre, le prolétariat en profite pour demander un allègement de sa subordination. Et inversement, quand la rentabilité baisse, le capital cherche à imposer une aggravation de la subordination pour renforcer la *contrainte au surtravail*, qui est la raison d'être de la subordination. La crise [1] éclate lorsque cette aggravation rend la subordination intolérable dans tel ou tel de ses trois moments. La crise se définit alors comme *crise d'insubordination*. En termes très généraux, le prolétariat se soulève parce que sa subordination a perdu sa contrepartie, la reproduction immédiate. L'activité de crise consiste alors, pour le prolétariat, à attaquer la subordination où le tient le capital à l'endroit où celui-ci juge précisément nécessaire de l'aggraver pour rétablir son taux de profit. Cet endroit varie selon les périodes, et c'est ce qui détermine la spécificité historique des insurrections en même temps que le contenu projeté du communisme. La crise d'insubordination est toujours *affirmation* du prolétariat, en tant qu'élément vivant du procès de valorisation, contre l'aggravation des modalités de

la Matérielle

la subordination qui le menace jusques et y compris dans sa vie.

I/ PREMIERE PERIODE : SUBORDINATION FORMELLE

1) Définition

§ 5 - Marx définit la période de la subordination formelle par le fait que le procès de travail conserve pour l'essentiel ses caractéristiques précapitalistes, et c'est en tant que tel qu'il vient s'insérer dans la *forme* salariale. Le capitaliste dirige un travail qui, peu ou prou, est identique à celui de l'artisan, et il se limite à lui donner une discipline, une régularité et une extension qui fait la différence entre l'atelier et la manufacture. Cette appréhension de la subordination formelle n'est en fait qu'une définition circonscrite au deuxième moment de la subordination tel que nous l'avons défini plus haut. Si l'on considère le rapport du capital à l'ensemble de la société, la définition de la subordination formelle consiste à dire également que les modes de production précapitalistes (petite production marchande, agriculture féodale...) n'ont pas disparu, et que le capital doit partager sa domination sur la société avec les classes dominantes de ces autres modes de production. Cet aspect est important pour comprendre pourquoi Marx, dans une autre approche de la question, identifie également subordination formelle et extraction de la plus-value absolue.

§ 6 - En effet, la survivance des modes de production précapitalistes implique que certains éléments du procès de valorisation du capital échappent à son influence. D'une part, certains éléments du procès de production capitaliste sont produits en dehors de lui. Ce peut être le cas des matières premières, même de machines. C'est aussi le cas d'une partie importante des subsistances, qui sont produites par une agriculture non encore capitaliste. Cela signifie que le capital ne détermine pas lui-même, ou très imparfaitement, la valeur des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail, et qu'à cette mesure, les salaires sont pour lui une variable exogène. D'autre part, la survivance des modes de production précapitalistes signifie que la main-d'oeuvre n'est pas directement et

exclusivement confrontée au monopole capitaliste sur les moyens de production, de sorte que la contrainte au surtravail n'est pas immédiate et directe. La main-d'oeuvre salariée a la possibilité de quitter momentanément son travail pour le capitaliste pour s'employer dans l'agriculture familiale ou l'artisanat. Et l'on sait que la question de l'indiscipline des travailleurs salariés était un souci permanent des capitalistes de cette période.

§ 7 - Les modalités de la subordination formelle du prolétariat au capital dérivent de ce contexte général:

1. marché du travail: le capital est contraint d'alimenter constamment le marché du travail en prolétaires nouveaux. Il s'agit pour lui non seulement de trouver la main d'oeuvre nécessaire à son expansion, mais aussi de renforcer la concurrence entre les travailleurs qui disposent non seulement, pour beaucoup, d'un niveau élevé de qualification, mais aussi de la possibilité de se retirer du marché et de se replier sur les modes de production précapitalistes. Le capital force donc la marche de l'exode rural en détruisant par la violence l'agriculture précapitaliste (cf les *clearances* en Irlande et en Ecosse, ainsi que la politique coloniale), pour jeter sur le marché des villes un prolétariat nombreux, auquel il interdit de plus toute forme d'association et toute activité politique. La contrainte au travail et au surtravail passe aussi par une politique de salaires véritablement minimaux, qui provoque la mise au travail des femmes et des enfants. Encore une fois, la violence joue un rôle certain dans la mise en vigueur de cette politique.
2. procès de travail: le coeur du procès de travail est assuré par des travailleurs qualifiés. L'échelle de la production, une certaine rationalisation dans les opérations annexes imposent toutefois l'emploi d'une main d'oeuvre abondante sans qualification. Face à un procès de travail dont il ne maîtrise pas les éléments centraux, le capitaliste n'a d'autre moyen d'accroître la productivité que d'imposer une discipline aussi stricte que possible. Vis à vis du travailleur qualifié, il agit comme une contrainte extérieure, intervenant à chaque instant pour assurer la

la Matérielle

régularité et l'intensité du travail. Qu'il s'agisse du salaire aux pièces, du système des amendes, des tricheries sur les horloges, le capitaliste intervient toujours de l'extérieur pour exercer la contrainte au surtravail. Mais surtout, il s'efforce de prolonger autant que possible la durée du travail, car dès lors que le salaire est effectivement au minimum vital, c'est la seule façon qu'il a d'augmenter la part du surtravail.

3. reproduction immédiate: celle-ci se fait dans la misère la plus absolue, au point que certains critiques bourgeois comprennent eux-mêmes le caractère contre-productif des conditions de vie faites par le capital au prolétariat. Ils soulignent l'usure trop rapide de la main d'oeuvre et le potentiel de révolte qu'elles comportent (classes dangereuses).

§ 8 - En résumé, parce qu'il a une importance cruciale dans le procès de travail immédiat, le prolétariat se trouve subordonné au capital de façon extrêmement destructrice dans les moments 1 et 3. C'est là un thème récurrent des insurrections du 19^e siècle: nous sommes la source exclusive de la richesse, nous voulons participer à la vie sociale, économiquement et politiquement.

2) Périodisation de la subordination formelle

§ 9 - La période commence avec les origines du mode de production capitaliste. Notre schéma, par simplification, pose le début du capital à la fin du 18^e siècle. La subordination formelle s'achève avec la fin de la grande dépression, dans la dernière partie des années 1890.

§ 10 - Les deux cycles longs de la période sont séparés par une phase d'une importance déterminante du point de vue du capital. Les années 1840, en effet, sont celles où le capital remporte des victoires décisives dans sa lutte contre la propriété foncière précapitaliste. En France, la révolution de 1848 lui fait définitivement perdre le contrôle de l'Etat. Les révolutions nationales des autres pays européens correspondent aussi à l'affaiblissement de cette forme de domination politique. Mais c'est en Angleterre, et en termes économiques, que la césure la plus nette intervient. En 1844, en effet,

sont abolies les *Corn Laws* qui protégeaient la rente foncière des producteurs de céréales. Ces lois avaient été établies en 1815, et interdisaient l'importation de blé aussi longtemps que le prix intérieur n'avait pas atteint un certain seuil (élevé). Le vote de cette législation avait d'ailleurs provoqué des émeutes et des pillages de la part des ouvriers anglais. L'abolition des *Corn Laws* est l'aboutissement d'une lutte conjointe de la bourgeoisie industrielle et du prolétariat. Elle crée pour le capitalisme anglais une importante possibilité de faire baisser les salaires en important du blé, et permet donc une première mise en place de la plus-value relative.

§ 11 - On peut considérer que, durant le premier cycle long de la période, la valorisation du capital se fait exclusivement sur la base de la plus-value absolue. Le deuxième cycle voit une première combinaison de la plus-value absolue et de la plus-value relative. Cette première combinaison est caractérisée par le fait qu'une partie seulement des subsistances sont des marchandises capitalistes. Le mécanisme de la plus-value absolue garde la primauté, reste la base principale de l'accumulation [2]. Pour limitée qu'elle soit, la mise en place de la plus-value relative n'en permet pas moins une reprise significative de l'accumulation, après la phase de ralentissement long des années 1820-40. On assiste alors à une phase d'accumulation rapide de capital fixe, qui s'accompagne bien entendu d'une première attaque contre les qualifications précapitalistes de la main d'oeuvre, entre autres sous la forme d'un effort de requalification au travers de l'instruction publique. En France, cette tendance est surtout manifeste dans la deuxième phase du deuxième cycle, c'est à dire dans les débuts de la III^e République. D'autres éléments importants de la fin de la période correspondent à la même adaptation des modalités de la subordination du prolétariat à la mise en place de la plus-value relative. Il en va ainsi en particulier du développement des syndicats et des partis ouvriers, qui marque l'intégration progressive de l'ensemble des facteurs de la reproduction prolétarienne dans l'auto-présupposition du capital. Syndicats et partis affrontent alors le capital sur ce qui est en train de devenir un archaïsme pour le capital dans ses efforts permanents de subordination du prolétariat: absence de droit syndical et politique, durée du travail, niveau des salaires. Mais ceci ne

la Matérielle

concerne que la fin de la période et la transition vers la période de la subordination réelle.

3) Crises de la subordination formelle

§ 12 - Lorsque le prolétariat se soulève, c'est toujours parce que l'échange de la force de travail devient impossible. Les raisons de cette impossibilité ne peuvent pas plus se déterminer scientifiquement que l'on ne peut déterminer une fois pour toute la liste des marchandises nécessaires à la reproduction de la force de travail et leur valeur. La crise éclate parce que, à un moment donné par les circonstances, l'aggravation recherchée par les capitalistes dans les modalités de la subordination afin de faire baisser les salaires devient intolérable. On a vu plus haut que, dans les conditions spécifiques de la subordination formelle, les capitalistes agissent sur les conditions qui déterminent le salaire de façon politique et policière. La dictature des capitalistes n'est pas déguisée, elle est directe et repose sur l'exclusion des prolétaires de la vie politique. C'est pour eux la façon qu'ils ont de répondre à la centralité quantitative et surtout qualitative du travail vivant dans le procès de travail, ainsi qu'au fait que les paramètres de la valeur de la force de travail leur échappent dans une grande mesure.

§ 13 - Au moment où l'éclatement de la crise bloque l'échange de la force de travail, l'insurrection du prolétariat consiste, dans tous les cas, à s'affirmer violemment contre la société qui l'exclut. L'impossibilité de l'échange salarial met le prolétariat dans une situation d'irreproductibilité qui le contraint à se révolter, à défendre sa place dans la société. L'activité immédiate du prolétariat dans la crise n'est jamais que cette défense contre les attaques les plus extrêmes des capitalistes qui cherchent à renforcer sa subordination pour obtenir une baisse de salaire. Le prolétariat ne se soulève pas pour « faire le communisme ». Mais le communisme, qui est en même temps sa négation, est sa seule défense conséquente dans la mesure où l'élément objectif de la suraccumulation du capital interdit toute sortie de crise dans le cadre du salariat qui ne soit pas l'aggravation de la subordination du prolétariat au capital. Dans toute crise, l'affirmation du prolétariat s'appuie sur ces éléments de sa subordination où la pression capitaliste est moindre, et se concentre contre les

autres éléments, où la pression capitaliste s'efforce d'obtenir un recul prolétarien.

§ 14 - Dans les conditions de la subordination formelle, l'affirmation du prolétariat repose sur la centralité du travail vivant, et la revendication portée par le soulèvement est celle de la participation à la vie sociale. C'est ce qu'expriment des insurrections comme celles de Lyon en 1831, de Paris en 1848 et en 1871. Les quartiers ouvriers se constituent en bastions fortifiés d'innombrables barricades. Il est caractéristique que les lieux de travail ne sont pas concernés, comme si toute la force de production se trouvait dans les mains des ouvriers eux-mêmes et ne prenait nullement la forme de capital constant. Les bastions ouvriers se forment comme une verrue sur la ville et sont là pour demander la participation à la vie politique. Les barricades ne cherchent pas à perturber la production, mais bouleversent la vie politique de la ville. Elles affirment l'existence du prolétariat dans la ville plus que dans l'atelier, et servent de base pour des attaques prolétariennes en direction des lieux de la vie politique. C'est fréquemment l'Hotel de Ville qui est alors visé, ce qui correspond probablement au fait que la bourgeoisie est plus présente à ce niveau municipal qu'au niveau national. L'insurrection de Juin 48 ne comporte cependant pas cet élément, qui était présent en Février 48. Car en Juin, le prolétariat a déjà le maximum de participation politique possible dans les conditions d'alors (la Commission du Luxembourg), et c'est précisément sur ce point que la bourgeoisie l'attaque. L'insurrection est alors un pur enfermement du prolétariat dans ses bastions barricadés, et la férocité de la répression de Cavaignac exprime à quel point cette affirmation du prolétariat dans la société est intolérable pour la bourgeoisie française d'alors.

§ 15 - La crise majeure de la deuxième période, la Commune de Paris, n'est pas entièrement exempte de présupposés de la première période. Certes, l'insurrection qui répond à l'attaque de Thiers contre les canons de la Garde Nationale ne comporte pas de bastions ouvriers barricadés de l'importance de Juin 1848, mais elle aboutit encore à l'Hôtel de Ville. Dès le départ, le prolétariat lutte de façon conjointe avec la petite bourgeoisie républicaine et communaliste de Paris, contre la bourgeoisie monarchiste et les classes rurales. Les

la Matérielle

combats pour la défense de Paris, par la suite, ne sont pas non plus assimilables aux barricades de 48. Il s'agit alors moins de l'auto-enfermement d'un bastion prolétarien contre le reste de la société qui l'exclut que de la défense militaire d'un soulèvement politique où les intérêts de la petite bourgeoisie communaliste/républicaine et du prolétariat sont inextricablement mêlés. Car derrière les combats aux fortifications de Paris, emmêlés dans la politicaillerie des pouvoirs concurrents du Comité Central et de la Commune, le soulèvement a eu une pratique proprement prolétarienne, voire programmatique. Un comptable et un ouvrier sont chargés de prendre le contrôle du ministère des finances - mais respectent ses coffres! Le travail de nuit des ouvriers boulangers est interdit; La restitution des biens engagés au Mont de Piété est projetée, de même que la création de boucheries municipales; un salaire maximum, non cumulable, est instauré pour les fonctionnaires; la Commune décide aussi la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la suppression du budget des cultes et la saisie des biens de l'Eglise... Il est vrai qu'une partie des mesures prises par la Commune sont restées à l'état de projet. Ainsi la suppression du Mont de Piété et son remplacement par un système d'assurance-chômage n'a pas pu être effectuée; un projet d'enseignement populaire très complet, et dont la III^e République reprendra les principes, ne sera que très partiellement appliqué.

§ 16 - Mais la nature révolutionnaire de la Commune a surtout consisté dans la forme politique qu'elle a inventée, celle de la démocratie locale directe, avec révocabilité. Entre cette forme et le strapontin que le gouvernement de la deuxième république avait accordé aux ouvriers, il y a tout le développement capitaliste des années 1850 et 60, tel qu'il était centré sur l'extraction de la plus-value absolue, mais aidé par l'apparition de la plus-value relative: le prolétariat restait un exclu politique, mais avait gagné en importance. Cette forme sera abondamment évoquée lors de la poussée révolutionnaire des années 1918-20, car elle critiquait déjà la participation politique du prolétariat à la démocratie bourgeoise, qui pourtant n'en était qu'à ses premiers balbutiements. Cependant, elle diffère sensiblement des conseils des années 1918-20 en ce que la base électorale de la Commune est exclusivement le quartier, et jamais l'usine. Cela

aboutit à une relative « impureté » de classe, qui correspond bien au stade encore limité du capitalisme parisien de 1871. Ce n'est qu'après les restructurations mises en place au cours de la grande dépression que le thème de la grève générale introduit la production dans la contestation prolétarienne du pouvoir de la bourgeoisie. Mais ce thème ne sera jamais mis en acte.

4) Le Communisme théorique dans la subordination formelle

§ 17 - Le communisme théorique s'appuie sur l'activité de crise du prolétariat pour projeter une solution de la contradiction sociale qui corresponde aux modalités de l'insubordination du prolétariat. Dans les conditions de la subordination formelle, cette solution passe en premier lieu par la sphère politique, puisque c'est là que se trouve l'arme principale de la bourgeoisie pour contraindre le prolétariat au surtravail. La dictature du prolétariat, certes, se présente de façon différenciée entre le premier et le deuxième cycle de la période, mais c'est toujours en dehors de la sphère de la production proprement dite que le communisme théorique se place *d'abord* pour résoudre la contradiction sociale. Dans le premier cycle, il s'agit de « conquérir la démocratie » (*Manifeste*) car « la démocratie a pour conséquence nécessaire la domination politique du prolétariat, et la domination politique du prolétariat est la première condition de toutes les mesures communistes » [3] Sur cette base, il est frappant de constater que les 10 mesures proposées par le Manifeste ne mentionnent jamais la durée du travail ni les conditions de travail et renvoient, à terme, aux "producteurs associés" comme à la forme sociale où les classes seront abolies. La même problématique se retrouve dans le deuxième cycle, après la Commune, mais cette fois en mettant l'accent sur la transformation de l'Etat, au lieu de la conquête de la démocratie. Cette dimension politique du programme prolétarien montre bien comment le communisme est projeté à partir de la réalité concrète de la subordination plus qu'à partir de l'analyse abstraite de l'exploitation. Il ne s'agit pas tant de supprimer le surtravail (au contraire, le programme prolétarien est aussi un programme de développement des

la Matérielle

forces productives qui implique le surtravail) que de supprimer la contrainte au surtravail telle que la bourgeoisie l'exerce, dans des conditions historiques spécifiques. Et l'argument selon lequel l'exploitation est supprimée par le seul fait que les travailleurs sont associés et contrôlent l'utilisation du surproduit suffit à poser que la contradiction sociale est en effet résolue. Ce pseudo dépassement de la contrainte au surtravail instaure un règne de la liberté qui est fondamentalement la liberté *du travail*, au sens de production de surtravail *sans contrainte*.

II/ DEUXIEME PERIODE : SUBORDINATION REELLE

1) Définition

§ 18 - De même que pour la subordination formelle, il faut définir la subordination réelle du prolétariat au capital à un double niveau. D'une part le procès de travail devient spécifiquement, réellement capitaliste. Cela signifie que son contenu devient maintenant directement adapté au but fondamental de la production capitaliste, qui n'est pas tant de produire des marchandises que de valoriser le capital. Cette adaptation se fait comme seconde dépossession du travailleur. Si les premiers capitalistes avaient dépossédé les travailleurs des conditions objectives de leur travail, à savoir les outils et les matières premières, à présent la dépossession porte sur ce qui leur restait dans cette première période: leur qualification. L'accumulation du capital fixe transfère progressivement le savoir-faire de l'ouvrier à la machine, et la qualification qui reste à l'ouvrier est maintenant entièrement subordonnée à ces machines, et doit s'adapter à leur perfectionnement continu.

§ 19 - D'autre part, le procès d'ensemble du capital unifie maintenant complètement la société. Les modes de production précapitalistes ont reflué à un point qui suffit à interdire tout repli du travailleur en dehors du rapport salarial. L'ensemble des branches de la production sociale est maintenant contrôlé par le capital, ce qui détermine la possibilité systématique de la production de plus-value relative par application des méthodes de production capitalistes à l'ensemble des marchandises formant le panier des

subsistances nécessaires à la reproduction de la force de travail. Les modalités de la subordination du prolétariat se déclinent alors de la façon suivante:

1. marché du travail: dès lors que la production/reproduction de la force de travail devient une variable purement endogène du capital, les institutions permettant de réguler le marché du travail se mettent en place. Les syndicats sont à présent légalisés, et bientôt considérés par le patronat comme des partenaires nécessaires par exemple pour l'établissement d'accords de branche et de conventions collectives. La législation du travail se développe, et l'apparition du Ministère du Travail signale l'accession de la reproduction ouvrière au rang des préoccupations légitimes de l'Etat. Les conditions particulières de la I^e Guerre accélèrent puissamment cette évolution amorcée dès le tournant du siècle.
2. procès de travail: ainsi que nous l'avons dit, la transformation du procès de travail a pour contenu la seconde dépossession du travailleur. Taylor constate que « l'atelier était en pratique conduit par les ouvriers, et non par les contremaîtres ». Chef d'atelier, il constate que « la somme des connaissances et de l'expérience des ouvriers ... était exactement dix fois plus étendue que la sienne » [4]. Et il va s'employer à briser cette base de pouvoir ouvrier dans la production. La discipline du travail est maintenant organisée par le capital fixe, et non plus seulement de façon policière. Non sans conflits d'ailleurs, car l'absentéisme se développe alors de façon importante. Par la suppression des temps mort qu'elle implique, la taylorisation du travail est d'ailleurs une des façons d'extraire de la plus-value absolue sur la base de la plus-value relative (de l'accumulation intensive du capital). La taylorisation ouvre la voie au fordisme, qui en est l'achèvement (voir paragraphe suivant).
3. reproduction immédiate: la hausse relative des salaires et la baisse de la valeur des subsistances déterminent une hausse de la consommation ouvrière. Mais surtout, c'est la composition du panier des subsistances qui

la Matérielle

indique les modifications des modalités de la subordination du prolétariat dans ce troisième moment. Par exemple, l'accumulation intensive du capital s'accompagne d'un important développement de l'urbanisation, et la consommation ouvrière doit s'adapter à ce nouveau mode de vie (grands ensembles, transports). Simultanément, l'intensification du travail requiert, pour l'équilibre physique et psychique de la force de travail, une consommation systématique de services médicaux et de loisirs, etc...

C'est le nouvel équilibre entre ces trois moments que l'on appelle couramment le « compromis fordiste ».

2) Périodisation de la subordination réelle

§ 20 - La période commence avec la sortie de la longue dépression de la fin du 19^e siècle. Elle se poursuit jusqu'à nos jours.

§ 21 - La période de la subordination réelle se divise en deux cycles longs que sépare la II^e guerre mondiale. Le premier cycle est celui de la deuxième combinaison des deux modes d'extraction de la plus-value. Le taylorisme, dont les premières applications pratiques datent de 1899, marque la création du travail spécifiquement capitaliste. Mais sa mise en place progressive laisse encore la place à l'extraction de la plus-value absolue. Mieux: elle la requiert. C'est entre autre pourquoi les fractions rivales du capital continuent de s'affronter sur le terrain du colonialisme.

§ 22 - Les deux cycles se distinguent entre eux par la différenciation du taylorisme et du fordisme. La taylorisation du travail consiste en sa décomposition « scientifique » en geste élémentaires réservés chacun à un travailleur et permettant un gain de temps global. Le fordisme s'en distingue par l'introduction de l'élément central qu'est le convoyeur, qui permet de gagner encore du temps en imposant par la machine un rythme déterminé et identique à chacune des opérations élémentaires. La taylorisation du travail apparaît au tournant du siècle, tandis que la première chaîne de montage n'apparaît qu'en 1913, pour ne se répandre vraiment qu'après 1920

aux Etats-Unis, et après la deuxième guerre mondiale en Europe. C'est que le passage du taylorisme au fordisme suppose une fixation importante de capital dans la chaîne de montage. Elle suppose aussi que soit vaincue la résistance des travailleurs à l'introduction des nouvelles méthodes de travail amenées par la chaîne de montage. C'est ici que se place la notion de « compromis fordiste ». Ce compromis consiste en ce que les patrons, et Ford lui-même en premier, durent très sensiblement augmenter les salaires pour faire disparaître l'absentéisme et le turn-over que provoquèrent les nouvelles conditions de travail à la chaîne. En Europe, la I^{re} guerre mondiale joua un rôle fondamentale dans la victoire du capital contre cette résistance. Non seulement parce que les ouvriers qualifiés qui avaient résisté à l'introduction des nouvelles méthodes furent envoyés au front et remplacés par d'autres, plus dociles (notamment les femmes), mais aussi à cause du contexte général d'union sacrée qui prévalut en faveur de l'effort de guerre.

§ 23 - Mais ce n'est qu'au cours de la dépression des années 1930 et de la II^e guerre que se mirent en place l'ensemble des éléments qui constituent le compromis fordiste. Cette mise en place se fit en particulier sous l'influence de conflit sociaux durs qui eurent lieu aux Etats-Unis en 1933 et 1934, et qui aboutirent au volet social du *New Deal* (*Wagner Act*). Par ce dernier, la durée légale du travail est réduite, les syndicats sont définitivement légalisés et autorisés à conclure des conventions collectives.

§ 24 - Dernier effet important de la crise aux Etats-Unis, la ruine de l'agriculture engendre l'émergence de l'agro-industrie, qui industrialise la production des subsistances d'un bout à l'autre de la chaîne alimentaire.

§ 25 - L'ensemble de ces éléments, joint à la domination américaine sur le cycle mondial du capital en 1945, fait qu'après 1945, une phase d'accumulation rapide peut se développer sur la base de méthodes fordistes de travail et d'un mécanisme de la plus-value relative qui joue à fond, l'ensemble du panier des substances étant à présent le produit de capitaux à accumulation intensive. Cette phase culmine au tournant des années 1970, qui ouvre la dépression longue que nous connaissons actuellement, et dont

la Matérielle

l'importance justifie que nous lui consacrons des développements particuliers par ailleurs.

§ 26 - La deuxième cycle marque le passage définitif à l'hégémonie américaine, avec son accompagnement d'institutions mondiales comme le GATT, le FMI ou la Banque Mondiale. Du point de vue des modalités de l'accumulation, cela signifie, après 1945, la primauté absolue de la plus-value relative comme mode de valorisation du capital. Cela se traduit notamment par l'élimination du colonialisme et l'extension du modèle américain de consommation ouvrière à l'ensemble des pays développés. La prospérité des « Trente glorieuses » repose essentiellement sur l'exploitation des réserves de productivité dans la branche II (produits de consommation), et donc de plus-value relative. C'est dans ce contexte que, en Europe et au Japon, le modèle fordiste donne toute son efficacité. En France, on assiste enfin à une véritable modernisation des modalités de la subordination. C'est la formalisation définitive d'institutions comme la sécurité sociale, la généralisation du travail à la chaîne (automobile, électroménager...), le développement des banlieues et de leurs grands ensembles, pour ne citer que quelques exemples auxquels il faut aussi ajouter la création de l'université moderne.

3) Crises de la subordination réelle

§ 27 - Durant la fin de la période de la subordination formelle et le début de la subordination réelle, le prolétariat des pays industrialisés a gagné la citoyenneté politique et est sorti de la misère extrême où l'avaient à l'origine maintenu les limites de la plus-value absolue. Durant cette phase, ainsi que nous l'avons évoqué, le grand problème du capital est de soumettre le prolétariat aux méthodes et conditions du travail spécifiquement capitaliste engendrées par le taylorisme et le fordisme. Dans ces conditions, les crises de la période de la subordination réelle présentent des caractéristiques nettement différentes de celle de la période précédente.

§ 28 - Certes, les crises ont toujours la même cause immédiate. Le ralentissement conjoncturel de l'accumulation entraîne un blocage de l'échange salarial et l'irreproductibilité où ce blocage plonge le prolétariat entraîne son soulèvement. Mais cette fois, il y a une inversion dans le rapport entre les

différents moments de la subordination dans l'activité de crise. Dans les crises de la période de la subordination réelle, et le plus nettement dans celles du premier cycle long, le prolétariat s'affirme sur la base de la citoyenneté acquise - quitte à la critiquer dans sa forme bourgeoise, et cherche à s'opposer à la pression capitaliste visant à tayloriser/fordiser le procès de travail. Certes, l'activité de crise n'est pas une défense et illustration de la participation prolétarienne à la vie démocratique. Au contraire, celle-ci subit, dans le développement des conseils, une critique radicale. Mais c'est au niveau de la production immédiate que cette forme trouve toute sa vitalité. La forme conseil est alors la forme qui permet de contester, au niveau de l'exploitation immédiate, la deuxième dépossession que le capital a commencé à mettre en place depuis le début de la période de la subordination réelle - et que les syndicats et partis acceptent à présent de cogérer. En s'efforçant de prendre le contrôle des usines, le prolétariat essaie de reconquérir ce que le travail vivant a déjà objectivement perdu, dans l'accumulation du capital fixe, en qualification et en autonomie. C'est au nom de cette perte, et pour l'approfondir (deuxième dépossession) que le capital cherche à renforcer la subordination du travail dans l'exploitation immédiate. Et c'est au nom de son droit, acquis par la démocratie, à dire son mot dans la gestion de la société que le prolétariat s'oppose à cette offensive capitaliste et cherche à imposer son contrôle sur la production. Ce faisant, il ne peut bien sûr que remettre en cause simultanément les formes de la démocratie bourgeoise, et ce d'autant plus qu'elles sont elles-mêmes inachevées dans les zones de faiblesse capitaliste où éclatent les crises (Allemagne, Italie, Espagne).

§ 29 - L'éclatement de la révolution allemande est caractéristique à cet égard. Elle commence par une mutinerie de marins-soldats, à Kiel, et ne devient proprement crise révolutionnaire que lorsque le soulèvement se propage à la classe ouvrière de Hambourg. Dans la mesure où la vie militaire telle qu'elle a été inventée par la guerre de 14-18 est une forme de la subordination du prolétariat au capital [5] les mutineries sont une révolte proprement prolétarienne contre la suspension des mécanismes démocratiques par les conditions de la guerre. C'est ce qui donnera toute leur importance aux "points de Hambourg", imposés par les conseils de soldats pour refondre la

la Matérielle

discipline militaire en novembre 1918. La crise commence ainsi par une activité citoyenne. Les mutineries sont la forme prolétarienne du pacifisme. Mais c'est ensuite, au début de 1919, lorsque la lutte se portera directement dans la sphère de la production, que l'insurrection prendra toute sa force. Dans la Ruhr, ou en Allemagne centrale, la lutte armée des conseils pour la socialisation "par le bas" se centre alors directement dans la sphère de la production et dépassent clairement le niveau de la contestation politique.

§ 30 - En Italie, l'expérience des conseils est poussée le plus loin en termes d'autogestion (Avril, puis Septembre 1920), puisque l'occupation des usines ira jusqu'à la remise en marche de la production dans certains cas. Il est probable que cette reprise partielle du travail est à rapporter à une accumulation relativement faible de capital fixe. Il en va de même, toutes choses égales d'ailleurs, dans le cas de l'autogestion espagnole. Mais dans tous les cas, ce qui est caractéristique de l'activité de crise dans cette période, c'est la façon dont elle investit la sphère de la production pour tenter de dépasser, par l'autogestion, la deuxième dépossession, qui est en effet le point fort de l'attaque du capital pour renforcer la subordination du prolétariat et accroître le taux de la plus-value.

§ 31 - La deuxième moitié du deuxième cycle de la subordination réelle (depuis 1970) faisant l'objet d'études plus approfondies par ailleurs [6], nous n'évoquerons ici que la première moitié du deuxième cycle (1945-70). Cette période comporte deux types principaux de crises. Il y a d'une part les crises qui éclatent dans la partie orientale du capitalisme mondial. Leur contenu est trop déterminé par les conditions spécifiques de l'accumulation du capital dans ces zones pour que nous puissions les traiter dans cette esquisse. Il faudrait pour cela définir le cycle mondial du capital après-guerre dans son unité, par delà la division est-ouest - et c'est une question qui reste ouverte. L'autre type de crise est l'ensemble des mouvements sociaux de la fin des années 60, et dont le Mai 68 français est celui qui ressemble le plus à une crise type. Située au point haut de deuxième cycle long de la subordination réelle, la crise de Mai 68 est une forme de transition entre les crises type de la période antérieure et ce qu'on peut anticiper des crises à venir. Elle répète, sans trop y croire, la problématique des conseils et des

occupations d'usines, mais se distingue aussi par ce qu'on a appelé à l'époque la contestation généralisée, et qui constitue l'annonce d'une forme nouvelle de l'activité de crise, de la même façon que la Commune - également dans un point haut de cycle - annonçait les crises de la période suivante.

§ 32 - Cette nouveauté, qui demandera une étude approfondie, consiste dans le fait que les trois moments de la subordination sont également l'objet de l'offensive capitaliste. Les conditions de l'affirmation du prolétariat dans la crise s'en trouvent profondément modifiées dans la mesure où les bases de cette affirmation sont dès le départ contestées par le capital et où le prolétariat n'a pas de légitimité acquise lui permettant d'asseoir son offensive sur d'autres points de la subordination. S'il est de plus en plus vrai que l'importance quantitative et qualitative du travail dans la production immédiate interdit toute affirmation sur cette base, il est par contre relativement nouveau que la citoyenneté du prolétaire, sur le marché du travail et dans sa reproduction immédiate, soit également une coquille de plus en plus vide, dont même la critique ne permet pas de développer bien loin l'affirmation de la classe. Qu'il s'agisse des syndicats et du marchandage salarial ou des conditions de la reproduction immédiate (niveau de vie, enseignement, sécurité sociale, retraites...), il est d'ores et déjà clair que ce ne sont pas là des acquis qui permettrait un nouveau compromis, comme le compromis fordiste qui s'est précisément fait par la renonciation à une certaine position dans le procès de travail, en échange de droits dans les autres moments de la subordination. Au contraire, ces anciens acquis sont à présent remis en cause, *en même temps* que se renforce l'offensive sur les lieux de travail, de sorte que l'activité du prolétariat dans la future ne pourra que remettre en cause, d'emblée, toutes les formes de la socialisation capitaliste - ce dont la contestation généralisée de Mai 68 était donc un avant-goût. Il en résulte que l'activité de crise sera nécessairement brève et destructrice. Préciser les caractéristiques de ce processus critique est tout l'objet d'*Hic Salta*, et tout ce qui précède n'est qu'une mise en perspective historique de la problématique de cette recherche.

4) Le communisme théorique dans la subordination réelle

OCTOBRE 1997

§ 33 – On comprend, à partir de ce qui précède, que deux éléments principaux dominent le communisme théorique de la première moitié de la période de la subordination réelle: la problématique auto-gestionnaire et la critique de la politique, en particulier dans sa forme démocratique/parlementaire. Par rapport à la période de la subordination formelle, l'évolution est parfaitement lisible dans la production théorique de la révolution allemande. Tandis que le K.P.D. essaie de sauver la problématique social-démocrate définitivement compromise en posant qu'un parti politique ouvrier pur et dur peut et doit, en fin de compte, accepter le parlementarisme, le K.A.P.D. et plus encore l'A.A.U.D. ne voient que dans les organes de base de la classe ouvrière, les conseils, le fondement de la réalisation d'un programme prolétarien qui s'appuie directement sur les organes de lutte pour libérer le travail des formes les plus extrêmes de sa subordination et transformer dans le même mouvement le contenu des autres moments de la subordination. Ce qui, dans la période de la subordination formelle, était affirmation immédiate du travail devient maintenant affirmation de la capacité gestionnaire des travailleurs. Le modèle communiste des « producteurs associés » sur un mode plus ou moins artisanal est maintenant remplacé par une association gestionnaire d'usines entières, formant la base d'une pyramide de conseil ou la démocratie directe assure la liberté de chacun d'une façon qui revient en fin de compte à l'intériorisation de la loi de la valeur.

§ 34 – C'est précisément cette limite que le renouveau théorique impulsé par les crises de la fin des années 60 rencontrera très vite, poussé dans cette direction par le mouvement anti-travail des OS. Il en résultera une critique systématique du programme prolétarien dans toutes ses formes, et la formation d'une théorie communiste qui pose comme sa base de recherche le principe que la révolution n'est pas une transcendance de l'affirmation du prolétariat dans la crise, et *a fortiori* dans ses luttes quotidiennes. L'abolition du capital est aussi l'auto-négation du prolétariat. *Hic Salta*.

Notes

[1] On parle ici des crises sociales, caractérisées par l'insurrection du prolétariat, et non pas simplement des crises économiques qui, dans la plupart des cas, ne comportent pas une telle insurrection.

[2] De façon schématique, la pénétration du capital dans l'ensemble de l'économie se fait dans l'ordre suivant:

1) **subordination formelle** □

- *premier cycle*: production de biens de production pour le capital et de biens de consommation pour l'exportation vers le précapitalisme

- *deuxième cycle*: agriculture

2) **subordination réelle** □

- *premier cycle*: biens de consommation pour la force de travail (hors IAA)

- *deuxième cycle*: toute production est production capitaliste, y compris les IAA

[3] Engels, 1847, cité par Rubel, *Pléiade I*, p. 1582.

[4] Cité par Dockès et Rosier: *Rythmes économiques, Crises et changement social. Une perspective historique*, Paris, 1983. p. 137 n. 14.

[5] Elle a été opérationnelle pour casser la résistance du prolétariat à l'introduction du fordisme (cf Dockès et Rosier, p. 149-150)

[6] Cf. *Hic Salta* 98 □ *La Période actuelle et « Postfordisme » ou communisme* □

A fair amount of killing Un texte exotérique de Théorie communiste, un tract

Ce texte est disponible sur le site de *Théorie communiste* et sur le site *l'@NGLE MORT*

§ 1 – La première partie du texte est consacrée à un exposé rapide de la théorie de la restructuration qui n'a pas de quoi surprendre dans la mesure où elle nous est connue depuis le numéro 12 de *Théorie communiste* (février 1995) □ plus étonnants, en revanche, sont les termes dans lesquels est décrite la dynamique de celle-ci □ « Le prolétariat était la classe du travail associé et, en tant que tel, il subvertissait les formes d'appropriation et d'exploitation capitaliste de ce travail associé qui se révélèrent alors comme limitées. A la demande

la Matérielle

de se sacrifier pour “sortir de la crise”, il avait allègrement répondu que l'obligation au travail salarié méritait seulement de crever. Contre ce vaste mouvement de révoltes ouvrières, la classe capitaliste releva le défi. » (§§ 2-3) L'usage de l'imparfait vient ici renforcer la forme « récit » qui est donnée à ce passage qui dans le même temps met en scène des « acteurs » : *le prolétariat était la classe du travail associé... il subvertissait... la classe capitaliste a relevé le défis... Où est passée la « contradiction prolétariat-capital qui porte son dépassement » ? Pourquoi Théorie communiste ne parle-t-elle pas toujours comme ça ? On va voir ce qu'il en est de la première question : la réponse à la seconde est : parce que dans ces conditions Théorie communiste ne pourrait plus « parler du communisme au présent », ne pourrait plus « produire théoriquement » la révolution et le communisme.*

§ 2 - Ce double langage n'est pas un hasard : j'ai déjà dit (la Matérielle n°4) que pour *Théorie communiste* (mais elle n'est pas la seule dans ce cas) l'essentiel de sa théorie de la révolution était bouclé en 1985 avec le n°6 *Théorie communiste Synthèse*. La « rupture » – qui en fait n'en est pas une (j'ai été le seul à le croire !) – intervient avec le n°13 de février 1997 qui voit l'apparition des premiers éditoriaux à vocation *exotérique* qui, comme c'est la règle dans ce genre d'exercice, affirme des résultats sans donner leurs présupposés (ou supposent comme acquise, comme c'est le cas ici, des thèses sujettes à caution) c'est-à-dire *appliquent* la théorie comme un *schéma* ou un *dogme*. Le problème c'est que qui admet ces résultats – présentés comme c'est le cas ici sous une forme « réaliste », faussement neutre – embarque sans le savoir tous les présupposés spéculatifs de *Théorie communiste*. Tout cela n'est ni manipulateur ni accidentel : le discours *exotérique* de *Théorie communiste* apparaît au moment où disparaissent les conditions théoriques de la systématité spéculative ou, pour le moins (si tant est qu'il est vrai que l'on ne rompt pas avec une problématique parce que les temps ont changé mais parce que avec le temps, les supposés et les conséquences de cette problématique apparaissent au grand jour), au moment où *Théorie communiste* commence à se rendre compte des limites de sa théorie et cherche à donner à sa systématité spéculative « une physionomie tout à fait raisonnable ». Pour cela, ces camarades cherchent

à sortir de leur isolement par un « activisme théorique militant » qui ne peut exister que sur la base d'une « théorie finie ».

§ 3 - Cet activisme semble connaître quelques « succès », mais des succès qui ne sont pas sans poser des problèmes de fond au vu des modalités de la collaboration de *Théorie communiste* avec le groupe italien de *Alcuni fautori della comunizzazione*. Dans le préambule à la version italienne de *A fair amount of killing*, [1] *Théorie communiste* écrit : « Nous sommes arrivés à une compréhension commune sur un grand nombre de points : - le sens de la guerre actuelle - la restructuration du capital - le cycle de luttes passées (le programmisme) - le cycle de luttes actuel - la caractérisation du démocratisme radical - le sens global du mouvement pacifiste. » Mais, car il y a un « mais » dans lequel tout est dit : « malgré une extrême proximité, les textes italiens et français ne sont pas la stricte traduction l'un de l'autre et vice-versa. Sur quelques points ces textes représentent deux versions d'un travail commun. Nous sommes très critiques sur l'utilisation de la notion d'Économie telle qu'elle est effectuée dans le texte italien. Utilisée ainsi, la notion déplace la contradiction interne du mode de production capitaliste entre le prolétariat et le capital en une domination du capital sur la société. Lié à cette première notion nous sommes plus que réservés sur le concept de “biopolitique”. » Autrement dit, *du point de vue même de Théorie communiste*, les deux groupes divergent sur l'essentiel, c'est-à-dire sur la nature de la contradiction entre le prolétariat et le capital et, par là, sur ce qu'est le capital. À partir de là, on peut poser deux questions : 1) quel est le contenu, quelle est la valeur théorique des points d'accords auxquels sont arrivés les deux groupes (et il ne s'agit pas de n'importe quel point !) alors que sur le fond ils divergent sur tout ? 2) par conséquent, quelle est la valeur des thèses de *Théorie communiste* sur le sens de la guerre actuelle, la restructuration du capital, le cycle de luttes passées (le programmisme) et actuel, etc., si ces thèses peuvent être partagées avec un groupe qui affirme le contraire de ce qui chez *Théorie communiste* les fonde ? Autrement dit : que deviennent ces fondements ?

§ 4 - En conclusion, *Théorie communiste* s'accorde un *satisfecit* : il est encourageant de constater, est-

la Matérielle

il écrit, que l'accord sur tout n'est pas forcément nécessaire, si chacun est capable de faire quelque chose du travail commun. » On vient de voir ce qu'il en était de ce « tout » ; pour ce qui est du reste, lorsque l'on sait qu'il s'agit exclusivement de thèses propres à *Théorie communiste* (qui ont déjà été exposées, notamment dans l'article *Pétrole, sexe et talibans*) et que ce qui revient en propre aux camarades de *Alcuni fautori della comunizzazione* est récusé, sur le fond, par *Théorie communiste*, on est en droit de se demander ce qu'il en est du « travail en commun » dont se félicite *Théorie communiste*. Et je pose une question à *Théorie communiste* : au cours de ce « travail commun » avec *Alcuni fautori*... dans ces conditions, qu'avez vous appris de ces camarades ?

§ 5 – Si ces remarques ne portent pas sur l'analyse de l'invasion américaine de l'Irak proposée par *Théorie communiste* dans *a fair amount of killing*, elles ne sont pas pour autant une pure formalité dans la mesure où elles concernent une forme de *pratique théorique*, je veux dire : une pratique de l'activité théorique qui transforme celle-ci en *activisme théorique*. En fait, cet activisme est une *échappatoire*, une échappatoire dont à besoin, à un moment ou à un autre, toute systématisme spéculative pour dépasser ses limites. C'est alors que l'on adopte un langage exotérique et que l'on met momentanément de côté ses fondements théoriques. Et c'est par là que ces remarques sur la forme rejoignent le fond, non pas directement l'analyse de la guerre irakienne dans ses rapports avec la « restructuration du capital » mais la philosophie rationnelle (spéculative) qui fonde cette analyse.

§ 6 – En ce qui concerne leur contenu, les textes d'« actualité » de *Théorie communiste* sont toujours séduisants, d'abord parce qu'ils proposent des analyses particulières souvent pertinentes appuyées par une riche matière historique, mais aussi, et surtout dans la mesure où ils mettent à la disposition de qui en a besoin des solutions et des réponses définitives aux « désordres » de la période actuelle et où (si l'on fait abstraction du détail qu'est « l'angle mort dans le prévisseur »), en donnant un *sens* à ceux-ci, ils permettent de *tenir la totalité* (« des luttes actuelles à la révolution »). Mais par là même ces textes doivent être critiqués, d'abord parce qu'ils supposent leurs fondements comme acquis, c'est-à-dire comme fondés

théoriquement – ce qu'ils ne sont pas toujours, en tout cas de manière achevée – ensuite parce que du fait même de leur existence et des réponses *a priori*

qu'ils apportent au cours du monde, ils peuvent laisser croire qu'il est inutile de se pencher sur le déroulement réel de ce cours : comme si ce monde était *déjà donné dans son principe* (ce qu'il est effectivement pour *Théorie communiste*) et que notre histoire à venir n'était plus que l'actualisation plus ou moins chaotique de celui-ci, sa « réalisation détaillée ». La période actuelle est déjà terminée alors qu'elle ne fait que commencer, et la théorie n'a plus qu'à compter les points en suivant le cours des choses. On a reproché à *Théorie communiste* de ne rien apporter si ce n'est « la satisfaction d'avoir su pénétrer les principes du monde » [2], je rajoute pour ma part : un monde que ces camarades se construisent à leur mesure.

[1] Disponible sur le site de *Théorie communiste*. (version en italien).

[2] Denis, *Réflexions critiques sur le texte intitulé « Après Gênes »*, mis en ligne sur le site L'ANGLE MORT. Publié dans *Théorie communiste* n°18 (février 2003).



La Matérielle



15 avril 2003

la Matérielle, fin de la première partie

Six mois, six numéros et cent feuilles... tel est le bilan quantitatif de la première partie de *la Matérielle* que j'arrête aujourd'hui.

Le système des « feuilles épisodiques » s'est avéré être une forme de publication bien adaptée au type de travail qu'a effectué *la Matérielle* et à la diffusion par l'intermédiaire d'Internet. Il aurait dû être couronné par une publication sous forme de revue regroupant plusieurs numéros et vendue en librairie – une étape que je ne peux réaliser aujourd'hui faute de moyens – ce sera peut-être pour une autre fois. Il s'est montré également bien adapté comme complément du *web-magazine* qu'était de fait le site de *la Matérielle*, en lui donnant une chronologie que ne rend pas forcément un site électronique qui donne tout à lire (à voir) en même temps.

Le bilan qualitatif est en revanche mitigé car le

grain de la critique et l'ivraie de la polémique – je veux dire l'excessive focalisation de *la Matérielle* sur le travail de *Théorie communiste*, jusqu'à devenir une chronique régulière qui s'est emballée à partir du numéro 4 (février 2003) avec l'aigreur des propos qui en est résulté de ma part. Jusqu'au dernier numéro, *la Matérielle* est tombée dans le piège qu'elle s'était elle-même tendu.

la Matérielle n'a prise aucune initiative théorique propre de nature à la sortir de son « sommeil criticiste » – les deux textes qui auraient pu le faire – *Notre époque* (*la Matérielle* n°3) et *la Cakewalk des « faucons » de la classe capitaliste américaine*, (*la Matérielle* n°5), sont provisoires ou inachevés.

Cela n'a pu qu'amoindrir la portée des critiques que la Matérielle était en mesure d'adresser aux divers courants actuels de la théorie de la révolution communiste dans leurs présupposés essentialistes et/ou spéculatifs. Cela a contribué à enfermer celles-ci dans la problématique de ces courants au lieu de développer positivement ce que ces critiques étaient en mesure d'apporter à la théorie de la révolution communiste.

Ce n'est pas un échec, mais ça lui ressemble... il était donc temps de baisser le rideau et de tourner la page pour repartir sur de nouvelles bases. C'est désormais chose faite.

Malgré cette suspension de séance, les deux questions « programmatiques » de la Matérielle (première partie) demeurent plus que jamais valables :

1) Comment une chose telle que la théorie de la révolution communiste est-elle seulement encore possible, après la caducité théorique du Sujet prolétarien, moyennant la disparition de l'existence réelle de la classe prolétaire comme sujet politique ?

2) Comment le conflit de la classe capitaliste et de la classe prolétaire agissant strictement en tant que classes de cette société pour défendre la matérialité de leurs conditions respectives de vie, peut-il se produire historiquement comme révolution et communisation immédiate de la société ?

La Matérielle

Deux questions auxquelles je peux aujourd'hui ajouter une troisième qui peut servir utilement de médiation entre les deux premières ☐

3) Comment l'état actuel du monde s'inscrit-il dans la reconfiguration du procès de subordination de la classe prolétaire par la classe capitaliste?

la Matérielle

(Seconde partie)

N°7 juin 2003

SOMMAIRE

Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté des classes sociales

La rencontre de la Poudrière

Le temps comme forme et comme
histoire

LE MOUVEMENT DE MAI-JUIN 2003 dans L'IMMEDIATÉTÉ SOCIALE DES CLASSES

§1 - La réflexion que propose les lignes qui suivent ne portent pas sur les causes et le contenu du mouvement que je suppose connues (lutte contre la reconfiguration du rapport de subordination sur un point central de celui-ci qui renvoie à la reproduction de l'ensemble du rapport la reproduction de la force de travail), mais sur *le cours du mouvement lui-même*, sur ses *pratiques*, telles qu'elles existent, précisément, dans le procès de cette reconfiguration. Les premiers commentaires que j'ai fait à partir du compte rendu de l'AG interprofessionnelle de Cavaillon du 4 juin étaient inaboutis en ce qu'ils posaient surtout des questions. Je ne prétends pas ici apporter des réponses définitives à ces questions, il s'agit plutôt de proposer un *cadre théorique d'analyse* du mouvement. En ayant en vue la problématique fondamentale du passage du cours quotidien des luttes, des « luttes actuelles » à la révolution. Cette problématique, j'ai essayé de l'aborder à travers l'analyse de ce



qui est en jeu dans les « temps forts » (les manifestations, les AG) et dans le cours quotidien de la lutte – ce que le compte rendu appelle la « mobilisation durable dans la grève », c'est-à-dire, finalement, *l'inscription de la lutte dans le temps continu*.

« Temps forts » et mobilisation active dans la grève

§ 2 - La distinction que j'établis dans ces premières réflexions porte sur la différence qui existe entre le *primat* de la représentation dans le cas des « temps forts » et celui de l'action dans le cours quotidien de la lutte. Dans la manifestation, il s'agit de montrer des salariés en grève, et, dans ce cas, mon hypothèse est que *ce que l'on montre vaut mieux que ce que l'on fait* ; en revanche, dans le cours quotidien de la lutte, *ce que l'on fait vaut mieux que ce que l'on montre*, ou mieux il n'y a pas de différence. Je rajoute ici que les deux ne sont pas contradictoires et que l'AG est leur liaison la plus forte... mais pour qu'il y ait liaison, il faut qu'il y ait quelque chose à lier, et il n'empêche que c'est dans le cours quotidien de la lutte, dans son temps continu, comme je viens de la dire, que la difficulté se présente. Et c'est là que l'on peut avoir le sentiment d'« aller dans le mur », comme j'ai pu l'entendre ça et là. *Où va-t-on ? Qu'est-ce qu'on fait ?* On risque de tourner en rond.

§ 3 - Ce risque de vacuité de l'action au quotidien tient à ce que toutes les luttes, disons depuis le début des années quatre-vingt dix, non seulement ne sont porteuses d'aucun projet visant à transformer, ou simplement réformer, la société ou même le secteur d'activité concerné, mais encore qu'elles ne visent pas plus à améliorer l'existence (concrètement la

La Matérielle

meilleur/moins mauvais plan social possible n'est pas la même chose que lutter pour modifier la loi sur les licenciements ou les interdire) – ce sont des luttes de *statu quo* pour lesquelles, en outre, il n'existe plus aucun « intérêt supérieur » à reproduire donc à ménager. Où est le « mouvement social » dans les luttes actuelles ? Je ne sais plus quel journal titrait sur « le silence des intellectuels » par rapport à décembre 1995, et la disparition du pauvre Bourdieu n'explique pas tout – ce qui explique ce silence (tant mieux) c'est que *les luttes actuelles sont des luttes sans horizon immédiat autre que la position salariale dans la société capitaliste*. Cette absence d'horizon ne renvoie pas pourtant à un manque, bien au contraire, ni à une « pureté » effectuée du rapport de classe, mais à une nouvelle positivité. Dans le même ordre d'idée, les quelques velléités citoyennistes apprues au début du mouvement ont rapidement disparues d'elles-mêmes alors que les revendications que celui-ci portait leur était on ne peut plus favorable.

§ 4 – Pour se rafraîchir la mémoire, si besoin est, et prendre conscience de la spécificités de la période actuelle, relisons un passage du bulletin *des Enragés* de Nanterre en mai 1968 (on verra plus loin que la différence n'est peut-être pas si grande par ailleurs) : « De nouveaux problèmes ont été soulevés, en particulier celui d'un refus plus direct et efficace de l'université de classe, d'une démonstration d'un savoir neutre et objectif aussi bien que de sa parcellisation, d'une interrogation sur la place objective que nous sommes destinés à occuper dans la division du travail actuel, d'une jonction avec les travailleurs en lutte, etc. » [2] On est bien loin de tout ça, aussi loin que peut l'être un cliché noir et blanc d'une image numérique ! La défense du statut des fonctionnaires nationaux a remplacé en trente-cinq ans la critique de l'« école de classe »... Il ne s'agit pas de le regretter, de crier à la trahison et de militer pour le rétablissement d'une « ligne de classe » dure. Le tout est de ne pas voir une régression dans cette évolution. Nous sommes tous des tondeuses à gazon ! [3] Mais il faut aussi dépasser une simple analyse négative comme j'ai pu le faire précédemment.

La lutte seul horizon des luttes

§ 5 – Je crois qu'il faut voir ce que le mouvement actuel montre de ce qu'il est, finalement – je veux

dire une *affirmation de la lutte pour elle-même* – il faut montrer qu'on est en lutte, que *l'identité de la classe prolétaire, dans son rapport à la classe capitaliste, c'est la lutte* – ce qui serait déjà pas si mal ! –, que la lutte est *l'affirmation de l'antagonisme de classes*, son existence permanente, ici et maintenant, dans une continuité temporelle et de position qui est celle du procès capitaliste de subordination. A la différence des « temps forts » qui consistent à affirmer sa position, à s'affirmer par position dans cette société, le cours quotidien de la lutte, la mobilisation durable dans la grève, recouvre une *affirmation par opposition* – cette affirmation est *l'antagonisme de classe* qui est l'essentiel de la société capitaliste. Vivre activement cet antagonisme et, par là, le faire connaître comme tel, voilà l'horizon des luttes actuelles. Cela n'a rien de négatif, au contraire, si l'on considère que la révolution est le produit de l'antagonisme de classes. Mais cela implique, par rapport à mes premières réflexions, de reconsidérer les différents facteurs qui entravent la mobilisation dans la grève, tels que les propose le compte rendu de l'AG [4].

La bataille de l'opinion

§ 6 – En ce qui concerne la médiatisation du mouvement à l'échelle du pays (point 4), s'il s'agit par là de mener la « bataille de l'opinion » (et si mon analyse vaut quelque chose), il n'y a pas d'illusions à se faire sur ce sujet – la « bataille » sera forcément perdue à un moment ou à un autre, par définition, dès l'instant où le mouvement se radicalisera sur l'horizon de l'antagonisme de classes en général, avec le corollaire inévitable de son devenir minoritaire et/ou la perte de son pouvoir d'entraînement. La majorité s'en remettra alors aux syndicats et retournera à son travail pendant que ceux-ci feront le leur. Pour autant, cela ne signifie pas qu'il faille dès à présent lever le pied sur cette dimension de la lutte – mais peut-être les sites Internet dédiés au mouvement, comme *Grèves 84*, par exemple (mais il y en a d'autres), sont désormais plus efficaces, à ce moment-ci du conflit, que les médias généralistes nationaux.

L'unité de la classe

§ 7 – Pour ce qui est des autres facteurs qui peuvent expliquer les difficultés d'une

La Matérielle

mobilisation durable, ils posent en fait la question de la dimension politique du conflit à travers le thème de l'« unité de la classe » (absence d'appel commun des syndicats au niveau national, timidité de l'action politique...). Et, en sous-main, c'est la question du rôle de l'Etat qui est posée. Je ne cache pas que ces questions sont les plus difficiles, de par leurs présupposés et les implications de ceux-ci. (Disons tout de suite cependant, que le fait que les salariés en grèves soient majoritairement des agents de la fonction publique, et donc qu'ils aient l'Etat pour patron, n'est en l'espèce qu'une détermination formelle (statutaire) de la question.) Cette difficulté de la question, donc, oblige à prendre un peu de recul historique et théorique.

§ 8 – La question de l'unité de la classe est un point central du mouvement ouvrier dans la mesure où il s'agit à l'origine de combattre la concurrence que peuvent se faire les salariés sur le « marché du travail ». On sait que ce sera la tâche des organisations syndicales de combattre cette concurrence et d'unifier économiquement la classe, unification économique de la classe qui est le passage obligé de son unification politique dans le Parti et idéologique (conscience de classe).

§ 9 – On retrouve également cette question, plus près de nous, en bonne position dans la plateforme récemment réactualisée du groupe *Échanges et mouvements* : « Les travailleurs, est-il écrit, n'agissent pas comme une classe révolutionnaire parce qu'ils seraient conscients et unis ; conscience et unité ne préexistent pas à la lutte, mais surgissent avec elle. » [5]

§ 10 – Cette thématisation de l'unité de la classe n'est pas étonnante chez *Échanges* si on la rattache à la théorie de l'« autonomie » développée par ces camarades. En revanche, il est plus étonnant de la retrouver chez Astarian peu enclin habituellement à thématiser ce genre de question. Pourtant, c'est bien de cela dont il s'agit en conclusion du remarquable travail auquel il s'est livré à propos des grèves ouvrières de mai 1968 [6] : « Finalement, écrit-il, que veulent les grévistes de mai 1968 ? Un peu tout, comme on vient de le voir, mais pas tous ensemble. Les diverses revendications recouvrent tout l'éventail de l'exploitation capitaliste, mais elles ne sont pas unifiées dans un programme unique, fut-il seulement revendicatif. » [7]. Et plus loin : « le résultat de

du mouvement en renvoyant la négociation, et donc aussi la grève, au niveau des branches et des entreprises (...). Il est très clair à ce moment là que les améliorations à obtenir résulteront d'une lutte de boîte à boîte ou de branches, et non plus nationale. » [8] « ... le mouvement cesse alors d'être national, et devient un ensemble de grèves d'entreprises ou de branches. Ce fractionnement de la négociation à venir est l'une des conditions de la défaite des grévistes. Il vient dans le prolongement du refus systématique des syndicats d'unifier la grève et les revendications. » [9].

La modernité de mai 68

§ 11 – Tout cela est très important. Si on laisse de côté le rôle joué par les syndicats (qui ont fait leur travail de syndicat), deux points sont à retenir : 1) l'absence de la classe unie, l'absence d'une manifestation de la classe dans son unité ; 2) le déplacement du lieu de la négociation, du niveau national, c'est-à-dire de l'Etat, au niveau de la société civile, privé, au niveau de l'entreprise. Du niveau politique au niveau économique [10]. À quoi il faut ajouter un troisième point qui n'est pas évoqué dans le passage que je viens de citer : l'inexistence d'une quelconque activité de grève de la part des ouvriers, au-delà de la décision d'arrêter le travail qui a été spontanée dans la plupart des cas : aussitôt la grève votée, ils se sont majoritairement empressés de rentrer chez – lorsque les syndicats ne fermaient pas les portes des usines pour les empêcher de partir ! Absence de mobilisation active dans la grève, donc, en dehors des « temps forts » des cortèges syndicaux. *A contrario*, dans la plupart des cas, cette mobilisation s'est montrée particulièrement déterminée et dure lorsqu'il s'est agi de refuser la reprise du travail

§ 12 – L'absence d'unité (qui n'est pas un retour à la concurrence initiale), le déplacement du niveau de la négociation du niveau national, étatique, et politique au niveau de la branche ou de l'entreprise, c'est-à-dire au niveau civil de l'économico-social, ne sont pas le produit ou la cause de la défaite ouvrière de 1968, même s'ils l'accompagnent. Cela suppose (encore) l'unité de la classe et le niveau national, étatique, politique, donc, comme condition de possibilité de son action révolutionnaire et celle-ci comme prise du pouvoir politique. Par là, on s'interdit

La Matérielle

de voir les transformations qui touchent le rapport de classes *dès cette époque* on s'interdit de voir *la modernité du mai 68* (en France, en tout cas) de se point de vue pour n'en faire que la « dernière grande affirmation du modèle traditionnel du mouvement ouvrier. » [11], ce qui revient à conserver les présupposés du paradigme ouvrier de la révolution pour ne plus les retrouver. La position d'Échanges, sur cette question de l'unité de la classe n'est pas différente sur le fond en faire un produit de la lutte plutôt qu'un préalable, ne supprime pas la question et ne fait que la déplacer.

§ 13 - Les accords de Grenelle qui soldent mai 68 marquent un premier *déplacement du lieu de traitement des revendications* et donc de leurs contenus (qui signifie également à terme une modification des acteurs), dans la mesure où contenu de la négociation, niveau de traitement et acteurs de celui-ci sont fonctionnellement liés on ne négocie pas sur les retraites au niveau de la branche d'activité, mais forcément au niveau national, donc au niveau politique, avec des représentants de l'État et des Confédérations syndicales. En tout cas *pas encore en France* (et c'est la toute la question) *a contrario*, chez les dockers américains, par exemple, tout est réglé (y compris les retraites) à travers des contrats collectifs d'entreprise conclu pour une durée limitée et très peu par la loi [12].

§ 14 - À Grenelle en 1968, il s'agit d'un premier déplacement de la négociation du niveau national/politique au niveau local/social et/ou économique. En ceci, Grenelle est beaucoup plus proche du Sommet social de décembre 1995 que de Matignon 1936 et si les deux ont un sens commun, c'est dans la « Refondation sociale » voulue par le MEDEF et approuvée par la CFDT qu'il faut aller le chercher, c'est-à-dire dans la primauté revendiquée des accords de branche et d'entreprise sur la loi et l'autonomie de la société civile face à l'État. À ceci près que désormais c'est la classe capitaliste qui a l'initiative alors qu'en 1968 le gouvernement avait dû contraindre les patrons de la métallurgie à la négociation. Mais même aujourd'hui encore, du côté de la classe capitaliste, la chose n'est pas aisée à admettre, comme en témoigne cet adhérent du MEDEF qui d'un côté se réjouit : « C'est formidable de voir les concepts de la refondation sociale repris, intégrés, mis en musique par l'exécutif », et de l'autre s'interroge : « Comment demeurer chacun à sa

place, le gouvernement dans la politique et nous dans la société civile ? » [13].

§ 15 - C'est que le changement, c'est-à-dire *la fin du primat de la société politique sur la société civile* est d'une ampleur certaine, et pas seulement pour la classe capitaliste. Pour la classe prolétaire, il touche également à tout ses « fondamentaux » passés, et notamment celui énoncé par Marx lorsqu'il lançait à Proudhon en 1847 : « ne dites pas que le mouvement social exclut le mouvement politique. Il n'y a jamais de mouvement politique qui ne soit social en même temps. » (*Misère de la philosophie*). La question, aujourd'hui, qui met à mal la dialectique marxienne, n'est pas que le mouvement social exclut le mouvement politique, c'est que *le mouvement social n'est pas politique en même temps*.

La reconfiguration du rapport de subordination

§ 16 - Le traitement de la revendication, c'est-à-dire le moment de la négociation de « sortie de grève » (je vais revenir sur ce thème) est le moment où se dessine, dans l'antagonisme, une *nouvelle cohérence du rapport de subordination* de la classe prolétaire à la classe capitaliste [14], cohérence nouvelle qui, définitoire de l'identité singulière des deux classes, définit simultanément leur rapport antagonique donc les formes et les contenus de la lutte de classes. Le déplacement du lieu où se définit cette nouvelle cohérence, la société civile et non plus l'État, modifie radicalement le sens de celle-ci et par là la lutte de classes elle-même. La « Refondation sociale » confirme Grenelle 1968 comme une nouvelle figure positive du procès de subordination et non pas simplement comme une défaite du mouvement imputable à son manque d'unité et à sa vacuité politique.

§ 17 - Cette positivité nouvelle j'ai commencé à l'analyser comme *immédiateté sociale des classes* [15]. Il s'agit d'une modalité nouvelle de ce que Marx, définissant la subordination réelle, décrit comme le fait que « le travailleur appartient en fait à la classe capitaliste, avant de se vendre à un capitaliste individuel. » [16] La nouveauté consiste aujourd'hui dans le fait que l'antériorité de la subordination n'a plus d'existence particulière identifiable en dehors de l'immédiateté de l'implication antagonique des deux classes (§ 13). Une modalité de la

La Matérielle

subordination que j'ai caractérisée comme « extra-citoyenne » et comme « subordination de l'offre » *a contrario* de la subordination antérieure (« Subordination de la demande ») garantie par un statut, une loi, une appartenance nationale (§ 12). À la limite – c'est ce qui tend à se mettre en place actuellement et ce contre quoi lutte précisément le mouvement actuel – les conditions de reproduction de la force de travail, de son achat, de son exploitation, ne sont plus supposées par autre chose que la position concurrentielle sur le marché de la branche ou de l'entreprise, dans une région particulière, un département, etc. Mais ce n'est pas parce qu'il n'y a plus de conditions *a priori* de la subordination que l'on retourne pour autant à la domination formelle de la classe prolétaire par la classe capitaliste dans laquelle le travailleur n'appartient à la classe capitaliste qu'*après* s'être vendu à un capitaliste individuel. Dans la nouvelle configuration d'immédiateté des classes sociales, la subordination est toujours *a priori* en ce sens que les deux classes n'ont pas d'autre possibilité pour se reproduire que leur implication réciproque (ce qui n'est pas le cas au cours de la domination formelle). Ce qui change, ce sont les modalités du fameux *Zwickmülhe* (« double moulinet » ou « double ressource » selon la traduction) [17], c'est-à-dire ce « coup forcé » que sont (toujours) contraint de jouer les prolétaires et les capitalistes (trouver à vendre sa force de travail pour le premier, transformer son produit en marchandise pour le second), « pris au piège » de ce qu'ils sont, de leur position respective dans les rapports sociaux capitaliste : le processus du *Zwickmülhe* est désormais immédiat, c'est-à-dire, comme je l'ai déjà dit, qu'il ne suppose plus aucune médiation qui présuppose son déroulement, plus aucune médiation qui totalise *a priori* les trois moments du procès de subordination de la classe prolétaire à la classe capitaliste. L'immédiateté sociale des classes intervient dès lors que leur antagonisme devient la seule totalité qui vaut, en lieu et place des médiations antérieures, et qu'il ne vise rien d'autre que son effectuation, *au-delà de la prise en compte de la reproduction de ses deux pôles* (§ 17).

Remarque. Cette notion d'immédiateté sociale des classes qui désigne le rapport entre la classe prolétaire et la classe capitaliste tel qu'il se met en place dans la reconfiguration du procès de subordination, suppose bien des choses qui ne sont pas abordées ici et notamment le fait

médiate, c'est-à-dire médiée par quelque chose d'autre qu'elles mêmes, en l'occurrence l'État (ce qui ne veut pas dire pour autant que celui-ci soit un organisme neutre, strictement fonctionnel). Thèse qui suppose une analyse plus fouillée de l'État capitaliste et corollairement des modalités d'existence des classes sociales.

Vers une intersubjectivité?

§ 18 – Le cours quotidien de la lutte, c'est-à-dire la mobilisation active des salariés dans la continuité du mouvement, son élargissement, ne dépend pas d'une unité de la classe préalable, qui ne peut être que politique, unité hypostasiée au niveau de l'État. L'immédiateté sociale des classes, telle qu'elle se met en place avec la reconfiguration du procès de subordination, implique qu'il n'y a plus d'unité de la classe en dehors de la lutte elle-même – ce qui ne veut pas dire pour autant que cette unité doive être construite au cours de la lutte –, donc qu'il n'y a plus d'unité du tout ou, si l'on préfère, que cette unité est toujours problématique : c'est le sens du « tous ensemble » de décembre 1995 qui est un appel à l'*intersubjectivité*, ce qui n'est pas la même chose qu'une unité hypostasiée. Intersubjectivité : un terme encore bien vague, bien abstrait, pour une chose réelle, qui, à ce point, ne signifie que le contraire d'une unité substantielle. Seules les luttes à venir permettront d'en préciser le sens pratique, historique. On peut déjà voir toutefois que ce sens est délocalisation, distribution sur tout le territoire, que le mouvement touche toutes les villes quelle que soit leur taille et, comme cela a déjà été le cas en décembre 1995, qu'il ne se limite pas uniquement dans son ampleur à la capitale, siège de l'État. La lutte de classe n'est plus jacobine

L'appel à la grève générale comme substitut

§ 19 – L'appel à la « grève générale » apparaît alors comme un recours ultime face à cette impossible unité de la classe. Si, comme je l'ai dit plus haut (§ 5), l'identité de la classe prolétaire dans son rapport à la classe capitaliste, c'est la lutte, si cette lutte n'est rien d'autre que l'affirmation de l'antagonisme de classe (on ne lutte plus « pour » mais « parce que »), l'appel à la grève générale, la grève générale elle-même est

La Matérielle

une tentative d'élever l'unité de la classe au-dessus du cours quotidien de la lutte. Il est notable en ce sens que cet appel s'adresse le plus souvent aux centrales syndicales (pour leur reprocher de ne pas le lancer), à moins qu'il s'agisse d'appeler à suivre celui de FO. À ma connaissance, aucune coordination n'a lancé en direct un tel appel. Viser la grève générale est anachronique et c'est en outre donner le bâton pour se faire battre. C'est ainsi qu'un secrétaire 2nd. degré de l'UNSA Vaucluse à tout loisir de retourner l'argument de qui fait dépendre son adhésion syndicale à un tel appel [18] : « La grève générale ne se commande pas à la CAMIF (...) Enfin, si votre adhésion au syndicat ne trouve satisfaction que dans les grands conflits, que ferons nous pour vous (*sic*) lors des mouvements de personnels, lors des oppositions avec la hiérarchie, lors des questions que vous vous posez dans votre carrière ? » [19] F. Robert, ce secrétaire là, est au moins cohérent – et il n'oublie pas de rappeler au passage que « les négociations, si elles ont lieu, se feront avec les centrales, et elles seules ». Certes, la grève générale ne se commande pas à la CAMIF, mais si elle peut se commander aux syndicats c'est qu'elle n'est pas la mobilisation active dans la grève qui était attendue par tous. Si la grève générale peut aujourd'hui être dite anachronique c'est parce qu'elle n'est pas la généralisation du mouvement en qualité et en quantité, mais son hypostase sur des bases qui ne sont pas les siennes : une arme jacobine, pour reprendre cette expression qui ne peut éventuellement être létale qu'au centre du pouvoir politique, qui suppose corollairement l'unité de la classe dont elle est la manifestation.

La mobilisation active au risque de l'activisme

§ 19 bis – Et l'on se retrouve sur le terrain avec la mobilisation active dans la grève, au risque de la trahison de l'activisme et d'une mobilisation dégressive : « Des actions pour se montrer vigilant, super ! Des actions pour l'action, mouai... Des actions n'importe quoi pour se prouver qu'on y croit, j'ai peur. Si ma mémoire est bonne les activistes de tout poil n'ont jamais servi les peuples : ils se sont fait plaisir mais n'ont pas su communiquer leur enthousiasme (manque de réflexion ? manque de conviction ?...).

Bougeons, poussons, oui mais avec en conscience l'idée de défendre le TOUS ensemble. La lutte est dure, ne la gâchons pas, l'espoir est fragile. » [20] Mais la lutte de classes est toujours minoritaire, par définition, sinon ce serait de la démocratie ! Il faut le reconnaître, ce qui signifie accepter la lutte elle-même, le conflit avec l'autre classe, comme horizon indépassable du mouvement actuel et des mouvements futur. Il n'empêche que cette réaction porte sur l'essentiel et met le doigt là où ça fait mal.

§ 20 – « *Action tout azimuts*. Il n'est plus temps de compter nos "troupes" lors des manifs. Il n'est plus temps d'expliquer, de discuter, d'essayer de convaincre, de tracter... le travail préliminaire est fait ! Il n'est plus temps d'y aller "light". Il est temps désormais d'agir tout azimut. Il est temps maintenant de jouer notre dernière carte, celle des examens (à contrecœur pour tous ! Avons nous d'autres options ?). Il est nécessaire, où que vous vous trouviez, de vous regrouper et d'agir là où cela vous semble opportun, les lycées ne manquent pas ! Ne "désarmez" pas, faisons front commun le jeudi 12 juin pour que cela soit le "jeudi noir" du gouvernement ! » [21] On reconnaît ici : 1) que les « temps forts » comme manifestation ne sont plus l'essentiel de la lutte, qui a cure de savoir si elle est majoritaire ; 2) il s'en suit logiquement que la « bataille de l'opinion » n'est plus à mener – mais le bac sera malgré tout épargné au nom de droit de grève – 3) que *l'activité de grève* est la seule chose qui vaut et que rien ne vient lui apporter une finalité autre qu'elle-même ; 4) si ce n'est la mise en œuvre d'une intersubjectivité qui ne peut être qu'un produit de cette activité.

La dialectique alambiquée de la sortie de grève

§ 21 – « Il faut savoir terminer une grève », recommandait Thorez en 1936. Aujourd'hui, le problème n'est pas tant de savoir mais de *pouvoir*

La Matérielle

accident de parcours si, comme on l'a vu, ce que montre ce mouvement c'est l'affirmation de la lutte pour elle-même, si l'identité de la classe prolétaire, dans son rapport à la classe capitaliste, c'est l'affirmation de l'antagonisme de classe, alors, la lutte devient à elle-même son propre objectif, forme et contenu de la lutte sont confondus, la frontière entre le conflit et le salariat se brouille et sortir de la grève devient problématique. Il n'est pas étonnant dans ce contexte que *Libération* puisse écrire dans son numéro du 11 juin 2003, sous le titre « Sortie de grève sans porte de sortie » : « Cheminots et direction n'ont rien à négocier à l'issue du conflit ». Pourtant la sortie de la grève est bien là, mais de quelle façon ?

§ 22 – À la gare Montparnasse, l'AG a voté la fin de la grève à 22 voix contre 16 et 14 abstentions et, selon les termes du vote, les cheminots ont décidé de « suspendre la grève reconductible », mais de « poursuivre le mouvement » (*Libération* du 13 juin 2003). Contrairement à ce que dit l'auteur de l'article, cette formulation n'est pas réductible à une « jonglerie sémantique » formelle, et si jonglerie il peut sembler y avoir c'est parce que la réalité qu'elle reflète est elle-même brouillée par rapport aux anciens schémas. Les mots que l'on emploie pour parler de sa propre lutte en font partie. En outre le cas n'est pas isolée.

§ 23 – Compte rendu de l'AG du 12 juin au collège Paul Gauthier de Cavaillon, sous le titre *Reculer n'est pas céder* : « (...) face à la reprise perlée mais nette de beaucoup de collègues, face au fait que pour les lycées l'année (hors ce qui touche le bac) est "terminée", que dans les collèges les élèves sont en voie de disparition et que dans le primaire la reprise par les collègues est nette, que dans les autres branches en grève l'installation de la grève de façon continue est aléatoire, l'AG a voté à la majorité la "sortie de la grève reproductible".

Nous envisageons des grèves tournantes, des actions sur toutes les activités de fin d'année-préparation de la rentrée prochaine, des actions en dehors des établissements (péage, ponts...), la reprise ensemble de la grève certains jours. Il s'agit de se mettre au diapason d'un mouvement d'ensemble dur mais qui a beaucoup de mal à se fixer, un mouvement rampant, peut-être beaucoup plus dangereux pour le gouvernement, une sorte d'exaspération durable.

La discussion a été vive, sur les 40 présents, la "sortie de la grève reconductible" a été votée par 20 personnes, 8 contre, 12 abstentions. (...).

§ 24 – L'analogie avec la situation de la gare Montparnasse est trop frappante pour être le fait du hasard. Dans les deux cas la sortie de la grève est acquise de justesse, avec un nombre important d'abstention (si l'on additionne les opposants à la sortie de la grève et les abstentionnistes, la motion ne passe pas à Montparnasse, tandis qu'à Cavaillon elle fait jeu égal avec son rejet). Dans les deux cas, également, la motion de sortie de la grève est formulée de la même façon, une façon certes alambiquée, qui refuse de trancher, mais qui reflète exactement le mouvement.

NOTES

[0] Ces remaniements ne tiennent pas compte des échanges qui ont eut lieu au sujet du mouvement, lors de la rencontre qui s'est tenue à Marseille le 14 juin et qui a regroupé quelques camarades de Marseille, Arles et Cavaillon ayant ou non participé à la grève – j'y reviendrai.

[1] Ce compte rendu est disponible sur le site <http://greves84.ouvaton.org>

[2] Cité in S. Zegel, *Les idées de mai*, éd. Gallimard, Paris 1968, pp. 29-30.

[3] C'est le morveux Devedjian qui a déclaré que la décentralisation à l'éducation nationale ne touchait que les tondeuses à gazon...

[4] Pour mémoire : 1) l'absence d'un appel commun des syndicats au niveau national ; 2) la timidité de l'action politique et syndicale ; 3) la présence d'un grand nombre d'emplois précaires dans les secteurs concernés ; 4) la médiatisation tronquée du mouvement à l'échelle du pays.

[5] Numéro 104, Printemps 2003, p. 4.

[6] *Le mouvements des grèves en France en mai-juin 1968 – Récit des événements*, 2000. À paraître.

[7] *Op. cit.*, p. 32 du manuscrit, je souligne.

[8] *Ibid.*, p. 46, je souligne.

[9] *Ibid.*, p. 47, je souligne.

[10] Astarian montre preuves à l'appui que les résultats de Grenelle furent insignifiants du point de vue de la satisfaction des revendications ouvrières, le principal étant reporté sur les branches professionnelles. Mais à l'époque – nous sommes en 1968 – l'État dû forcer les mains des patrons pour entreprendre ces négociations.

[11] *Op. cit.*, p. 57.

[12] *Échanges*, n° 103, Hiver 2002, p. 3.

[13] *Libération* du 15 janvier 2003.

[14] Pour mémoire : 1) achat-vente de la force de travail ; 2) consommation productive de la force de travail (exploitation) ; 3) reproduction de la classe prolétaire et de la classe capitaliste (reproduction d'ensemble du procès)

La Matérielle

[15] *la Matérielle* n°3, janvier 2003, Notre époque.

[16] *Le Capital*, éd. Gallimard, Œuvres t. I, Paris 1965, p. 1080.

[17] Cf. *op. cit.*, p. 1687, note 1 de la page 1080.

[18] À quand la grève générale? posté le 30 mai sur le site Grève 84, par « Les collègues grévistes d'Anselme Mathieu » d'Avignon.

[19] *Mutisme? Tiédeur? Aternolements?* Réponse à l'appel sus-cité.

[20] Commentaire à propos de l'Arrêt du TGV Postal, posté le 9 juin 2003 (Grève 84)

[21] Posté sur Grève 84 le 11 juin.

La rencontre de la Poudrière

Marseille, samedi 14 juin 2003

Les lignes qui suivent ne sont ni un compte rendu exhaustif ni « objectif » de la rencontre. Pour cette raison il est important que les autres participants (avec ou sans notes) fassent leur propre restitution.

§ 1 - Cette rencontre a réuni quelques camarades de Marseille, d'Arles et de Cavaillon plus ou moins impliqués professionnellement dans les grèves. Son objectif était de faire le point sur le mouvement et de prendre un peu de recul, de hauteur, pour ceux qui y ont participé activement, bref, de « lever le nez du guidon » pendant un moment.

§ 2 - En règle générale, tout le monde s'est accordé sur la *difficile lisibilité* du mouvement, de la difficulté d'en avoir une approche globale au niveau le plus basique, c'est-à-dire à celui de ses *pratiques* : ce sont, par exemple, ces grévistes qui bloquent le TGV postal au cours de la nuit et reprennent le travail le lendemain, ou encore ces postiers qui votent la grève en AG le dimanche pour le lundi, or le lundi est un jour calme du point de vue de la charge de travail et la première équipe qui arrive le matin sur la plateforme qui le sait bien, décide de reprendre le travail ce jour là sans autre forme de procès. Les postiers font grève les jours où il y a du travail et travaillent les jours où il n'y en a pas... C'est logique, mais c'est quand même une drôle de logique... de grève!

§ 3 - Ce ne sont là que des exemples, au-delà de ceux-ci toutefois il apparaît que les grèves ne se sont pas déroulées selon une dynamique continue de montée en puissance (en tout cas après le 13 mai - qui au dire des camarades actifs dans la grève a été un tournant annonçant déjà la non généralisation du mouvement), mais plutôt un mouvement de *yo yo* alternant des moments des phases très dures, des moments de grande détermination et des moments d'atonie. Peut-être faut-il voir dans ce phénomène un rapport nouveau à la grève (je pense également au second exemple cité ci-dessus) et à la lutte en général. Comment caractériser précisément ce rapport, je n'en sais encore trop rien, mais il me paraît en tout cas aller dans le même sens que les positions alambiquées auxquelles les sorties de grève ont donné lieu (cf. *Reculer n'est pas céder*, sur le site Grèves 84 et « *Montpar* » *rend les armes* - *Libération* du 13 juin 03). Sur cette base, j'émet quand même une hypothèse : ne pourrait-on pas voir dans cette dynamique du mouvement le brouillage de la frontière qui au cours de la période précédente séparait le moment de la grève de celui du travail? N'est-ce pas là ce que signifient les propos de l'auteur de *Reculer n'est pas céder* écrit (même si c'est sans illusions) : « Il s'agit de se mettre au diapason d'un mouvement d'ensemble dur mais qui a beaucoup de mal à se fixer, un mouvement rampant... »? À ce propos, un camarade a fait remarqué que la référence à décembre 1995, présente dans tous les esprits, a pu « plomber » le mouvement en lui interdisant de se rendre compte de sa « vraie » nature. Mais n'est-ce pas, précisément, ce phénomène de halo qui s'exprime dans le passage que je viens de citer lorsqu'il oppose la dureté du mouvement et son incapacité à se fixer?

§ 4 - Autre constat sur le Vaucluse, par exemple, chaque AG de secteur s'en est strictement tenue à son fonctionnement sectorisé alors qu'au même moment tout le monde se posait les mêmes questions et faisait la même chose. En outre, alors qu'il est facile de trouver des volontaires pour arrêter le TGV postal en pleine nuit (en plus il est arrivé avec une demi-heure de retard!), on trouve personne pour aller représenter l'AG de secteur à l'AG départementale. Il a été dit que le motif de cette désaffection résidait dans le fait que l'AG départementale était perçue comme le lieu de toutes les magouilles syndicales, mais même si c'était vrai il reste que la volonté de mettre fin à ces magouilles et de s'emparer du niveau départemental ne s'est pas manifestée. Peut-être

La Matérielle

dire que dès l'instant où la lutte se délocalise pour accéder à un niveau supérieur de centralité territoriale et de pouvoir, elle perd sa raison d'être, elle n'est plus elle-même. Que le niveaux centraux sont des lieux institutionnels dont les grévistes n'ont rien à faire, par définition. Qui leur sont un territoire étranger du fait de la nature même de ce territoire par rapport à la nature de la lutte.

§ 5 - Il reste que l'on pourra toujours dire de tout cela qu'il ne s'agit que d'autant de manifestations de la faiblesse du mouvement, de son ancrage dans le revendicatif, qu'il ne manifestait aucune tendance à l'insubordination pure et dure, etc. Mais il sera toujours possible de dire de telles chose face à un mouvement de grève... jusqu'à la révolution. Personne, au cours de la rencontre n'a nié les faiblesses du mouvement, ses limites... mais personne ne s'est non plus posée la question de savoir s'il était révolutionnaire ou non ! Et cela n'empêche pas (alors que l'autre attitude oui) de se poser des questions sur ce qui fait la spécificité des grèves de mai-juin 2003 par rapport aux grèves précédentes.

§ 4 - Le dernier point que je voudrais rapporter ici, et qui a été le plus débattu dans la mesure où il ouvre directement sur une problématique préexistante aux grèves est celui de la dimension citoyenniste ou démocrate radicale du mouvement. J'avais en ce qui me concerne déjà abordée la question, concluant (peut-être un peu vite) à l'absence de cette dimension. je mettais cette absence en rapport avec le silence des «grands intellectuels » (contrairement à décembre 1995) en notant toutefois le caractère paradoxal de la chose compte tenu du terrain des grèves (la retraite, l'éducation nationales) particulièrement favorable au citoyennisme (*Les grèves de mai-juin 2003 dans l'immédiateté des classes sociales*, § 3). Sur l'absence des intellectuels il m'a été répondu que si ceux-ci ne sont pas intervenus c'est parce que cela n'était pas nécessaire dans la mesure ou le démocratisme radical, étant latent dans le mouvement, n'avait pas besoin de s'exprimer particulièrement. Ainsi, parce que le mouvement s'inscrit immédiatement dans le troisième moment du procès de subordination (la reproduction du rapport d'ensemble) tel qu'il est en cours de restructuration, le démocratisme radical en est la « limite » naturelle. Il n'est donc pas contradictoire de trouver des « propos citoyens »

stricte défense du « bout de gras ». La recherche d'une alternative est naturelle au mouvement du fait du terrain sur lequel il existe. « qui n'a pas soif, ne prend pas le verre d'eau qu'on lui tend ». Une autre position a consisté à périodiser la dimension citoyenniste des grèves, la voyant surtout aux débuts de celles-ci et à la fin.

Pour ce qui est de la fin du mouvement, il n'y a qu'à consulter le site Grève 84 pour se rendre compte de la pression citoyenniste qui s'exerce aujourd'hui : alors que les propos citoyens y étaient plutôt discrets jusqu'à présent, il y abondent depuis deux ou trois jours. Lire. *Un autre monde est possible, Lettre aux parents sur le pourquoi de la grève et sa suspension*, sans parler des chevènementistes radicaux d'Aelius (*Que faire ? et Ripostons*), qui posent simultanément que « le conflit prolétariat-bourgeoisie structure plus que jamais le cours de l'histoire » et la nécessité de « Restaurer la Nation, c'est-à-dire l'espace du choix collectif, en donnant corps à une citoyenneté menacée par l'europhisme, l'individualisme bourgeois et les communautarismes. »

Il n'en reste pas moins, aux dires de camarades actifs dans la grève, que les différentes thématiques citoyennistes ont pu être utilisées non seulement pour contrer des opposants mais encore lorsqu'il s'est agit d'étendre le mouvement hors de l'éducation nationale, par exemple, tant il est vrai que la théorie du profit et plus facilement maniable que la théorie de la plus-value pour un argumentaire militant (cela est dit sans aucune connotation péjorative). Quoi qu'il en soit, il me semble — et c'est la position que j'ai défendue sur le sujet lors de la rencontre — que, du point de vue de la spécificité du mouvement c'est son aspect « lutte du *statu quo* », sa stricte polarisation de classe, qu'il est important de retenir.

§ 5 - D'autres questions ont été abordées, notamment celle des AG interprofessionnelles (absentes en décembre 1995) et celle de l'attitude des militants syndicaux apparemment plus ouverts ou plus disponibles.

Le temps comme forme et comme histoire

§ 1 - « Ces écrits politiques [de Hegel au cours de la période de Francfort] marquent un

La Matérielle

quant aux relations du temps et de son contenu, de la temporalité et de l'histoire. Dans sa période de berne, en effet, le temps apparaît comme une forme indifférente que l'action humaine peut remplir de n'importe quel contenu arbitraire. Hegel écrit par exemple : "L'humanité devient à nouveau capable d'idéal." Il exprime par là que l'on peut restaurer la cité grecque, que le contenu peut être situé à n'importe quel moment du temps. Dans le même esprit, il écrit à Schelling, le 16 août 1795, que les peuples reprennent leurs droits. Il semble donc à ce moment-là que la raison pratique puisse recréer son objet et que le devoir-être commande l'être. Il s'agit de ce que Hegel appellera par la suite une philosophie de la réflexion, puisque'il y a cette séparation – comme chez Kant – entre la forme du temps et son contenu¹.

§ 2 – Au contraire, avec le nouveau thème que constitue la dialectique de la vie, le temps ne peut plus être pensé que comme temps historique qui déploie son contenu à partir de lui-même ; la scission entre la forme et le contenu ne peut plus être maintenue, la raison pratique ne peut plus ressusciter n'importe quoi – et en particulier la cité grecque. Cette scission entre la forme et le contenu se trouve alors remplacée par une autre opposition, désormais intérieure au contenu du temps (...) : l'opposition entre science et culture, entre l'esprit du temps et la réalité positive. L'esprit du temps, c'est l'exigence que porte le temps, non comme raison pratique mais comme vie, de se réunifier à travers toutes les séparations et les déchirures. Cette exigence est ressentie subjectivement par l'individu comme idéal de liberté. A l'inverse, la réalité positive de l'époque est la vie en tant qu'elle est scindée, séparée ; elle apparaît comme force de retardement historique. Nous trouvons donc dans chaque époque une opposition entre une exigence de liberté – différente selon les époques – et une positivité qui retarde cette opposition peut aussi s'exprimer dans les termes d'intériorité – c'est l'esprit du temps – et d'extériorité – c'est le moment de frein de la séparation. (...).

§ 3 – (...) Cet esprit du temps est une exigence de la vie elle-même – en tant qu'elle est la vie se réunifiant –, il n'est pas extérieur aux individus, ceux-ci le ressentant comme idéal de liberté, et il y'a contradiction entre la positivité existante et l'esprit du temps. Or, il dépend ici des individus que cette contradiction aboutisse à une solution, c'est-à-dire au triomphe rationnel de l'esprit du temps. Cela signifie qu'il peut se réaliser de façon catastrophique ou, tout au contraire, le faire rationnellement. (Il y a donc là un effort de synthèse entre une philosophie de l'histoire du type de celle de Herder, où l'histoire continue le procès naturel – l'action des individus y étant donc minimisée –, et l'aspiration fichtéenne à l'action, à la réalisation de la raison pratique.) Il faut donc que la subjectivité prenne conscience de ce qu'exige l'esprit du temps – car elle a un rôle à jouer ; l'histoire ne se fait pas toute seule –, qu'elle condamne la positivité dépassée ; celle-ci doit disparaître, de façon que cette négation de la positivité exigée par l'esprit du temps se fasse en quelque sorte aux moindres frais, sans qu'advienne de catastrophe. Ainsi, la liberté et la réflexion² apparaissent ici comme un moment nécessaire du déploiement de l'histoire et nous trouvons une première synthèse entre liberté et nécessité, un effort pour dépasser l'antinomie de la raison pratique et de la nécessité historique. (...) la liberté apparaît comme un moment de l'accomplissement de la nécessité et la subjectivité n'est pas opposée à la substantialité. ▢

J. Rivelaygue, *La genèse du système hégélien*, in « Leçons de métaphysique allemande », t. I, le Livre de poche, Paris 1990, pp. 349- 352



¹ Chez Kant, le temps (avec l'espace mais sous d'autres conditions) est la forme pure (donc a priori) de l'intuition sensible à travers lequel celle-ci est seulement possible ; la forme conditionne donc son contenu. C'est le fameux

la Matérielle, feuille

épisodique

(Seconde partie)

N°8 juillet 2003

SOMMAIRE

La punition

Histoire ésotérique et histoire exotérique

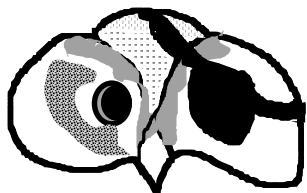
Après la punition...

Si le problème de la pratique est insoluble *a priori*, c'est parce que la pratique n'est pas un problème.

Si à la définir à l'avance nous serions toujours en retard sur la réalité, c'est parce qu'il n'y a (plus) rien à définir...

Alors, autant abandonner cette problématique qui n'a cours que dans la crise du paradigme ouvrier de la révolution et dans les théories qui l'exprime.

Le cours quotidien des luttes ne donne rien d'autre à voir que ce qu'il fait ; nulle intelligibilité cachée là-dedans. Mais cela ne dispense pas pour autant de l'analyser, c'est-à-dire de rechercher la cohérence de sa diversité, surtout lorsque celle-ci apparaît comme paradoxale.



LA PUNITION

À propos du non- paiement des jours de grève après les luttes de mai-juin 2003

Appliquer la loi

§ 1 - Dans un passé récent (mais qui avec les grèves de ces dernières semaines apparaît chaque jour plus lointain) la reprise du travail était accompagnée de la rituelle négociation sur le paiement des jours de grève ou, pour le moins, sur les modalités de rattrapage des journées perdues. Toutes les mesures existantes tendaient à rendre la grève plus ou moins indolore pour le porte-monnaie des grévistes. Tel fut le cas en décembre 1995, à la SNCF par exemple, où les jours de grèves furent convertis en jours de congé et où il fut appliqué un large étalement des retenues de salaire. Selon la même logique, à l'Éducation Nationale lors des grèves anti-Allègre de l'hiver 2000, Lang avait soldé le mouvement par des prélèvements représentant au total de trois à cinq jours de salaire. Allègre, pour sa part, avait agité de même en 1998 à l'issue des grèves en Seine-Saint Denis (*Libération* du 17 juin 2003).

§ 2 - Plus rien de tout cela aujourd'hui pas question de négocier le paiement d'une partie des jours de grève alors que Matignon demande aux ministères de prélever les retenues sur salaire le plus rapidement possible. C'est ainsi que le 18 juin, à l'Assemblée, Delevoye, ministre de la Fonction publique, a rappelé la règle : « les fonctionnaires sont payés après service fait. Là où le service n'est pas fait pour raison de grève, le fonctionnaire n'est pas payé et nous appliquerons la loi. » (*Libération* du 19 juin).

La Matérielle

§ 3 - Appliquer la loi, à l'Éducation Nationale, signifie appliquer l'arrêt Aumont, une jurisprudence aux effets ravageurs qui autorise à prélever aussi les jours non travaillés « pris en sandwich » entre deux jours de grèves en Seine-Saint-Denis, à la Réunion (où l'arrêt engloberait les quinze jours des vacances de Pâques), cela peut conduire à doubler la facture... je suppose qu'il en va de même dans les autres départements. Tout cela, au motif que tout « cadeau » fait aux grévistes « serait inaudible aux non-grévistes » (*dixit* « le ministère », *Libération* du 17 juin). Mais les enseignants peuvent se rassurer la loi, qui prévoit que leur revenu ne peut tomber en dessous du RMI, les protège!

§ 4 - À la SNCF, la direction a décidé que les feuilles de paye des cheminots seraient amputées au minimum de trois à quatre jours de grève par mois, limitant ainsi l'étalement des ponctions (*Ibid.*). À la Régie des Transports de Marseille les retenues sur salaire seront échelonnées sur trois mois (*la Provence* du 18 juin) sachant qu'un traminot travaille en moyenne 22 jours par mois et que la grève a duré 15 jours, sur la base d'un salaire moyen de 6.500 Frs, la retenue mensuelle sera de 1.477 Frs par mois (soit 23% du salaire mensuel) - Pour la petite histoire, aucun des syndicalistes présent à la « négociation » n'a osé annoncer la nouvelle aux traminots massés sous le fenêtré de la direction... jusqu'à ce que FO finisse par s'y coller.

§ 5 - On a vu que pour les enseignants, le motif invoqué est le fait que de tels « cadeaux » seraient « inaudibles pour les non grévistes ». À la RTM, le motif en est que la grève étant l'ultime recours en cas de conflit entre *un salarié et son employeur* le mouvement des traminots contre la loi Fillon correspond à un « certain dévoiement du droit de grève » (*dixit* la direction) dans la mesure où l'État, qui porte la loi, n'est pas le patron des traminots de la Régie. CQFD - une théorie qui aussitôt énoncée à valu à la Régie une semaine supplémentaire de grève alors que la reprise du travail était quasiment votée...

§ 6 - On peut expliquer cette attitude nouvelle par la présence d'une « droite dure » au gouvernement, une droite qui, comme le dit Lhubert, secrétaire général de la fédération CGT des fonctionnaires, « affiche sa volonté de faire

revenus le plus durement possible » (*Libération* du 17 juin). On peut l'expliquer aussi par la défaite sans appel qu'à subit le mouvement, par la « trahison » des syndicats, etc. Tout cela est en partie vrai, mais ça n'explique pas tout et reste formel. Le refus de négocier le paiement des jours de grève a un contenu autre que simplement répressif, revanchard ou dissuasif.

§ 7 - Il semble qu'une tendance à l'assouplissement de la rigidité des premiers jours de la fin du conflit se fasse valoir (*Libération* du 19 juin) dans le sens d'une prise en compte des situations locales *a contrario* de la position initiale de Raffarin selon Delevoye « il appartient (...) à chaque gestionnaire d'étaler les retenues dans les limites permises par la pratique et par la jurisprudence. ». Mais l'on sait ce que vaut la jurisprudence Aumont à l'Éducation Nationale. En ce qui concerne la pratique, à la SNCF, Sud-Rail note bien que la nouvelle direction de l'entreprise a adopté des directives plus « carrées » lors des conflits, mais que les exigences en termes d'application au niveau local étaient très lâches « Tout dépendait des régions. En 2001, il y a eu des conversions de jours de grève en jours de congés, ce qui d'ailleurs arrangeait parfois les dirigeants locaux en peine d'honorer les jours de congés dus aux cheminots [c'est la même chose à la Régie des Transports de Marseille, n.d.a.]. *Idem* pour l'étalement des retenues de salaires. » Il semble toutefois que, pour le coup, les dirigeants locaux aient reçu la consigne de ne transiger sur rien (*Libération, op. cit.*) - comme quoi notre gouvernement sait encore centraliser quand il le faut où il faut! Quoi qu'il en soit, et sans préjuger du seuil jusqu'auquel sera poussée la logique initiale, il n'empêche qu'elle existe et qu'elle a été formulée explicitement dès l'abord et déjà mise en œuvre dans certains cas. Que Delevoye arrondisse les angles à l'Assemblée ne change pas nécessairement les choses sur le terrain. Les motifs invoqués pour motiver cette nouvelle logique ne sont pas innocents, ce ne sont pas des paroles en l'air. Et ils peuvent à leur façon permettre de comprendre sur l fond cette nouvelle logique.

Un cadeau inaudible pour les non-grévistes

§ 8 - À l'Éducation Nationale, on l'a vu, le paiement des jours de grève ou toute autre

La Matérielle

les salariés grévistes serait un « cadeau inaudible pour les non-grévistes » – le terme de « cadeau » est déjà significatif en lui-même. L'inversion de problématique que suppose cette position est de taille – il s'agit ni plus ni moins d'évaluer la position de gréviste à l'aune de celle de non-gréviste pour traiter une question qui concerne les grévistes... les grévistes deviennent alors des *non-non-grévistes* ! Si l'on croise le propos du ministère avec celui de Delevoye à l'Assemblée (§ 2) il devient évident que désormais faire grève revient à *se mettre en défaut par rapport à l'impératif du travail*, norme absolue incarnée par les non-grévistes, c'est-à-dire ceux qui n'ont pas cessé le travail. Mais de quel travail s'agit-il ? Il ne s'agit pas du travail salarié comme rapport social, tel qu'il définit la relation entre capitalistes et salariés, il s'agit strictement du travail tel qu'il s'effectue *ici et maintenant*, dans l'entreprise, du travail qui pour le salarié à sa traduction en bas et à droite de sa feuille de paie (le plus souvent !).. Cela fait une (grosse) différence que Delevoye ne fait que confirmer à propos des fonctionnaires pour justifier le non-paiement des jours de grève, lorsqu'il dit que ceux-ci sont payés pour le service rendu et qu'ils ne sont pas payés si le service n'est pas rendu. Le refus *a priori* de négocier le paiement des jours de grève, l'accélération et l'aggravation des retenues devient dans ce cadre proprement une *punition pour faute*, un acte *disciplinaire* – et la grève un acte d'indiscipline ; d'où l'appel à la loi, à la jurisprudence... lorsqu'elle va dans le sens requis par la nouvelle donne. Les grévistes se sont mis *hors la loi* (du travail), ils doivent être punis. C'est logique...

La question du préavis – la grève appartient-elle ou non aux salariés ?

§ 9 – À la SNCF, un autre conflit post-reprise porte justement sur un différent juridique entre les syndicats et la direction (*Libération* du 17 juin). Depuis plusieurs années, celle-ci estime qu'un préavis de grève reconductible ne couvre que les cheminots en grève depuis le premier jour et met en situation « illégale » ceux qui prennent le conflit en marche. Les syndicats, de leur côté, s'appuient sur une jurisprudence de la cour de cassation sociale de 1999 qui affirme que la « grève appartient aux salariés ». Derrière cette très belle formule, il y a l'idée que chaque salarié peut rejoindre une grève reconductible quand bon lui semble et donc être couvert par le

salarial, le droit de grève protège le salarié sans dépendre du préavis, *avant d'être un fait d'entreprise* moyennant le dépôt du préavis par les syndicats, qui règle le conflit par-delà ses acteurs effectifs. Or, à l'occasion du conflit de mai-juin, certains grévistes ont débrayé après le premier jour du préavis et ont été mis en « absence irrégulière » et encourent donc non seulement une retenue de salaire qui s'applique hors toute négociation mais encore une sanction disciplinaire. Selon Sud-Rail la chose n'est pas nouvelle. Ce qui l'est, en revanche, c'est que par le passé les responsables locaux revenaient souvent en arrière après le conflit alors qu'aujourd'hui il apparaît que cela est beaucoup plus difficile. Ce qui se joue dans cette affaire, c'est la *position de gréviste* elle-même, dont le salarié se trouve dessaisi au profit du *règlement* de la grève, ce qui place le gréviste qui débraye hors du cadre préalable du préavis en position d'absent sans justification et le met en position d'irrégularité par rapport au règlement intérieur de l'entreprise. La chose est moins radicale que dans la fonction publique – le gréviste hors préavis n'est pas renvoyé au non-gréviste mais à la règle de la grève, sur le fond cependant c'est la même (nouvelle) donne. Aujourd'hui, faire grève, cesser le travail sur la base stricte de la position de salarié revient à se mettre en défaut par rapport à l'impératif du travail – au sens que l'on vient de préciser (qui présuppose ici le dépôt du préavis) et donc être redevable d'une punition. Le non-paiement des jours de grève s'apparente à une amende. Ce qui est en question, à l'Éducation nationale comme à la SNCF, ce n'est pas le motif de la grève, le fait de réclamer le retrait de la loi Fillon, mais le *fait même de la grève* c'est-à-dire la *cessation du travail*.

Le dévoiement du droit de grève

§ 10 – La direction de la Régie des Transports Marseillais refuse de payer le coût d'un conflit qui n'implique pas directement l'entreprise et qui, en ce sens, s'apparente à un « dévoiement du droit de grève ». Ce dévoiement apparaît donc comme un exercice indu du droit, comme le fait de l'exercer pour des motifs qui dépassent les limites strictes de l'entreprise, c'est-à-dire le rapport immédiat entre les salariés et leur employeurs. Ce qui revient une fois de plus à affirmer avant toute chose l'impératif du travail et donc son corollaire qui est la grève comme défaut à cet impératif et donc les retenues de

La Matérielle

§ 11 - Au-delà de leurs différences, ces attitudes patronales et gouvernementales face à la question du paiement des jours de grève constituent un ensemble cohérent qui fait apparaître que le point d'achoppement est moins le rejet de la loi Fillon et de la décentralisation, c'est-à-dire l'enjeu immédiat du conflit, que *le fait d'avoir fait grève, d'avoir cessé le travail* pour cela. Comme si le statut même de la grève s'était modifié, comme si l'on était sorti du cadre conflictuel habituel ou encore comme si la conflictualité avait changé de nature.

§ 12 - Ici encore on peut constater que le patron de la RTM est en parfait accord avec Delevoye en ce qui concerne l'impératif du travail : les salariés sont payés pour travailler sur leur lieu de travail, s'ils ne le font pas, ils ne sont pas payés. Une fois encore, c'est logique, certes, mais dans sa crudité cette logique est radicalement différente de celle à travers laquelle les conflits étaient auparavant appréhendés. À sa manière, également, la position de la SNCF sur les préavis de grève reconductible participe de la même logique : en voulant dessaisir les salariés de leur droit d'entrer en grève quand bon leur semble, elle recadre strictement la grève sur le rapport de travail définit par l'entreprise.

La sortie du cadre conflictuel passé

§ 13 - La négociation sur le paiement des jours de grève, telle qu'elle était la règle auparavant n'était pas un cadeau : au-delà de la volonté d'en finir rapidement, en acceptant le principe même de la réduction, autant que faire se peut, du coût du non-travail pour les salariés grévistes, cette négociation supposait une *reconnaissance* de la *légitimité* sociale de la lutte et, d'une certaine façon, une «*utilité*» de celle-ci, un sens au niveau de la totalité du rapport de classes au-delà de la polarisation que tout conflit met en œuvre. Or, aujourd'hui, l'attitude gouvernementale et patronale confirme cette polarisation de classe après la fin du mouvement. Faire des grévistes des «*non-non-grévistes*», dessaisir les salariés de la grève au profit de la dimension entrepreneuriale de celle-ci à travers le respect du préavis, voir un dévoiement du droit de grève lorsque celui-ci s'applique à un objet qui sort du cadre strict de l'entreprise, sont autant d'attitudes qui consistent à considérer que *faire grève c'est se*

ce qui nécessite de punir les contrevenants en leur faisant payer la grève au prix fort. Contrairement à ce qui peut apparaître au premier coup d'œil, cette attitude n'est pas une régression, une attitude réactionnaire par rapport par rapport aux pratiques antérieures, elle ne revient pas à nier simplement la légitimité sociale des conflits mais à affirmer qu'il n'existe plus de totalité médiatisée au niveau de laquelle ils pourraient trouver leur juste place. C'est, d'une certaine manière, pour la classe capitaliste, se rendre compte que la lutte n'a désormais plus d'autre objectif que la lutte elle-même, que la lutte contre elle-même et elle s'emploie à répondre à cette situation nouvelle avec des moyens adaptés.. Les retenues de salaires, le plus possible et le plus disciplinaire cohérente avec l'état de l'antagonisme de classes qui se met en place dans la reconfiguration actuelle du procès de subordination de la classe prolétaire par la classe capitaliste. Dans cette reconfiguration, la grève revient à se mettre en défaut par rapport à l'impératif du travail, par là elle se développe comme insubordination et la réponse patronale/gouvernementale comme retour à l'ordre, c'est-à-dire remise au travail, purement et simplement, mais non sans avoir fait payé la faute commise au prix fort.

Un cadre pour la nouvelle conflictualité

§ 14 - Il peut apparaître bien restrictif d'aborder ces semaines de mai-juin à partir de la question du (non) paiement des jours de grève, bien restrictif et bien profane. Pourtant, à y regarder de près comme on vient de le faire, et quand bien même on ne considérerait que comme des « indices » les cas qui viennent d'être analysés, on finit par voir de quel « crime » il s'agit sans avoir besoin de « chercher la femme ». Avec les caractéristiques du mouvement qui ont pu déjà être dégagées [1], il faut bien reconnaître que *in fine*, la gestion du coût de la grève pour les grévistes est une sorte de clef de voûte qui constitue un ensemble cohérent, du point de vue salarial *et* patronal. Cette nouvelle cohérence repose sur ce que j'ai appelé *l'immédiateté sociale des classes*, un terme qui renvoie d'abord à la stricte polarisation du rapport de classe, hors de toute médiation étatique, et que je propose de compléter ici par la thèse de l'impératif du travail et le statut nouveau de la grève qui est son corollaire. Les semaines de mai-juin permettent de dégager le premier cadre d'une nouvelle conflictualité, dit autrement : les

La Matérielle

antagonique de la classe prolétaire et de la classe capitaliste. Pour la reste, seules les luttes futures permettront d'aller plus loin sur cette voie (mais une analyse rétrospective de décembre 1995 ne serait pas inutile).

[1] Pour mémoire la problématique de la mobilisation active dans les grève, des « temps forts » et de la grève générale comme substitut à l'unité de la classe, la confusion entre la forme et le contenu de la lutte, le fait que la lutte n'est pas d'autre objet qu'elle-même, le caractère problématique de la centralité du conflit et le fonctionnement strictement sectoriel des AG et, pour finir, la dialectique alambiquée de la sorite de grève. Voir : *Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté sociale des classes* et *La réunion de la Pourdrière*.

HISTOIRE ÉSOTÉRIQUE HISTOIRE EXOTÉRIQUE

« La différence réside non pas dans le contenu, mais dans la *manière* de considérer les choses ou celle d'en *parler*. C'est une histoire double, ésotérique et exotérique. Le contenu se trouve dans la partie exotérique. L'intérêt de la partie ésotérique est toujours celui de retrouver dans l'État l'histoire du concept logique. Mais c'est du côté exotérique que le développement proprement dit a lieu. »

K. Marx, *Critique de la philosophie politique de Hegel*, Œuvres t. III, éd. Gallimard, Paris 1982, p. 875



Après la punition...

Lundi 30 juin 2003

§ 1 - PARIS (Reuters) - Dans un entretien publié samedi par Le Figaro, François Fillon, ministre français des Affaires sociales, déclare, à propos de la réforme des retraites, que « *la résistance du gouvernement face à une contestation sociale, pour la première fois depuis longtemps, est un tournant dans l'histoire de la droite et du centre* ». (Libération du 28 juin 2003).

§ 2 - Cela signifierait-il que le Juppé « droit dans ses bottes » de 1995 était un adversaire moins redoutable que le quatuor Raffarin, Fillon, Sarkozy et Ferry ? C'est ce que dit implicitement Fillon, mais cela n'est rien d'autre que le coup de pied de l'âne au cheval de retour. Cela ne dispense pas pour autant de s'interroger sur les raisons de cette « résistance » du gouvernement.

§ 3 - Le premier motif qui vient naturellement à l'esprit est que cette résistance est le corollaire de la « faiblesse » du mouvement. Reste alors à expliquer cette faiblesse. De manière plus sérieuse que le « courage politique » des Raffarin et consort, on peut y voir l'effet d'un rapport de force favorable à la classe capitaliste, au gouvernement, en l'occurrence, face aux grévistes. Mais cela n'explique pas pourquoi ce rapport de force s'est ainsi déplacé depuis 1995, ou mieux pourquoi les sept semaines de grève de mai-juin n'ont pas permis de construire un rapport de force favorable au mouvement.

§ 4 - Reste alors la thèse classique de la « trahison » des syndicats qui, en l'espèce, n'auraient pas appelé à la « grève générale », laquelle aurait permis de faire basculer les choses... ce qui suppose, entre autre, qu'en décembre 1995 la victoire a été acquise grâce à la fidélité des syndicats on verra que ce n'est pas là le problème. En outre, j'ai déjà signalé l'ambiguïté de l'appel des grévistes aux syndicats pour qu'ils appellent à la grève générale [1].

§ 5 - Il est également possible de mettre en avant la tiédeur des cheminots, notamment des agents de conduite, et les menées de la Fédération CGT afin que la SNCF n'apparaisse pas comme le fer de lance du mouvement ou, pour le moins, comme un composante essentielle de celui-ci

La Matérielle

(contrairement à décembre 1995). Compte tenu de la capacité de nuisance des cheminots, sans commune mesure avec celle des enseignants, cela peut effectivement avoir joué un rôle. Mais sur le fond cette explication, comme les autres, reste extérieure aux grèves elles-mêmes, dans la mesure où elle renvoie aux non-grévistes. On peut toujours dire qu'une lutte échoue parce qu'elle ne s'est pas généralisée... ce qui n'explique pas pourquoi elle ne s'est pas généralisée!!

§ 6 - À rester dans cette problématique on ne peut que s'enliser dans des contradictions ou des paradoxes [2] et égrener les fausses questions habituelles que l'on vient de passer en revue, qui ne débouchent sur rien sinon sur de nouvelles questions. Pour s'en sortir, il faut recadrer le problème et changer totalement d'horizon.

§ 7 - S'agissant du « tournant », Fillon ne croit pas si bien dire, à ceci près que le tournant en question n'est pas celui qu'il croit. Il est exact que par rapport au mouvement de décembre 1995 qui avait obtenu le retrait du plan Juppé, les semaines de mai-juin 2003 se soldent de ce point de vue par un échec, mais l'enjeu de ces semaines était-il réellement d'obtenir le retrait du plan Fillon? Où se trouve la défaite : dans le vote surréaliste des articles de loi à l'Assemblée ou dans le fait d'arrêter la grève et de reprendre le travail ? ce qui n'est pas, en soi, une « défaite » que l'on pourrait opposer à une « victoire », (à moins de supposer que l'objectif du mouvement était le « refus du travail » ce qui est aussi surréaliste que le vote de l'Assemblée!!)

§ 8 - À lire les propos des grévistes sur la fin du mouvement, il apparaît souvent que les regrets ne portent pas sur le fait de la réforme (même si évidemment cela ne fait plaisir à personne), ni sur le fait de la reprise du travail (ce qui ne déplait pas forcément à tout le monde), mais sur le fait de la « sortie de grève » avec toutes les formulations alambiquées auxquelles celle-ci a pu donner lieu. Ce qui est important ce n'est donc pas la défaite au sens classique (échec de la revendication) mais l'arrêt de la grève, ce qui change tout. Ça change tout en ce sens qu'alors que la dialectique échec/victoire suppose la lutte comme finalisée par la revendication, le cours du conflit de la grève à la sortie de grève, affirme la lutte (pour telle ou telle revendication) comme réalité immédiate du conflit.

§ 9 - Ainsi Fillon peut pavoiser. Mais comme

montre la lune, ce qu'il ne voit pas (encore), c'est que le tournant dont il s'agit ne concerne pas l'histoire de son nombril, mais l'histoire de la lutte de classes. Le gouvernement a gagné un combat qui n'était pas celui des grévistes. Il n'a donc rien obtenu parce qu'il n'y avait rien à obtenir, sinon une victoire dans un combat qui n'a pas été réellement mené. La gloriole d'un ministre ne change rien au sens de la punition [3] infligées aux grévistes sur la question du paiement des jours de grèves, punition qui a plus de sens pour le mouvement de mai-juin que tout autre discours de circonstance.

§ 10 - Une dernière remarque pour conclure. Il ne semble pas que l'attitude des grévistes au cours des semaines de mai-juin 2003 telle que j'ai essayé de l'analyser, ait été différente de celle des acteurs de décembre 1995, dans une certaine mesure. Dans un texte de 1996 [4], B. Astarian faisait en effet déjà remarquer que les grèves n'avaient rien fait d'autre que défendre le strict statu quo et que le mouvement ne s'était ouvert à aucune réforme et a fortiori n'en avait proposé aucune. Mieux il note que les grévistes ont affronté l'État en tant que salariés purs et simples face à un patron ordinaire et que le service public n'a pas été traité comme le service public, mais comme une société publique de service quelconque. Ce qui signifie que les grévistes étaient là pour refuser de travailler plus longtemps, « ce qui est une façon de dire que leur carrière ne les intéresse nullement et qu'ils sont pressés d'en finir. » La crispation des grévistes sur la stricte défense du statu quo ante, doit donc être comprise comme plus que la seule défense de relatifs privilèges. Conclusion « En se comportant comme de mauvais citoyens, les fonctionnaires grévistes se sont révélés être de simples prolétaires de notre époque. » Cette analyse, particulièrement éclairante, se trouve être parfaitement valable pour le mouvement de mai-juin 2003, à cette différence près que ce coup-ci, ces mauvais citoyens ont été punis comme de simples prolétaires. C'est que sur une base semblable il y a aujourd'hui une différence que l'on peut percevoir dans les rapports entre les syndicats et les grévistes.

§ 11 - En 1995, les syndicats se sont retrouvés dans le mouvement comme un poisson dans l'eau (même s'ils ont du prendre le train en marche), ce qui n'a pas été le cas en 2003 où l'on a souvent eu l'impression que les appareils suivaient le mouvement en freinant des deux

La Matérielle

Astarian explique le rapport de 1995 par le fait que les syndicats faisant eux-mêmes parti du statut qui était l'objet central du conflit comme cogestionnaires du système, il y avait une véritable adéquation entre leur activité en tant qu'institution défendant son fromage et en tant que représentant des salariés défendant leur statut. Or cette adéquation a disparu en 2003 : les syndicats n'avaient pas à préserver a priori un statut qui avait déjà trouvé une nouvelle forme dans un système dont ils avaient déjà approuvé le contenu principal et, simultanément, ils ont eu de plus en plus de mal à représenter des salariés qui défendaient de moins en moins leur statut et de plus en plus leur position de grévistes...

§ 12 - Pour terminer, je voudrais rappeler cet échange entre des enseignants grévistes et un responsable syndical, qui me paraît particulièrement représentatif de ce qui s'est joué au cours de ces semaines de mai-juin : les premiers reprochent aux syndicats leur tiédeur, leur mutisme et leurs atermoiements face à l'appel à la grève générale, et conditionnent leur adhésion à cet appel : le second leur répond en leur reprochant de ne s'intéresser qu'aux

«grands conflits » et, par leurs menaces, de mettre en péril l'action des syndicats lorsqu'il s'agira d'intervenir à l'occasion des mouvements de personnels, des conflits avec la hiérarchie et de leur « gestion de carrière » [5]

[1] *Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté sociales des classes.*

[2] Ainsi, la revue *Temps critique* explique le mouvement de mai-juin par une contradiction entre la capacité d'auto-organisation dont ont fait preuve les enseignants grévistes et leur attachement à l'État-Providence qui « empêche le mouvement de trouver son autonomie politique » (*Retraites à vau-l'eau et vies par défaut, contre le capital : assaut*], supplément au n° 13). Il ne faut pas confondre le refus de la décentralisation selon St. Luc avec la défense du centralisme républicain selon St. Jules.

[3] *La punition.*

[4] *Décembre 1995 en France : Début de la fin des illusions* (non publié).

[5] *À quand la grève générale ?* (Grève 84, 30 mai 2003)..

la Matérielle, feuille

épisodique

(Seconde partie)

N°9 juillet 2003

SOMMAIRE

À propos du livre □
Les grèves en France en mai-juin 1968
(B. Astarian)

Fragment...

Solde de grève à la SNCF



LES GREVES EN FRANCE EN MAI-JUIN 1968

B. Astarian
Échanges et mouvement [1]
2003

3 juillet 2003

§ 1 - Malgré son faible volume et la modestie affichée par l'auteur dans son préalable, le livre de B. Astarian sur les grèves ouvrières de mai-juin 1968 est sans doute l'un des ouvrages consacrés à la lutte de classes parmi les plus importants de ces dernières années. S'agissant des « événements » il comble un manque criant sur le sujet et ceci de la

manière la plus pertinente dans sa démarche, et la plus « décoiffante » dans ses résultats par rapport aux idées reçues et à la mythification de « Mai 68 ». Il faut donc inviter tout le monde à lire ce petit livre, les « anciens de Mai » comme les autres, et peut-être les premiers plus que les seconds □ Le livre se compose de deux parties.

§ 2 - La première rapporte les conditions et les modalités du déclenchement des grèves et de leur généralisation □ Hispano-Suiza, Renault-Billancourt, Thomson, Rhône -Poulenc, Peugeot à Sochaux, Rhodiaceta à Lyon, etc. Puis Astarian ausculte le fameux « mouvement des occupations » d'usines et ses pratiques effectives, pour terminer par une analyse des accords de Grenelle et des conditions de la reprise.

§ 3 - Au total il ressort de cette plongée dans le cambouis des grèves, à mille lieues du romantisme festif ou du « conseillisme », que celles-ci ont été l'un des arrêts de travail les plus massifs de l'histoire de la France industrielle qui s'est soldé par de maigres résultats quant aux revendications des ouvriers. Du point de vue des augmentations de salaires, compte tenu du glissement naturel des salaires de l'époque et du fait que la moitié seulement des heures de grève sera payée, l'opération est négative (en 1936, on considère que la totalité des acquis obtenus équivalait à une augmentation de 35 à 49%). En outre la hausse est hiérarchisée (comme le souhaite la C.G.T.) et il n'est question dans les accords ni du salaire aux pièces ni du salaire au poste - qui comptaient parmi les principales revendications des O.S. Astarian nous décrit une classe ouvrière majoritairement passive, des usines quasiment vides à part quelques syndicalistes qui entretiennent le matériel... Des ouvriers absentéistes qui rentrent chez eux aussitôt la grève votée - lorsque les syndicats n'ont pas fermé les portes pour les empêcher de s'enfuir □ Des paradoxes, donc, entre la lourde affirmation de la classe dans la grève et son manque d'initiative □ entre la force de la grève, souvent le caractère spontané de son démarrage, et la large délégation que la classe ouvrière a accordée aux syndicats (pour les résultats que l'on vient de voir) □ entre sa faible militance au cours du conflit et la violence extrême de sa réaction au moment de la reprise.

§ 4 - La seconde partie, plus brève et plus « classique » que la première dans sa démarche, propose une analyse des grèves par rapport à

La Matérielle

l'histoire des cycles longs d'accumulation du capital français et apporte des éléments qui permettent de dégager certains traits de leur modernité par rapport à la période actuelle. Astarian termine enfin son travail par une réflexion sur les conditions d'une grève générale non-insurrectionnelle – un autre thème d'actualité après les grèves de décembre 1995 et de mai-juin 2003 – notamment en rapport avec les différentes phases des cycles longs de l'accumulation capitaliste, pour conclure : « le travail n'est plus la base de l'identité de classe, les usines et les bureaux ne sont que des lieux où l'on gagne de l'argent. C'est un message très massif que font passer les grévistes de mai-juin 1968, et il n'a été que peu relevé. » (p. 83). C'est désormais chose faite et bien faite avec ce livre ; il ne reste qu'à s'en saisir.

§ 5 - Dès l'instant où ils défendent le système de retraite existant et refusent les effets de la décentralisation sur leurs conditions de travail en ne s'ouvrant à aucune réforme et *a fortiori* en proposant aucune, les enseignants grévistes de mai-juin 2003 considèrent – ils leur salle de classe comme autre chose qu'un lieu où l'on gagne sa vie ?

[1] B.P. 241, 75866 Paris Cedex 18
(3,50 Euros).

Fragment...

« Le peuple français subit toujours l'influence, on pourrait dire le charme de sa glorieuse révolution. Aucun peuple ne saurait, en effet, se soustraire dans un laps de temps de cent années à l'influence d'un pareil événement (...). Quoi d'étonnant que l'on compte toujours sur un changement semblable et que l'on veuille aussi pour l'avenir se servir, comme d'un levier de l'évolution, de la révolution politique qui a déjà fait tant de grandes choses. Cette croyance à la révolution me semble être liée intimement avec la philosophie socialiste idéaliste et optimiste du XVIII^{ème} siècle »

philosophie purement française, qui n'est pas encore oubliée en France... Elle semble liée à la croyance à l'ordre naturel. On peut s'emparer du monde "comme un voleur pendant la nuit", car il est donné et n'a qu'à être découvert, exposé et compris. »

W. Sombart, *Le socialisme et le mouvement social*, 1898. Cité in P. de Laubier, *La grève générale en 1905*, éd. Anthropos, Paris 1979, pp. 128-129.



Solde de grève à la SNCF

11 juillet 2003

§ 1 - Jusqu'à présent, selon un syndicaliste, « lors des grèves Gallois [1] avait toujours su proposer une issue à la CGT » (*Libération* du 11 juin 2003), or dans le conflit de mai-juin, cela n'a pas marché faute de « grain à moudre » puisque le dossier du régime général des retraites n'était pas du ressort de la SNCF. Prévoyant la difficulté, les fédérations cheminotes ont tenté d'associer à leur préavis des revendications salariales négociables en interne. Mais cette main tendue à la direction a été repoussée dès le 6 juin lors d'une rencontre avec les syndicats. Selon le témoignage d'un participant, « la direction a expliqué que l'entreprise n'avait pas les ressources pour mener ces négociations actuellement » et, selon un point de vue « interne », « ce n'est pas la grève qui convaincra la SNCF de mettre la main à la poche. » (*Libération* du 11 juin). On a vu ce que cela a donné du point de vue de la sortie de grève à la gare Montparnasse [2]. Fin du premier épisode.

§ 2 - Le second épisode est intervenu le 26 juin, lorsque Gallois a présenté aux directeurs d'établissements puis aux syndicats un plan

La Matérielle

d'économie baptisé *Starter*, lequel a été soumis le 9 au conseil d'administration : « Nous allons faire des économies sur tous les postes. D'au moins 100 millions d'euros, en passant au peigne fin les dépenses courantes, sans tabou. Du train de vie de l'entreprise aux achats à renégocier, en passant par la masse salariale qui représente 50% du chiffre d'affaire et les investissements. » (G. Pepy, Directeur général de la SNCF, interview pour *La Vie du Rail*, cit. in *Libération* du 5 juillet 2003). Lequel journal précise pour sa part que le plan consiste à couper dans toutes les dépenses, *sauf les investissements* (10 juillet 2003), ce qui est plus crédible.

§ 3 - Quoi qu'il en soit du détail de ce plan, ce n'est pas là l'important, l'important c'est que ces 100 millions sont explicitement posés en référence aux 250 millions de perte qui auraient été occasionnés par la grève, ce qui revient à mettre le plan de redressement de l'entreprise sur le dos des grévistes. Cela est peut-être un argument crédible par les abonnés de *La Vie du Rail* mais au-delà tout le monde sait que le plan est directement lié au « projet industriel » de l'entreprise pour les années 2003-2005 et prévu de longue date, en outre la CGT et la CFDT rappellent justement que les difficultés de l'entreprise ne datent pas des grèves - on a vu plus haut comment dans la cours de la grève la direction de la SNCF refusait *a priori* toute négociation salariale. Ce qui compte, donc, ce n'est pas tant le plan de redressement que le rapport établi par la direction entre celui-ci et la grève qui fait de l'antagonisme de classe une variété nouvelle de « risque industriel », à mille lieues du « pacte social » scellé en 1999 à l'occasion de l'accord sur les 35 heures. Dans ces conditions, Sud Rail n'a pas tort de sentir à travers cette annonce « une forte odeur de vengeance d'après-grève » (*Libération* du 5 juillet 2003)

§ 4 - J'ai déjà parlé du caractère « punitif » du refus de négocier les modalités de récupération des jours de grève et émis quelques hypothèses sur la signification de cette punition à travers les motifs invoqués pour justifier le paiement sec à l'Éducation nationale et à la R.T.M. [3]. Il est intéressant de voir comment, après coup, on retrouve la même problématique à la SNCF à propos du plan de redressement « occasionné » par les pertes commerciales dues à la grève de mai-juin.

§ 5 - Il y a d'abord la question de l'impératif du travail mis en avant par Raffarin au sujet des salariés de la fonction publique [4]. À la SNCF, selon un cadre (Hubert Joseph-Antoine, en l'espèce, ça ne s'invente pas!), le refus de la direction nationale de payer les jours de grève a été ressenti comme un soutien : « C'était important de dire : chaque jour de grève sera payé par les grévistes. Localement, pour le management, c'est une question de crédibilité » - on a vu qu'auparavant l'usage voulait que les responsables locaux adaptent au cas par cas les directives nationales [5] -, une fermeté qui fait espérer une « rupture » durable dans la gestion des conflits (*Libération* du 10 juillet 2003, je souligne).

§ 6 - Corollairement, la responsable des guichets de la gare Montparnasse estime que « le conflit a exacerbé cette tension entre deux mondes qui cohabitent à la SNCF. Ceux qui refusent de proposer la première classe en guichet, ceux qui refusent de porter l'uniforme de la SNCF "parce qu'on n'est pas chez Disney", ceux qui refusent d'entendre parler de rentabilité du service public. Ce sont eux qui n'intègrent pas l'équation économique de l'entreprise.» et ceux pour qui la « conscience du client » est devenue « un élément fondamental, au même titre que la sécurité » (*Libération* du 10 juillet). On verra comment ces salariés modèles avaleront l'« équation économique de l'entreprise » lorsque celle-ci bloquera leur salaire et leur avancement...

§ 7 - Le second point est celui du dévoiement du droit de grève, que l'on a déjà rencontré à propos du conflit des tramistes marseillais [6]. Selon G. Pepy, « ce conflit est aussi un paroxysme. Parce que le lieu du conflit, censé être interprofessionnel, s'est trouvé être principalement la SNCF alors que l'enjeu, le régime général de retraites, ne la concernait quasiment pas. » « La CGT a mené un conflit politique sans aucun rapport avec l'entreprise, explique un membre de la direction. Ils nous ont dit de ne pas nous en mêler, que c'était une affaire entre le gouvernement et eux. Comme si le sujet SNCF pouvait être mis entre parenthèses. » Et quand la CGT et la CFDT, le conflit s'essouffant, ont proposé une sortie de crise, sous forme de négociation salariale, on leur a fermé la porte au nez. (*Libération* du 10 juillet). Retour à la case départ, c'est-à-dire à la sortie de grève.

La Matérielle

§ 8 - Un mois après la fin du conflit, on retrouve ainsi à la SNCF la problématique que l'on avait déjà rencontrée à la RTM et à l'Éducation nationale : l'affirmation de l'impératif du travail, et donc la grève comme défaut par rapport à cet impératif et la définition du droit de grève comme droit attaché au contrat de travail avec telle ou telle entreprise et non à la position sociale de salarié. La grève, donc, définie par rapport au fait que tel salarié s'est vendu à tel capitaliste particulier (et non plus comme arme de la classe dans son ensemble) et donc la punition pour qui contrevient à cette nouvelle règle. Comme le dit la direction de la SNCF, les grévistes cheminots ne peuvent pas mettre « le sujet SNCF (...) entre parenthèses », ils ne peuvent donc pas faire grève pour autre chose que des histoires de cheminots...

Notes

[1] Louis Gallois est président de la SNCF, nommé par Juppé, depuis 1996. En 1981 il a été directeur de cabinet de Chevènement au ministère de la Recherche et de la Technologie, puis Recherche et Industrie (à ce titre il a géré les nationalisations, la restructuration de la sidérurgie et la faillite de Creusot-Loire). Enfin, en 1988 il a suivi Chevènement comme directeur de cabinet au ministère de la Défense. Après cet intermède politique il a été successivement PDG de la SNECMA à partir de 1989 et de l'Aérospatiale à partir de 1992.

[2] Cf. *Le mouvement de mai-juin 2003 dans l'immédiateté sociale des classes*, § 21 à 24.

[3] *La punition*.

[4] *Op. cit.*, § 2.

[5] *Ibid.*, § 7.

[6] *Ibid.*, § 10.

[7] *Ibid.*, § 9.



la Matérielle, feuille épisodique (Seconde partie)

N°10, octobre 2003

SOMMAIRE

**Il était une fois la classe ouvrière,
l'opéraïsme**
Claudio Albertani

Made in Italy



IL ETAIT UNE FOIS LA CLASSE OUVRIERE, L'OPERAISMO

Claudio Albertani

Ce texte est un extrait de l'article
*Empire et ses pièges,
Toni negri et la déconcertante trajectoire de
l'opéraïsme italien*

(Texte intégral sur le site *la Matérielle*)

Première publication :

À *contretemps*, n° 13, septembre 2003

Traduit de l'espagnol par Miguel Chueca

§ 1 – Le courant marxiste qu'on connaît en Italie sous le nom d'opéraïsme est né dans les années 1960 autour des revues *Quaderni Rossi* et *Classe Operaia*. Parmi leurs collaborateurs les plus



importants, on peut citer Raniero Panzieri, Romano Alquati, Mario Tronti, Sergio Bologna, Alberto Asor Rosa, Gianfranco Faina et Antonio Negri lui-même ⁽⁹⁾. A l'époque, l'Italie vivait la fin du capitalisme agraire et du miracle économique. C'étaient les années sombres de la guerre froide et le pays subissait la double ingérence des Etats-Unis et de l'URSS. Derrière une façade menaçante, le Parti communiste italien acceptait de bon gré les règles du jeu qu'impliquait son éloignement permanent du pouvoir central, en échange d'une part (réduite) de pouvoir local.

§ 2 – La figure dominante dans les luttes sociales était l'ouvrier professionnel, c'est-à-dire ce travailleur qui exerce encore un certain contrôle sur le processus productif, qui possède un bagage important de connaissances techniques et qui est conscient de pouvoir administrer l'entreprise mieux que le patron. On avait affaire en l'occurrence à des travailleurs dotés d'une forte mémoire et d'une conscience antifasciste très marquée, qui déclaraient avec fierté "appartenir à la nation ouvrière" ⁽¹⁰⁾.

§ 3 – Les choses ne tardèrent pas à changer. L'exode rural, le décolllement industriel, la croissance du secteur tertiaire et la diffusion de la consommation de masse, tout cela modifia profondément la structure sociale du pays. L'existence de secteurs d'ouvriers non qualifiés n'était certes pas une chose nouvelle, mais à ce moment-là les industries du nord éprouvaient un besoin croissant de main-d'œuvre bon marché afin d'impulser le développement des secteurs automobile et pétrochimique. La production fut fragmentée et, avec la diffusion de la chaîne de montage, surgit une nouvelle génération de jeunes

La Matérielle

émigrants en provenance du sud, qui n'avaient ni la culture politique ni les valeurs de la Résistance. Ils vivaient une situation particulièrement difficile, puisque la société locale ne les acceptait pas et que le syndicat se méfiait d'eux. Pourtant, ils allaient devenir bientôt les acteurs d'importants mouvements de protestation sociale.

§ 4 - La réflexion de *Quaderni Rossi*, dont le premier numéro parut en 1961, fut consacré à l'analyse de cette nouvelle et complexe réalité. La revue était éditée à Turin, centre nerveux de Fiat et des formes inédites d'organisation du travail. Son directeur, Raniero Panzieri, était un ex-dirigeant du Parti socialiste, de tendance luxemburgiste, qui maintenait des relations avec la gauche internationale non stalinienne. Quelques années avant, dans de polémiques *Thèses sur le contrôle ouvrier*, il avait défendu l'idée d'une démocratie ouvrière de base et soutenu l'idée que "le parti, conçu d'abord comme instrument de classe devient une fin en lui-même, un instrument pour l'élection de députés [...] et un élément de conservation" (11).

§ 5 - Panzieri chercha à émanciper le marxisme du contrôle des partis politiques et à assumer un "point de vue ouvrier", en relisant Marx à partir de la lutte des classes (12). Il concentra son attention sur la planification, et interpréta le capital comme pouvoir social et non plus seulement comme propriété privée des moyens de production. Intervenant directement dans la production, l'Etat n'était plus seulement le garant, mais l'organisateur de l'exploitation. Dans la quatrième section du tome I du *Capital*, il trouva les concepts de "commandement capitaliste", d'"ouvrier social" ("travailleur collectif", dans la traduction espagnole que j'ai consultée) (13) et d'"antagonisme", qui sont restés, depuis, des références théoriques incontournables de l'opéraïsme. Il fut, de surcroît, un des premiers à étudier des œuvres de Marx jusqu'alors pratiquement inconnues, comme les *Grundrisse* (en particulier, le passage sur la machinerie) et le VI^e chapitre (inédit) du *Capital*, en récupérant le concept fondamental de "critique de l'économie politique" et les catégories de "soumission formelle" et "réelle" du travail au capital (14).

§ 6 - Alors que la gauche officielle s'embourbait dans l'idéologie du développement, Panzieri

étudia l'entrelacs de la technique et du pouvoir, qui l'amena à cette idée que l'incorporation de la science dans le processus productif est un moment-clé du despotisme capitaliste, et de l'organisation de l'Etat. De la sorte, Panzieri réalisa une inversion du marxisme orthodoxe - "une véritable révolution copernicienne" - et ouvrit la voie à la critique des idéologies sociologiques, de la théorie des organisations notamment, qu'il interpréta comme des techniques destinées à neutraliser les luttes ouvrières (15). Bien plus que d'autres, cet auteur prématurément disparu (il mourut en 1964) essaya de construire une pensée politique distincte de la pensée communiste, en s'émancipant du schéma de l'"intellectuel organique", où l'intellectuel est beaucoup moins l'expression organique de la classe ouvrière que du seul parti.

§ 7 - Autre personnage important de cette première phase de l'opéraïsme, Romano Alquati se chargea d'entreprendre des enquêtes empiriques dans les usines, en recourant à la méthode de l'"enquête participative" (en italien, *conricerca*), laquelle impliquait une rencontre d'égal à égal entre le sujet et l'objet de la recherche - c'est-à-dire entre les intellectuels et les ouvriers - en vue d'une libération commune. Alquati baptisa du nom d'"ouvrier-masse" (en anglais, *unskilled worker* ou *mass production worker*) le nouveau sujet politique - le travailleur migrant non qualifié et totalement séparé des moyens de production, lequel était en train de supplanter l'ouvrier professionnel. L'ouvrier-masse était la concrétisation de trois phénomènes parallèles : 1) le fordisme, c'est-à-dire la production de masse et la révolution du marché ; 2) le taylorisme, soit l'organisation scientifique du travail et la chaîne de montage ; 3) le keynésianisme, autrement dit les politiques capitalistes à grande portée de l'Etat-providence. L'ensemble de ces mesures exprimait la réponse du capital aux ouvriers qui avaient entrepris de prendre "le ciel d'assaut" au cours des années 1920-1930.

§ 8 - Les opéraïstes pensaient que, en Italie comme ailleurs, les grandes transformations fordistes avaient déjà été menées à leur terme et qu'on était en train de passer à l'étape du "refus du travail", autrement dit à cette aliénation totale de l'ouvrier à l'égard des moyens de production, qui débouchait sur l'absentéisme et une remise en

La Matérielle

question plus radicale du mécanisme de l'exploitation. De ce point de vue, l'histoire de la classe ouvrière apparaissait comme un formidable roman épique où les grandes transformations productives, de la révolution industrielle jusqu'à l'automation, semblaient promettre la réalisation progressive du plus vieux rêve de l'humanité : se libérer de l'effort au travail.

§ 9 - Une telle approche s'écarterait radicalement de l'éthique du travail, cheval de bataille du PCI. D'après Sergio Bologna, "*Quaderni Rossi* a broyé l'hégémonie sur les presses de Mirafiori", ce qui était une façon de dire que la revue s'éloignait de la pensée du fondateur du Parti, Antonio Gramsci⁽⁶⁾. A mon sens, la relation des opéraïstes avec Gramsci était plus complexe qu'il n'y paraît : s'ils n'approuvaient guère l'historicisme de ce dernier (Tronti et Asor Rosa, par exemple, avaient été des élèves de Galvano Della Volpe³, un anti-gramscien convaincu), ils appréciaient les notes sur "*Américanisme et fordisme*", où Gramsci présentait la transition vers les nouvelles formes de domination capitaliste. Comme lui, ils suivaient attentivement les transformations du capitalisme américain : "En Amérique, écrivait Gramsci, la rationalisation a déterminé la nécessité d'élaborer un nouveau type humain conforme au nouveau type de travail et de processus productif."⁽¹⁷⁾

§ 10 - Bientôt, les opéraïstes eurent la certitude que le phénomène de l'émigration intérieure tendait à rendre caducs les anciens déséquilibres entre nord et sud, axe des préoccupations de Gramsci. Et ceci non pas parce que le capitalisme italien les avait supprimés mais, au contraire, parce que la "*question méridionale*" était en train de s'étendre au pays entier, en particulier aux usines du nord, où s'accumulait la rage de ce nouveau prolétariat.

§ 11 - Une des réussites de ces auteurs fut l'élaboration du concept de "*composition de classe*". De même que, chez Marx, la composition

organique du capital exprime une synthèse entre composition technique et valeur, pour les opéraïstes, la composition de classe met l'accent sur le lien entre traits techniques "*objectifs*" et traits politiques "*subjectifs*". La synthèse des deux aspects détermine le potentiel subversif des luttes, et cela permet de découper l'histoire en périodes, chacune d'entre elles étant caractérisée par la présence d'une figure "*dynamique*". Chaque fois, le capital répond à une certaine composition de classe par une restructuration à laquelle succède une recomposition politique de la classe, autrement dit le surgissement d'une nouvelle figure "*dynamique*"⁽¹⁸⁾. De même, les différentes expressions de cette recomposition favorisent une "*circulation des luttes*".

§ 12 - A l'été 1960, on avait pu observer une première manifestation de cette nouvelle composition quand, à l'occasion d'une convention du parti néo-fasciste - qui participait alors à un gouvernement de centre droit - devant se tenir à Gênes, une série de manifestations violentes avaient secoué cette ville et quelques autres. Elles se soldèrent par plusieurs morts, presque tous des jeunes gens, et la presse avait parlé, sur un ton méprisant, d'"une rébellion de rockers criminels" (de "*Teddy boys*", selon l'expression alors à la mode). En revanche, dans une chronique écrite par un auteur proche de l'opéraïsme, nous lisons que "*les faits de juillet sont la manifestation de classe de cette nouvelle génération élevée dans le climat de l'après-guerre. [...] Une génération située hors des partis*"⁽¹⁹⁾.

§ 13 - En 1962, éclata l'affaire Fiat. Une fois expirés les contrats de travail du secteur automoteur, la corporation se trouva au centre d'un grave conflit du travail qui déboucha sur les violents affrontements de la Piazza Statuto (7, 8 et 9 juillet), à Turin. Accusés d'avoir signé des contrats-poubelle, les syndicats officiels furent ignorés par des dizaines de milliers d'ouvriers en grève qui déclenchèrent une véritable révolte urbaine. La police ne put reprendre la Piazza Statuto qu'après trois jours d'affrontements et après avoir reçu des renforts en provenance d'autres villes. Les protagonistes des événements, une fois de plus, étaient de jeunes méridionaux. Le PCI prit immédiatement position, en dénonçant les insurgés comme des "*provocateurs fascistes*".

³ Galvano della Volpe, inconnu (injustement) en France, soutient la thèse (*La logique comme science historique*, 1950) que la recherche par Marx en 1843, dans sa critique de Hegel, d'une « logique spécifique de l'objet spécifique » impose la substitution d'une opposition réelle (opposition-exclusion) à la catégorie de contradiction dialectique incluse dans la sphère de l'idéalisme. Une qui débouche sur l'incompatibilité du matérialisme historique et de la contradiction dialectique.

La Matérielle

§ 14 - C'était le début d'une nouvelle étape de l'histoire italienne – au fur et à mesure qu'apparaissaient de nouvelles pratiques d'affrontement des classes, on voyait augmenter la distance entre la gauche historique et les mouvements contestataires. La discussion fut très vive au sein de *Quaderni Rossi* et elle déboucha, en 1963, sur une première rupture. Si tous ses membres étaient d'accord sur la potentialité révolutionnaire de la nouvelle situation, il existait de sérieuses différences quant à l'attitude à adopter. Panzieri optait pour la prudence, quand Tronti, Alquati, Negri, Bologna, Asor Rosa et Faina voulaient passer à l'action. En 1964, ces derniers fondèrent *Classe Operaia*, "périodique politique des ouvriers en lutte". Le groupe se proposait non seulement de contribuer à la recherche théorique mais aussi de consolider le réseau de relations et de contacts ébauchés les années précédentes ⁽²⁰⁾.

Les paradoxes de Mario Tronti

§ 15 – Signé par son directeur, Mario Tronti, l'éditorial du premier numéro de *Classe Operaia* – "Lénine en Angleterre" – indiquait le chemin à suivre – "On voit pointer une nouvelle époque de la lutte des classes. Les ouvriers l'ont imposée aux capitalistes avec la force objective des forces organisées en usine. [...] La classe ouvrière conduit et impose un certain type de développement du capital. [...] Un nouveau commencement est nécessaire." ⁽²¹⁾

§ 16 – Penseur discuté et paradoxal, Tronti était convaincu que la récente intensification des luttes ouvrières ouvrait la voie à une transformation révolutionnaire. Mais, au lieu de se fier à la spontanéité des masses, à l'instar de Panzieri, il croyait plutôt à l'intervention du parti. Ses idées trouvèrent leur formulation définitive en 1966, avec la publication de *Operai e Capitale*, un livre plein d'intuitions brillantes et d'images suggestives, qui condensait les splendeurs et les misères de la seconde étape de l'opéraïsme.

§ 17 – Alors qu'ailleurs les néo-marxistes se perdaient dans d'interminables discussions sur les théories de la crise et l'effondrement du capitalisme du fait de ses propres contradictions, Tronti affirmait la centralité politique de la classe ouvrière, mettait l'accent sur le facteur subjectif et

proposait une analyse dynamique des relations de classe. L'usine n'était plus le lieu de la domination capitaliste, mais le cœur même de l'antagonisme. Son approche allait à rebours de la tradition réformiste – la lutte pour le salaire était considérée comme une lutte *immédiatement* révolutionnaire dès l'instant qu'elle parvenait à faire plier le pouvoir du capital. La crise n'était plus comprise comme le produit d'abstraites contradictions *intrinsèques*, mais résultait de la capacité ouvrière d'arracher des revenus au capital.

§ 18 – Le discours de Tronti se concentrait sur les *tendances*, ce qui allait être à l'avenir une constante de la pensée opéraïste – il s'agissait de construire un modèle théorique qui permettrait d'anticiper le cours des choses. C'est pourquoi il fallait mettre "Marx à Detroit", c'est-à-dire étudier les comportements du prolétariat dans le pays le plus avancé, là où le conflit apparaissait sous sa forme la plus pure.

§ 19 – Une telle approche pourrait paraître séduisante, mais les propositions pratiques qu'on en tirait étaient, elles, franchement décevantes – "La tradition d'organisation de la classe ouvrière américaine est la plus politique au monde, parce que la force de ses luttes annonce la défaite économique de l'adversaire et la rapproche non de la conquête du pouvoir pour construire une autre société dans le vide, mais de l'explosion du salariat pour réduire le capital et les capitalistes à une position subalterne dans cette même société" ⁽²²⁾. Défaite de l'adversaire ? Aux Etats-Unis ? Non, précisait Tronti – de toutes façons, "la pure lutte syndicale ne peut nous faire sortir du système [...], il faut une organisation de type léniniste" ⁽²³⁾.

§ 20 – Plus intéressante était, en revanche, l'analyse de la relation entre usine et société – "Au niveau le plus élevé du développement capitaliste, la société entière devient une articulation de la production. Autrement dit, toute la société vit en fonction de l'usine, et l'usine étend sa domination à toute la société." ⁽²⁴⁾ Contre l'interprétation selon laquelle l'extension du secteur tertiaire signifiait un affaiblissement de la classe ouvrière, Tronti soutenait qu'avec la généralisation du travail salarié, un nombre toujours plus élevé de personnes était en voie de prolétarianisation, ce qui ne faisait qu'amplifier l'antagonisme au lieu de le

La Matérielle

réduire.

§ 21 - Bien qu'*Operai e Capitale* soit devenu une référence obligée pour les militants de 68, on peut noter curieusement que l'auteur de cet ouvrage ne quitta jamais le PCI et qu'aujourd'hui encore, il demeure membre du post-communiste PDS. Mieux même il y a peu, Tronti a expliqué que l'interprétation gauchiste de son livre avait été le fruit d'une erreur. "Je n'ai jamais été *spontanéiste*. J'ai toujours pensé que la conscience politique devait venir du dehors." (25)

§ 22 - Indépendamment des opinions que professent Tronti aujourd'hui, il est, cependant, évident que, dans les années 1960, lui et les opéraïstes ouvrirent un front contre la tradition nationale-populaire de la gauche italienne, qui embrassait non seulement la politique, mais aussi la culture (philosophie, littérature, cinéma et sciences humaines), et qu'ils donnèrent une première réponse aux théories de la "domination totale" acceptées par tous, y compris par la gauche critique. Ce qui semble le plus actuel dans *Operai e Capitale*, c'est sûrement la critique du *logos* technico-productiviste, tant marxiste que libéral, et de l'idée - déjà présente chez Panzieri - que la connaissance est liée à la lutte, qu'elle n'est pas neutre, mais partisane (26).

§ 23 - Le livre de Tronti demeure une tentative sérieuse de rénovation du marxisme, même si elle n'a débouché sur rien (27). Son "subjectivisme" exprima une rébellion contre l'objectivisme du marxisme vulgaire, celui de l'Ecole de Francfort compris, si on y excepte Marcuse. Tronti perçut le "projet" du capital de contrôler la société dans sa totalité, mais, à rebours d'Adorno, il l'interpréta comme une stratégie pour contenir la protestation ouvrière (28). Ce subjectivisme fut, en même temps, la source de nombreuses erreurs, la plus grave étant de considérer que la logique du développement capitaliste ne reposait pas sur l'extraction du profit, mais sur la combativité ouvrière. Une telle approche l'éloignait de Panzieri et du premier opéraïsme qui concevait le capital et la classe ouvrière comme deux réalités antagoniques également "objectives". Panzieri, en outre, ne commit pas la bétise de penser que les augmentations de salaire pouvaient provoquer la rupture du système (29).

§ 24 - Sans vouloir à tout prix revendiquer un "vrai" marxisme, il semble évident que l'approche de Tronti repose sur une lecture partielle de Marx et, davantage encore, sur une grossière simplification de la réalité. S'il est bien vrai que Marx a écrit que la lutte des classes est le moteur de l'Histoire, son analyse se centre sur la relation sociale entre deux pôles contradictoires d'un côté, le capital comme puissance sociale, travail "mort", objectivité pure, *esprit du monde*, et, de l'autre, le travail "vivant", la classe ouvrière qui, partie et fondement de la relation, fonde, en même temps, sa négation. L'origine de la contradiction est due à la double nature du travail ouvrier qui est à la fois travail abstrait, producteur de plus-value, et travail concret, producteur de valeurs d'usage. Le problème - ajoutait-il - est que "la valeur ne porte pas inscrite sur son front ce qu'elle est" (30). Selon Marx, les antinomies entre "subjectivisme" et "objectivisme" ne peuvent pas être résolues dans la théorie, mais dans la pratique (31), puisque seule la création d'un nouveau mode de production - la fameuse négation de la négation ou expropriation des expropriateurs - peut y parvenir.

§ 25 - Chez Tronti, en revanche, il y a bien hypostase du pôle subjectif "le capital comme fonction de la classe ouvrière" (32). Cela le conduisit à transformer la classe ouvrière en fondement ontologique de la réalité. La subjectivité n'était plus la force concrète d'individus conscients qui s'organisent pour changer le monde, mais - pour Tronti - une simple catégorie herméneutique pour la compréhension du capitalisme. Quant au négatif, il était parti en fumée.

§ 26 - Il convient de signaler que, presque quarante ans plus tard, le même schéma est constamment à l'œuvre dans *Empire*. Ici, le subjectivisme extrême, la lecture de l'Histoire à partir de la "puissance" ouvrière, devient pur délire "De la manufacture jusqu'à l'industrie à grande échelle, du capital financier à la restructuration transnationale et la mondialisation du marché, ce sont toujours les initiatives de la main-d'œuvre organisée qui déterminent les configurations du développement capitaliste." Ou encore "Nous arrivons ainsi au délicat passage par lequel la subjectivité de la lutte des classes transforme l'impérialisme en Empire." C'est

La Matérielle

pourquoi il est nécessaire de comprendre “la nature mondiale de la lutte des classes prolétarienne et sa capacité à anticiper et préfigurer les développements du capital vers la réalisation du marché mondial”⁽³³⁾. Dans ce passage, et tant d’autres similaires, la dialectique ouvriers-capital – cette “grammaire de la révolution”, selon la magnifique expression d’Alexandre Herzen – s’évanouit dans l’apologie d’un présent sans contradictions. Si les ouvriers sont d’ores et déjà si forts et puissants, pourquoi devraient-ils faire la révolution?

Ruptures

§ 27 - La principale fonction de *Classe Operaia* fut sans doute d’impulser l’articulation de divers groupes locaux qui travaillaient sur la question ouvrière en divers lieux du pays. Le groupe, cependant, eut une vie brève, puisqu’il se saborda en 1966⁽³⁴⁾. Pourquoi? Au cours d’une réunion tenue à Florence vers la fin 1966, Tronti, Asor Rosa et Negri lui-même se posèrent la question de l’urgence d’un virage *politique*. Le thème central était la relation classe-parti – la classe incarnait la stratégie et le parti la tactique. Il y avait un problème, néanmoins – si la première était très consciente du travail de démolition qui l’attendait, le second était en train de perdre le nord. Dans ces conditions, plutôt que de jeter de l’huile sur le feu des protestations ouvrières, il fallait faire de l’entrisme dans les syndicats, et surtout dans le PCI. L’idée était de former une sorte de direction ouvrière afin de lui faire jouer le rôle de “cale” (telle était l’expression utilisée) dans le Parti et modifier du coup son équilibre interne⁽³⁵⁾.

§ 28 - Il faut signaler que, jusqu’alors, l’opéraïsme avait été un laboratoire collectif, une sorte de réseau informel formé d’intellectuels, de syndicalistes, d’étudiants et de révolutionnaires de tendances diverses qui avaient tous en commun une sensibilité anti-bureaucratique, et la découverte d’un nouveau monde ouvrier en lutte. A l’exception de Tronti, personne n’y avait affronté ouvertement la question du léninisme. On acceptait le Lénine qui avait compris la convergence entre crise économique, crise politique et tendance ouvrière vers l’autonomie, mais on n’abordait pas la question du parti.

§ 29 - Une minorité libertaire – intégrée par Gianfranco Faina, Ricardo d’Este et d’autres militants de Gênes et de Turin – n’accepta pas ce choix en faveur de l’entrisme. Tel qu’eux l’entendaient, l’opéraïsme était fondé sur l’idée que les forces subversives se regroupaient hors de la logique des partis et des syndicats officiels. Ils trouvèrent une source d’inspiration dans le communisme des conseils⁽³⁶⁾, chez les anarchistes espagnols et chez Amadeo Bordiga⁽³⁷⁾. Les années suivantes, ils partagèrent les positions libertaires du groupe Socialisme ou Barbarie et de l’Internationale situationniste, et rompirent définitivement avec toute prétention à “diriger” le mouvement⁽³⁸⁾. Une autre tendance, dirigée par Sergio Bologna, essaya de s’en tenir à l’opéraïsme originel, en revenant à son travail de fourmi au sein de la Fiat et de quelques usines lombardes⁽³⁹⁾. De sorte que le virage annoncé n’eut pas lieu et que Tronti dut reconnaître qu’on n’était pas parvenu à “réaliser le cercle vertueux de la lutte, de l’organisation [et non de l’auto-organisation, NdA] et de la possession du terrain politique”⁽⁴⁰⁾.

§ 30 - Au même moment, des événements importants compliquèrent le projet de convertir le PCI à l’opéraïsme⁽⁴¹⁾. En 1968, la température sociale en Italie commença à monter à des niveaux préoccupants. Des ferments culturels nouveaux et de plus en plus intenses commençaient à se propager. Les problèmes nationaux se mêlaient à la situation internationale de la fin des années 1960 (manifestations contre la guerre au Vietnam, *Black Panthers*, etc.), en inaugurant une période de grands changements. Les premiers à entrer en mouvement furent les étudiants qui occupèrent les principales universités du pays – Trente, Milan, Turin et Rome. Ils commencèrent par mettre en cause l’autoritarisme universitaire et terminèrent par faire la critique du capitalisme, de l’Etat, de la patrie, de la religion, de la famille, etc. Ils manifestaient un mépris tout particulier pour les partis de gauche qu’ils accusaient d’être devenus des engrenages fondamentaux du régime. A la fin de l’année 1968, et surtout en 1969, quand les protestations ouvrières s’intensifièrent, le système entra en crise. La grande rupture sociale, qui ailleurs s’était consumée en quelques mois, s’étendit, en Italie, sur près de dix ans, et c’est là que réside sans doute la singularité de ce mouvement.

§ 31 - Il va sans dire que cette explosion de

La Matérielle

radicalité légitimait les hypothèses opéraïstes les plus audacieuses. La “stratégie du refus” était en train de se réaliser. Pourtant, Tronti affirma alors qu’on n’assistait pas à la naissance d’une nouvelle époque, mais plutôt à la dernière des poussées – et la plus désespérée d’entre elles – d’un cycle de luttes qui touchait à sa fin.

§ 32 – Il est loisible aujourd’hui de percevoir d’indéniables éléments de vérité dans ce pessimisme, mais, à l’époque, tout semblait encore en suspens. Soudain, Tronti accordait à l’Etat des attributs qui constituaient la négation de tout ce qu’il avait écrit jusqu’alors. Il n’y a plus, précisait-il “d’autonomie, d’autosuffisance, d’autoreproduction de la crise hors du système de médiation politique des contradictions sociales”. Traduit dans un langage plus clair, cela voulait dire que la lutte économique ne pouvait plus être politique, et que la classe ouvrière, considérée jusque-là comme une force antagoniste, devenait la “seule rationalité de l’Etat moderne”⁽⁴²⁾. En vérité, aux yeux de Tronti, l’utopie touchait à sa fin, et c’est cela qu’il cherchait à signifier en parlant d’“autonomie de la politique”, une idéologie qui eut une vie courte, bien qu’elle accompagnât l’évolution d’une partie des opéraïstes – le critique littéraire Alberto Asor Rosa ou le jeune germaniste Massimo Cacciari – vers l’académisme et le PCI, où ils furent accueillis comme des repentis. La croyance en l’existence d’une sphère politique “pure” à l’intérieur de l’Etat servit de justification à d’autres pour entamer une longue marche au sein des institutions.

§ 33 – A l’intérieur du PCI, se déroula un (court) débat sur l’opportunité de chevaucher le tigre du mouvement, mais, à la fin, prévalurent les positions les plus conservatrices, au point qu’on en vint à exclure le groupe du *Manifesto* (Rossanda, Pintor, Magri). C’est ainsi que, de manière peu glorieuse, conclut le trajet d’un secteur des “marxistes autonomistes”. Quant aux autres, la majorité d’entre eux, dont Antonio Negri, vit dans la nouvelle situation la possibilité d’impulser une politique révolutionnaire hors des partis de gauche, et même contre eux.

§ 34 – En 1969, on assista à la multiplication de groupes et de groupuscules d’extrême gauche qui se proposaient tous de reproduire en Italie la

stratégie bolchevique – dans ses différentes versions – léniniste, trotskiste, stalinienne et maoïste –, par la création d’un parti pur et dur visant à la prise du pouvoir. Les opéraïstes fondèrent *Potere Operaio* et *Lotta Continua*, formations qui gravitaient également dans l’orbite du marxisme-léninisme bien qu’elles n’aient pas manifesté une sympathie particulière pour le modèle soviétique ni même, reconnaissons-le, pour le chinois.

§ 35 – Si le projet était irréel, les conflits, eux, étaient bel et bien authentiques, et à mesure que les groupes subversifs gagnaient du terrain, l’Etat devenait de plus en plus agressif. Le dénouement fut la “stratégie de la tension”, soit une série d’attentats et d’assassinats commis par les services secrets italiens entre 1969 et 1980 avec la complicité des gouvernements successifs. Il n’y a pas le moindre doute, en effet – et il existe des dizaines de documents pour le prouver –, que, en Italie, le terrorisme fut, dans un premier temps, l’apanage de l’Etat lui-même, et non des mouvements d’extrême gauche⁽⁴³⁾.

§ 36 – L’histoire de ces événements tragiques étant hors des objectifs de la présente étude⁽⁴⁴⁾, je me contenterai ici de signaler les trois points suivants : 1) en adoptant en 1974 la stratégie du compromis historique – laquelle visait, pour les communistes, à entrer au gouvernement grâce à une alliance stratégique avec les démocrates-chrétiens –, le PCI se déplaça encore plus vers la droite, en contribuant ainsi à légitimer la criminalisation de toute dissidence ; 2) cette évolution, ainsi que les massacres d’Etat finirent par convaincre un grand nombre de militants que la seule voie praticable était la voie militaire et qu’il fallait un parti structuré de manière verticale, hiérarchique et clandestine ; 3) la lutte armée fut une erreur aux conséquences incalculables, qui entraîna le mouvement vers un affrontement sanglant – et voué à l’échec – avec l’Etat.

Les mésaventures de l’ouvrier social

§ 37 – C’est dans ce contexte que nous devons analyser la pensée de celui qui prit le relais de l’opéraïsme – Antonio Negri. Il a souvent raconté lui-même sa trajectoire. Originaire d’une famille modeste, il étudia à l’université de Padoue, où il fit une thèse sur l’historicisme allemand, avant de

La Matérielle

prolonger ses études en Allemagne et en France. Il a connu une brillante carrière universitaire, et a publié quelque vingt livres, ainsi qu'un nombre impressionnant d'articles dans des revues du monde entier. A partir de la fin des années 1950, et à côté de ses activités d'enseignement, il s'engagea dans l'action politique, d'abord dans les secteurs catholiques, puis au sein du Parti socialiste et enfin dans la mouvance opéraïste⁽⁴⁵⁾.

§ 38 - Dans sa première étape, et jusqu'à *Classe Operaia*, l'apport de Negri ne fut pas décisif, mais il devint déterminant avec la fondation de *Potere Operaio*. Le groupe naquit pendant l'été 1969, dans le contexte d'une crise du mouvement étudiant, dont la cause, du point de vue marxiste-léniniste, tenait au fait que les révoltes étudiantes n'avaient de sens que subordonnées à une "hégémonie ouvrière", c'est-à-dire à la ligne de l'organisation. Il était donc urgent, dans cette optique, de construire une direction politique pour les canaliser en ce sens. Negri impulsa, alors, l'idée d'édifier un parti centralisé, "compartimenté" et vertical. "Notre analyse se fonde sur l'œuvre des classiques, de Marx, de Lénine, de Mao. Il n'y a pas de place, dans notre organisation, pour les états d'âme ni pour les velléités", écrivait-il dans un texte qui ne permet guère d'interprétations "autonomistes"⁽⁴⁶⁾.

§ 39 — Contrairement à *Lotta Continua* (LC), un groupe plutôt porté sur l'activisme, *Potere Operaio* (PO) accordait une certaine importance à l'élaboration théorique tournant autour d'une interprétation extrémiste de l'opéraïsme des origines. La *subjectivité* ne résidait plus dans la classe, mais dans l'avant-garde communiste, c'est-à-dire dans le groupe PO. Il convenait donc de centraliser et de radicaliser les antagonismes spontanés pour les transformer en action insurrectionnelle contre l'Etat. Une fois de plus, la tentative échoua. Le cycle de luttes entamé au début des années 1970 entra dans sa phase déclinante et l'une de ses dernières manifestations fut l'occupation de la Fiat Mirafiori (à Turin) qui, en mars 1973, mit fin à l'époque des grands affrontements entre les ouvriers et le capital. Un des legs de cette lutte fut le Statut des travailleurs, un ensemble de dispositions favorables au monde du travail, aujourd'hui réduit à une coquille vide.

§ 40 - Pendant la fin de la décennie, les conflits

sociaux persistèrent, mais leur centre de gravité ne se trouvait plus dans les usines. Dans le même temps que les principales formations extra-parlementaires entraient en crise (PO se dissout en 1973 et LC en 1976), naissait une constellation de petits groupes autour du slogan "Prenons la ville". Quelques-uns de ces groupes prirent le nom d'"Indiens métropolitains" ou de "Prolétariat juvénile". Ils occupaient des immeubles, formaient des centres sociaux, fondaient des revues, mettaient en marche des projets de communication alternative, créaient des associations féministes et écologistes. Avec une base militante située tant dans les usines que dans les quartiers, ces groupes commençaient à abandonner les vieilles conceptions du parti séparé et du dirigisme léniniste pour aller à la recherche d'alternatives dans l'organisation d'espaces de coexistence et d'échange social *autonomes* par rapport à la légalité dominante. Pour mettre en valeur leur indépendance politique, ils utilisaient des sigles où apparaissait le mot "autonome" – par exemple, "Proletaires autonomes" ou "Assemblée autonome" – de telle sorte qu'on commença à les identifier sous le nom de "zone de l'autonomie ouvrière"⁽⁴⁷⁾.

§ 41 - Negri interpréta la nouvelle étape avec un triomphalisme militant qui était à l'extrême opposé du pessimisme de Tronti (et de son "autonomie du politique"). Pour lui, il n'y avait plus de retour en arrière possible : le refus du travail tayloriste avait jeté à bas les murs qui séparaient l'usine du territoire. Tout le processus social était maintenant mobilisé pour la production capitaliste, augmentant de la sorte l'importance du travail productif. Dans cette nouvelle situation, l'ouvrier-masse sortait de l'usine pour se déplacer vers le territoire, *l'usine diffuse*, et devenir *l'ouvrier social*, le nouveau sujet dont notre auteur commença de proclamer la centralité. Techniciens, étudiants, enseignants, ouvriers, émigrés, squatters finissaient tous dans le même sac, sans que Negri porte la moindre attention à leurs différences, à leurs spécificités et à leurs contradictions. Se proposant de renverser (en italien, *rovesciare*) les catégories de Marx, il introduisit dans son analyse la catégorie d'*auto-valorisation* (la même que celle qui réapparaîtra, sans autres explications, un quart de siècle plus tard, dans *Empire*)⁽⁴⁸⁾. De quoi s'agit-il ? Alors que la valorisation capitaliste se fonde sur la valeur

La Matérielle

d'échange, l'auto-valorisation – pivot de l'édifice théorique de Negri – serait fondée, elle, sur la valeur d'usage et sur les nouveaux besoins des prolétaires. Généralisant sur tout le territoire – l'usine diffuse – les pratiques d'auto-valorisation, l'ouvrier social devait désormais lutter pour le “salaire garanti”. Dès lors, chez Negri, le noyau du conflit (et, partant, de l'analyse) se déplaçait vers l'Etat. Il pensait que l'Etat keynésien – qu'il appelait *l'Etat-plan* – avait inscrit les acquis de la révolution d'Octobre au cœur du développement capitaliste, en transformant le “pouvoir ouvrier” en une “variable indépendante”. Pour lui, la lutte principale avait lieu maintenant sur le terrain de l'auto-valorisation et, puisqu'il n'y avait plus de reproduction du capital hors de l'Etat, la “société civile” cessait d'exister, en laissant seuls, face à face, deux grands adversaires – les prolétaires et l'Etat⁽⁴⁹⁾.

§ 42 – En dépit de son apparente cohérence, ce raisonnement partait d'une interprétation erronée du concept marxiste de *valeur*. Pour Negri, la valeur d'usage exprimait la radicalité ouvrière, sa potentialité subjective, en tant qu'antagoniste de la valeur d'échange. Elle était en quelque sorte le “bon” côté de la relation. Pourtant, si on adopte le point de vue de la critique de l'économie politique, une telle approche n'a pas de sens, car, comme l'expliquait Marx dans le premier chapitre du tome I du *Capital*, la valeur d'usage n'est en aucune manière une catégorie morale, mais la base matérielle de la richesse capitaliste, la condition de son accumulation. Si, à un moment quelconque du procès de circulation, les valeurs d'usage ne se transforment pas en valeurs d'échange, elles cessent d'être des valeurs et, en ce sens, elles limitent et conditionnent le processus de valorisation.

§ 43 – Une des sources de Negri était Agnès Heller, une des exposantes les plus connues de l'école de Budapest, laquelle avait mis au centre de sa réflexion sur Marx le concept de besoins *radicaux*. Elle prenait bien garde, toutefois, de tomber dans l'apologie des besoins *immédiats*. “Le besoin économique, écrivait-elle, est une expression de l'aliénation capitaliste dans une société où la fin de la production n'est pas la satisfaction des besoins, mais la valorisation du capital, où le système des besoins repose sur la division du travail et la demande du marché.”⁽⁵⁰⁾

Negri, lui, n'évita pas l'apologie, et s'écarta ainsi du marxisme critique, en oubliant qu'on ne peut pas combattre un monde aliéné d'une façon aliénée. L'autonomie, en outre, ne peut s'exprimer dans la condition immédiate de la classe. Sous la domination du capital, l'autonomie est un projet, une tendance ou, plus précisément, une tension. Elle ne peut se constituer en réalité pratique que dans les moments de rupture, dans les espaces décolonisés. Quand cette réalité pratique se socialise, viennent alors les grands moments de crise de l'administration, comme en France en 1968 ou en Italie en 1977. Contrairement à ce que pense Negri, le communisme n'est pas “l'élément dynamique constitutif du capitalisme”⁽⁵¹⁾, mais une autre société sans antagonismes de classes, sans pouvoir d'Etat et sans fétichisme mercantile.

§ 44 – Et le parti? “Dans ma conscience et ma pratique révolutionnaire, je ne peux ignorer ce problème”, écrivait celui qui se voyait lui-même comme le Lénine italien, en précisant qu'il était “urgent de lancer le débat sur la dictature communiste”⁽⁵²⁾. Le parti, en effet, restait une tâche en suspens, bien qu'il existât déjà en embryon, avec l'Autonomie organisée (avec une majuscule, pour bien la distinguer de l'autre autonomie), c'est-à-dire l'ensemble des organisations semi-clandestines et leurs services d'ordre militarisés qui, poussés par la répression étatique, pratiquaient la lutte des classes avec l'intention de “filtrer” et de “recomposer” l'antagonisme des masses dans l'attente de la lutte finale⁽⁵³⁾.

§ 45 – Le résultat fut catastrophique. Le rêve de la prise de pouvoir se heurta bien vite contre les brisants de la réalité. A partir de 1977, dernière grande saison créative du “laboratoire Italie”, le PC fit front uni avec la démocratie-chrétienne au pouvoir. La répression entra dans une nouvelle phase, écrasant tout ce qui se plaçait au-delà de la gauche parlementaire, et annulant la différence entre terrorisme et protestation sociale. Chacun de son côté, et souvent en concurrence l'une contre l'autre, l'Autonomie organisée – ou, plutôt, certaines de ses organisations⁽⁵⁴⁾ – et les néo-staliniennes Brigades rouges continuèrent leur absurde assaut contre le “cœur de l'Etat” (comme si l'Etat avait un cœur!), entraînant dans leur ruine le riche et complexe tissu de l'autonomie avec un “a” minuscule⁽⁵⁵⁾.

La Matérielle

§ 46 - Encore en 1978, à l'occasion de l'exécution d'Aldo Moro par les Brigades rouges (une des erreurs les plus néfastes et les plus lourdes de conséquences négatives jamais commises par un groupe révolutionnaire), et tout en manifestant son désaccord, Negri pouvait écrire que le côté positif de l'action était d'avoir imposé au mouvement la "question du parti" (56). Le 7 avril 1979, l'hallucination prit fin de la façon la plus tragique, quand Negri et des dizaines de militants de l'Autonomie furent emprisonnés sous la (fausse) accusation d'être les idéologues des Brigades rouges. Ils allaient passer entre deux et sept ans en prison, désignés par la mesquinerie du pouvoir comme des victimes dignes d'être sacrifiées sur l'autel de la paix sociale (57). En 1980, la dernière tentative d'occupation de l'usine Mirafiori marquait la fin symbolique d'un long cycle de conflits sociaux où, cas unique dans l'histoire européenne, les luttes ouvrières et étudiantes, les mouvements pour la réinvention de la vie avaient évolué ensemble dans une formidable tentative de libération collective (58).

Notes

(9) Cette brève reconstruction se fonde sur le livre de Nanni Balestrini et Primo Moroni, *L'Orda d'Oro. 1968-1977. La grande ondata rivoluzionaria e creativa, politica ed esistenziale*, Feltrinelli, Milan, 1997, et sur celui d'Oreste Scalzone et Paolo Persichetti, *la Révolution et l'Etat. Insurrections et "contre-insurrection" dans l'Italie de l'après-68*, Dagorno, 2000. On lira aussi *Futuro Anteriore. Dai Quaderni Rossi ai movimenti globali ricchezze e limiti dell'operaismo italiano*, Derive/Approdi, Roma, 2002. J'ai également consulté le site <http://www.intermarx.com> (en particulier les excellents écrits de Maria Turchetto et de Damiano Palano), les revues *Vis-à-Vis* et *Primo Maggio*, ainsi qu'un vieux essai que j'avais publié anonymement sous le titre "*Proletari se voi sapeste*" dans *Al tramonto. Operaismo italiano e dintorni*, supplément de la revue *Insurrezione* (Renato Varani editore, Milan, 1982).

(10) Franco Alasia, Danilo Montaldi, *Milano, Corea*, Feltrinelli, 1978, p. 184.

(11) R. Panzieri, *La crisi del movimento operaio. Scritti, interventi, lettere, 1956-1960*, Lampugnani, 1973. Panzieri fut directeur de la revue théorique du PSI, *Mondo Operaio*.

(12) Cf. R. Panzieri, *Spontaneità e Organizzazione. Gli anni dei Quaderni Rossi. Scritti Scelti*, Biblioteca Franco Serantini, 1994.

(13) K. Marx, *El Capital*, Editorial Librerías Allende,

1977, pp. 328-330. [C'est cette même expression de "travailleur collectif" qui figure dans la version française, NdT].

(14) Cf. K. Marx, *Le Capital. Livre I, Chapitre VI (inédit)*, Union générale d'éditions, 1971.

(15) R. Panzieri, "*Sull'uso capitalistico delle macchine nel neocapitalismo*" et "*Plusvalore e pianificazione. Appunti di lettura del Capitale*", dans *Spontaneità...*

(16) Sergio Bologna, "*Il rapporto fabbrica-società come categoria storica*", *Primo Maggio*, n°2, Milan, 1974.

(17) Antonio Gramsci, *Quaderni del Carcere*, édition de Valentino Gerratana, Einaudi, Turin, 1977, cahier 22, "*Americanismo e fordismo*", p. 2146.

(18) R. Alquati, *Composizione organica del capitale e forza-lavoro alla Olivetti*, *Quaderni Rossi*, n°2, 1962, pp. 63-98. En 1975, cet auteur a rassemblé ses écrits dans *Sulla Fiat e altri scritti*, Milan, Feltrinelli.

(19) Danilo Montaldi, "*Il significato dei fatti di luglio*", *Quaderni di Unità Proletaria*, n°1, 1960. Montaldi était un intellectuel libertaire proche du groupe Socialisme ou Barbarie. Sans appartenir au réseau, il exerça une forte influence sur les premiers opéraïstes.

(20) En plus des protagonistes déjà cités, il faut mentionner, parmi les membres de *Classe Operaia*, Giairo Daghini, Luciano Ferrari-Bravo, Guido Bianchini, Enzo Grillo (traducteur des *Grundrisse* en italien), Oreste Scalzone, Franco Piperno, Franco Berardi, Gianfranco Della Casa, Gaspare de Caro, Gianni Amaroli et Ricardo d'Este.

(21) *Classe Operaia*, n°1, janvier 1964. Repris in Mario Tronti, *Operai e Capitale*, Einaudi, Turin, 1966 (nouvelle édition, 1971), pp. 89-95. (Une version française de ce texte a paru chez Christian Bourgois.)

(22) Tronti, *op. cit.*, pp. 298-299.

(23) Tronti, *op. cit.*, pp. 81 et 84.

(24) Tronti, *op. cit.*, p. 53.

(25) Tronti, entrevue parue dans *L'Unità*, Rome, 8 décembre 2001. Dans un entretien précédent, daté du 8 août 2000, Tronti déclara : "*Nous fûmes victimes d'une illusion optique.*"

(26) Tronti, *op. cit.*, p. 14.

(27) Dans ses *Considerations on Western Marxism* (New Left Book, Londres, 1976), Perry Anderson ne consacre pas une ligne à l'opéraïsme italien.

(28) Dans *Dialectique négative*, Adorno affirme la suprématie de l'"objet" (traduction en italien, Einaudi, 1975, pp. 156-157).

(29) Voir, par exemple, R. Panzieri, "*Plusvalore e capitale*", *op. cit.*, où l'auteur signale l'unité du capitalisme comme fonction sociale.

(30) Marx, *El Capital*, tome I, p. 88.

(31) Pages de Karl Marx. Choiesies, traduites et présentées par Maximilien Rubel. 1. *Sociologie critique*, Payot, 1970, p. 103.

(32) Tronti, *op. cit.*, p. 221.

(33) *Empire*, pp. 261 et 291.

(34) Le dernier numéro de la revue parut en mars 1967.

La Matérielle

(35) Gianni Armaroli (collaborateur génois de *Classe Operaia*), lettre à l'auteur, 30 décembre 2002.

(36) Les principaux théoriciens des conseils ouvriers furent les *tribunistes* hollandais (ainsi nommés à cause du périodique qu'ils éditaient, *De Tribune*) Anton Pannekoek et Herman Gorter; à côté des Allemands Karl Korsch, Otto Ruhle et Paul Mattick.

(37) Contrairement à ce qu'on dit souvent (voir, par exemple, Octavio Rodríguez Araujo, *Izquierdas e izquierdismos. De la Primera Internacional a Porto Alegre*, Siglo XXI editores, 2002, p. 115), Bordiga n'était pas un *conseilliste*, mais un partisan convaincu de l'idée bolchevique de parti. Voir là-dessus la polémique qu'il soutint avec Gramsci in *Antonio Gramsci-Amadeo Bordiga. Debate sobre los consejos de fábrica*, editorial Anagrama, 1973. Cependant, c'est Bordiga –fondateur et premier secrétaire du PCI–, et non Gramsci, qui s'opposa à la bolchevisation des partis occidentaux, imposée par l'Internationale communiste à partir de 1923.

(38) Vers 1967 naquirent, à Gênes, le Circolo Rosa Luxemburg, la *Lega Operai-Studenti* et *Ludd-Consigli Proletari* (présents aussi à Rome et Milan). A Turin, l'*Organizzazione Consiliare* naît en 1970 et *Comontismo* en 1971. Minoritaires, mais significatifs, ces groupes furent pratiquement effacés des histoires du mouvement de 1968.

(39) En 1969, Sergio Bologna et d'autres créèrent *La Classe*, une revue qui servit de porte-parole aux luttes ouvrières de Fiat. Bologna participa à la fondation de *Potere Operaio*, avant d'animer, dans les années 1970 et 1980, la revue *Primo Maggio*, un bastion de l'opéraïsme original.

(40) Tronti, entrevue citée, 8 août 2000.

(41) Entre 1968 et 1971, la tentative déboucha sur la création de la revue *Contropiano*, dirigée par Asor Rosa et Cacciari, à laquelle collaborèrent aussi bien Tronti que Negri.

(42) M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, Feltrinelli, 1977, pp. 7, 19 et 20.

(43) Eduardo di Giovanni, Marco Ligini, *La strage di Stato*, Samonà e Savelli, 1970 (réédition Avvenimenti, 1993).

(40) Tronti, entrevue citée, 8 août 2000.

(41) Entre 1968 et 1971, la tentative déboucha sur la création de la revue *Contropiano*, dirigée par Asor Rosa et Cacciari, à laquelle collaborèrent aussi bien Tronti que Negri.

(42) M. Tronti, *Sull'autonomia del politico*, Feltrinelli, 1977, pp. 7, 19 et 20.

(43) Eduardo di Giovanni, Marco Ligini, *La strage di Stato*, Samonà e Savelli, 1970 (réédition Avvenimenti, 1993). (44) Parmi les idées les plus curieuses de Negri, on retiendra l'éloge de l'«absence de mémoire». Voir Antonio Negri, *Du Retour. Abécédaire biopolitique*, Calmann-Lévy, 2002, p. 111.

(45) Cf. A. Negri, *Du retour*.

(46) Antonio Negri, *Crisi dello Stato-piano, comunismo e organizzazione rivoluzionaria*, Feltrinelli, 1972, p. 181. Ce

«néo-léninisme insurrectionnel» sera systématisé in A. Negri, *La fabbrica della strategia. 33 lezioni su Lenin*, Libri Rossi, 1977.

(47) Un des groupes les plus connus de cette tendance était le Collettivo di via dei Volsci, de Rome, qui allait bientôt fonder Radio Onda Rossa, une station du mouvement qui existe encore.

(48) Negri a développé le thème de l'auto-valorisation dans *Il dominio e il sabotaggio. Sul metodo marxista della trasformazione sociale*. Feltrinelli, 1978. Cf. aussi *Empire*, pp. 491 et 493.

(49) A. Negri, *Proletari e Stato. Per una discussione su autonomia operaia e compromesso storico*, Feltrinelli, 1976, p. 30. La question de la dissolution de la société civile dans l'Etat est reprise dans *Empire*, pp. 51, 398-399.

(50) Agnès Heller, *La teoria dei bisogni in Marx*, Feltrinelli, 1977, p. 26.

(51) A. Negri, *Marx oltre Marx. Quaderno di lavoro sui Grundrisse*, Feltrinelli, 1979, p. 194.

(52) A. Negri, *Il dominio...*, pp. 61 et 70.

(53) Dans les années 70, il y eut en Italie des dizaines, et probablement des centaines, de groupes qui pratiquèrent la lutte armée. Outre les Brigades rouges, on peut citer, parmi beaucoup d'autres, les *Nuclei Armati Proletari* (NAP), *Prima Linea*, *Mai più senza fucile*, *Azione Rivoluzionaria* et *Proletari Armati per il Comunismo*.

(54) Contrairement à ce que je lis dans *Memoria*, n° 167 (janvier 2003, p. 5), il n'a jamais existé en Italie un groupe appelé «Autonomie ouvrière». Negri dirigeait une des nombreuses organisations qui formaient le camp de l'autonomie ouvrière.

(55) Sur le bilan tragique de la lutte armée, on lira Cesare Bermanni, *Il nemico interno. Guerra civile e lotte di classe in Italia (1943-1976)*, Odradek, 1997.

(56) *Rosso*, mai 1978. La revue, éditée à Milan, était l'organe du *Gruppo Gramsci*, une organisation dirigée par Negri.

(57) Après deux années d'emprisonnement, Negri fut mis en liberté grâce à son élection comme député sur les listes du Parti radical. En 1983, il s'exila en France.

(58) Dans les années 1980 et 1990, le projet d'un opéraïsme libertaire est resté vivant dans la réflexion de quelques collectifs comme *Primo Maggio*, *Collegamenti-Wobbly* et *Vis-à-Vis*.



La Matérielle

MADE IN ITALY

« C'est pas l'Italie ! C'est l'Afrique ! les bédouins, par rapport à ces bouseux, sont des fleurs de vertus civiles. »
Luigi-Carlo Farini, représentant de Victor-Emmanuel à Naples aux lendemains de l'annexion.

§ 1 - L'opéraïsme, dernière tentative pour retrouver/restaurer la théorie du Prolétariat n'a pas vraiment d'équivalent théorique dans le reste de l'Europe occidentale si ce n'est, d'une certaine manière *l'Internationale Situationniste* qui, précisément à la même époque (1962, conférence de Göteborg), s'éloigne de ses assises artistiques antérieures, à travers la recherche identique d'un référent théorique révolutionnaire supplétif à la « vieille classe ouvrière »⁴ Dans les deux cas, on est encore dans la problématique du « Sujet révolutionnaire » propre au paradigme ouvrier de la révolution, même si celui-ci, à travers ses « figures » nouvelles, oblige déjà à pas mal de contorsions théoriques et politiques, comme on vient de le voir. – Lesquelles, de l'opéraïsme « historique » de Panzieri et Alquati à la dissolution de *Lotta continua* en 1976, *via* les itinéraires de Tronti et de Negri, sont de plus en plus forcées au fur et à mesure que l'on s'approche du milieu des années 1970 c'est-à-dire de l'entrée effective de l'Europe occidentale dans la crise. C'est alors que s'ouvre la période de la théorie postprolétarienne de la révolution et que la minorité qui refuse l'entrisme rencontre l'ultra-gauche conseilliste et retrouve Bordiga, *Socialisme ou Barbarie* et l'IS (§ 29).

⁴ « C'est principalement dans sa tentative de redéfinir le concept de *prolétariat*, à la lumière de l'analyse du processus de réification/alienation de la vie quotidienne, que l'on relève à quel point le parcours théorique de l'IS fut déterminé par son besoin de trouver un *référént* qui confirmerait les présupposés politiques de sa théorie et qui, lui-même, se justifierait en vertu du besoin de la théorie situationniste. » (G. Marelli, *l'Amère victoire du situationnisme*, éd. Sulliver, Paris 1998, p. 179) Ceci est valable également pour l'opéraïsme et le reste, dans son schéma, pour la théorie postprolétarienne de la révolution.

§ 2 - Malgré cela, l'opéraïsme reste un produit de l'histoire de la lutte de classes italienne, ce qui ne réduit pas, bien au contraire, sa portée théorique. S'il répond en effet aux transformations du procès de travail dans l'industrie (surtout automobile à l'époque), les OS qui à la Fiat (comme à Renault) remplacent systématiquement les ouvriers professionnels sur les nouvelles chaînes de montages – ceux-là mêmes qui se proclament fiers d' « appartenir à la nation ouvrière » (*supra*, § 2) construite sur les acquis de la Résistance et de l'antifascisme – sont en Italie (du Nord) de jeunes méridionaux et non des « extra-territoriaux », comme on dit aujourd'hui, venus du Maroc ou d'Algérie comme à Flins. Ce *simple* fait d'une émigration intérieure (qui n'a rien à voir avec l'exode rural vers les villes du tournant du XIX^{ème} siècle) change tout, ne serait-ce que parce que l'on ne peut ni les empêcher d'immigrer au Nord ni les renvoyer chez eux – il efface la « question méridionale » comme problème provincial pour la hisser au niveau d'une structure de classes. C'est cela qui rend possible l'opéraïsme comme théorie (qui vaut universellement, donc) dans une dimension nationale singulière.

§ 3 - La « question méridionale » qui explique cela, n'est pas une ratée de l'histoire du capitalisme italien, ou un retard de celui-ci, elle est consubstantielle à sa mise en place, comme conséquence de ce que l'on a appelé à l'époque du *Risorgimento* la « piémontisation » du *Mezzogiorno*, c'est-à-dire sa subordination formelle aux intérêts de la classe capitaliste septentrionale, elle-même rendue possible par l'absence d'une classe capitaliste locale et de la classe prolétaire corollaire. Ainsi, dès lors qu'elle s'énonce comme telle, la « question méridionale » n'en est plus une. Le dépassement ne date donc pas des années 1960. Si elle a été gérée ainsi par la « Droite historique » au cours des premières années de l'annexion, il n'en est plus de même à partir de 1876, dès l'instant où la *Giovane sinistra* arrive au pouvoir avec Depetris et contractualise au travers de la réforme électorale de 1882 l'alliance de la classe capitaliste piémontaise et de la bourgeoisie agraire du Sud (les *galantuomini*, comme on les appelle). L'alliance consiste à échanger l'appui des propriétaires terriens afin de réaliser les réformes et les investissements nécessaires à l'économie piémontaise (éducation primaire gratuite et obligatoire, infrastructures ferroviaires...), contre

La Matérielle

l'assurance de ne pas toucher au régime foncier et l'ouverture (lucrative) du pouvoir aux fils des *galantuomini*. La « question méridionale » a donc été intégrée dans la structure de la classe dominante au niveau politique national. On fait un bond dans l'histoire et on trouve Gramsci, alors dirigeant du Parti Communiste Italien qui, en 1926, théorise ce même changement de perspective de la question méridionale en affirmant la nécessité d'opposer au bloc conservateur des industriels du Nord et des agrariens du Midi le bloc de classe des ouvriers du Nord et des paysans du Sud... Ainsi, Gramsci fait également, au niveau de la lutte de classes, d'un problème local une

question nationale. Le « bloc conservateur », malgré les vicissitudes de la Libération, ne s'effondrera qu'au début des années 1990 avec la *Tangentopoli*.

§ 4 - En attendant, l'opéraïsme, comme le dit Sergio Bologna, a pour sa part « broyé l'hégémonie sur les presses de Mirafiori » (§ 9) qui, bientôt à leur tour, broieront l'opéraïsme, au profit des théories du « précaire ».

Octobre 2003

